

**Identification des acteurs de recherche et  
développement d'un agenda de recherche en matière  
d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest**

**No 104212  
IDRC/CRDI  
CR/CB/066/07/mf**

## **RAPPORT FINAL**

**Préparé par Dr. Abderrahmane NGAIDE  
[Consultant]  
avec la collaboration de Dr. Sokhna SANE  
[Assistante de recherche]**

**Septembre, 2007**

## Table des matières

Table des matières .....	2
Liste des sigles et acronymes .....	4
Résumé exécutif .....	6
Objectif du mandat et méthodologie .....	7
a)- Objectifs .....	7
b)- Méthodologie de collecte de l'information .....	7
<i>Internet</i> .....	7
<i>Entretiens directs avec quelques personnalités ressources impliquées dans la</i> <i>recherche en matière d'intégration sous-régionale</i> .....	8
<i>Entretiens téléphoniques et échanges de mails</i> .....	9
<i>Exégèse de documents imprimés</i> .....	9
I- Introduction : Etats-nations et problématique de l'intégration sous-régionale.....	10
a)- Histoire de concepts polysémiques .....	10
b)- Aller au-delà des discours politiques ? .....	11
- <i>Vers des tournants décisifs ?</i> .....	11
c)- Contexte général de l'étude .....	13
d)- Brève présentation du WAI .....	14
e)- Politique générale de partenariat du CRDI .....	15
II- Organisations sous-régionales et problématique de l'intégration .....	16
a)- Prolifération et dispersion d'énergie : pour une véritable synergie .....	16
- <i>De l'inexistence de centres spécialisés en matière d'intégration</i> .....	16
b)- Profil analytique et critique .....	17
c)- Pour une meilleure visibilité des centres de recherche sur l'intégration africaine ....	19
- <i>Comment le CRDI peut-il impulser la mise sur pied de ce type de centre de</i> <i>recherche ?</i> .....	19
III- Revue des activités du CRDI en matière d'intégration.....	20
a)- Le CRDI dans la recherche en matière d'intégration sous-régionale .....	20
- <i>Un passé récent à rattraper ?</i> .....	20
b)- Programmes transversaux en matière d'intégration du CRDI.....	21
c)-Préoccupations actuelles et perspectives .....	21
IV - Actualité de la recherche sur l'intégration sous-régionale et implications du CRDI ...	22
a)- Programme MOST/UNESCO, CRDI et TrustAfrica.....	22
- <i>Le séminaire du Cap-Vert comme indice de la validité du débat sur la recherche</i> ...	23
- <i>Rencontre sur le coût de la non-intégration</i> .....	24
b)- Politique de diffusion et de dissémination : évolution et résultats en cours.....	24
V)- De la pertinence ou non de mettre en place un institut de recherche sur l'intégration	
sous-régionale.....	25
- <i>Pour un renouvellement des paradigmes</i> .....	26
- <i>Vers l'émergence d'une interface de dialogue : argumentaire</i> .....	26
- <i>Comment le CRDI doit se positionner par rapport à cette nouvelle donne ?</i> .....	28
VI- Conclusion : Sur quel type d'agenda s'appuyer pour renforcer la recherche en matière	
d'intégration sous-régionale ? .....	29
- <i>Recomposition du peuplement ouest-africain</i> .....	29
- <i>Gestion des ressources naturelles et énergétiques</i> .....	29
- <i>Mouvements migratoires internes</i> .....	29
- <i>Renforcement des recherches sur « l'économie sociologique »</i> .....	30
- <i>Echanges transfrontaliers et leurs incidences sur l'amélioration des conditions de</i> <i>vie des populations périphériques</i> .....	31

- <i>Décentralisation et émergence de nouveaux pôles .....</i>	31
- <i>Revisiter les études sur le genre surtout dans les espaces transfrontaliers.....</i>	31
- <i>Politique de communication .....</i>	32
- <i>Réorientation des politiques d'aménagement du territoire .....</i>	32
- <i>Recherches sur une harmonisation possible des politiques éducatives.....</i>	32
- <i>Confréries transfrontalières et intégration en Afrique de l'Ouest.....</i>	33
- <i>Rôle possible des diasporas africaines dans la consolidation de l'intégration.....</i>	33
- <i>Comment inventer un nouvel ordre de partenariat ?.....</i>	33
Références indicatives.....	34
Listes de quelques personnes ressources ayant été contactées.....	35

## Liste des sigles et acronymes

<b>ACBF</b>	African Capacity Building Foundation
<b>ACDI</b>	Agence Canadienne pour le Développement International
<b>ADRAO</b>	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
<b>AFAO</b>	Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest
<b>AFD.</b>	Agence Française de Développement
<b>BAD.</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BADEA</b>	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BOAD</b>	Banque Ouest-africaine de Développement
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CESAO</b>	Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest
<b>CILSS</b>	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le sahel
<b>CIRAD</b>	Centre de coopération internationale en recherche agronomique
<b>CIRDES</b>	Centre international de recherche-développement sur l'élevage
<b>CMA/AOC</b>	Conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest
<b>CODESRIA</b>	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
<b>CORAF/WECARD</b>	Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles/ West and Central African Council for Agricultural Research and Development
<b>CRBP</b>	Centre de recherches régionales sur bananiers et plantains
<b>CRDI</b>	Centre de recherche pour le développement international
<b>CRESA</b>	Centre Régional d'Enseignement spécialisé en agriculture
<b>CSAO</b>	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
<b>EISMV</b>	Ecole inter-États des sciences et médecine vétérinaires

**ENDA-DIAPOL**      ENDA Perspectives et Dialogues Politiques

**FARA**              Forum pour la recherche agricole en Afrique

**FD**                  Fondation Ford

**FFE**                  Fondation Frederich Ebert

**FIDA**              Fondation Internationale pour le Développement Agricole

**FMI**                  Fonds Monétaire International

**FSA**                  Fondation pour la Solidarité Africaine

#### **GOREE INSTITUTE**

**IAGU**              Institut Africain de Gestion Urbaine

**IDEP**              Institut de Développement Economique et de Planification

**IER**                  Institut d'Economie Rurale

**IRD**                  Institut de recherche pour le développement

**JICA**              Japan International Cooperation Agency

**LARES**            Laboratoire d'Analyse et d'Expertise Sociale

**MOST**            Management of Social Transformations

**NEPAD**            Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

**OCDE**            Organisation pour le Commerce et le Développement

**OMVG**            Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie

**OMVS**            Organisation pour la Mise en Valeur di fleuve Sénégal

**ROCARE**        Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education

**SFI**                  Société Financière Internationale

#### **TRUSTAFRICA**

**UA**                  Union Africaine

**UEMOA**          Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**UNESCO**        Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

## Résumé exécutif

Le centre avait organisé en 1993 des séminaires nationaux qui ont réuni des chercheurs pour les amener à produire une réflexion sur la dynamique d'intégration régionale et sur le rôle que les chercheurs en sciences sociales et humaines peuvent apporter pour la renforcer. Depuis lors le centre a délaissé « le champ de recherche » sur l'intégration sous-régionale. Ce rapport vise à permettre « d'appuyer » le CRDI et l'UNESCO, « par la réalisation d'une étude fournissant des balises pour l'établissement d'un agenda de recherche dans le domaine de l'intégration sous régionale en Afrique de l'Ouest », afin qu'ils accompagnent ensemble la création d'un Institut de recherche sur l'intégration en Afrique de l'Ouest.

Pour cela, il fallait identifier les centres de recherches, les chercheurs, les bailleurs de fonds qui s'intéressent de manière directe à la recherche sur l'intégration en Afrique de l'Ouest. Nous avons recensé plus d'une centaine d'organisations, d'associations et d'Instituts de recherche ayant, presque tous, des programmes transversaux sur des thèmes variés<sup>1</sup>. Mais nous n'avons pas identifié un seul centre dont l'axe principal serait la recherche sur l'intégration.

Le rapport proprement dit se structure comme suit : la partie introductive résume la problématique de l'intégration au vue des évolutions des organisations comme la CEDEAO, suit une revue des activités du CRDI et l'actualité autour de la question pour déboucher sur le projet de mise en place du West African Institute. Il se conclut sur : un argumentaire sur la faisabilité de l'Institut et d'une esquisse d'agenda de recherche.

---

<sup>1</sup> Nous avons choisi dans le premier tableau 33 dont 19 ont déjà obtenu des financements du CRDI. Le choix opéré relève de la disponibilité des informations et de leur pertinence. Pour les bailleurs de fonds susceptibles de s'intéresser [tableau deux] nous les avons subdivisés en trois : les bailleurs bilatéraux, multilatéraux et les fondations. La majorité des bailleurs recensés financent les programmes de la plupart des organismes choisis pour illustration.

## Objectif du mandat et méthodologie

### a)- Objectifs

Comme spécifié dans les termes de référence, les objectifs de cette étude étaient d'identifier les organismes, les centres de recherche, les associations et les ONG qui conduisent un travail de recherche sur l'un ou l'autre aspect du processus d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest, d'argumenter la nécessité de mise en place du West African Institute et d'esquisser un agenda de recherche. Nous reprenons ici les cinq axes des TDR :

- 1- « Résumé des enjeux, des besoins en recherche, des capacités de recherche et des opportunités de financement ;
- 2- Un profil des activités de recherche [domaine, objet de la recherche, mode de diffusion des résultats de recherche, capacité d'influence dans l'élaboration des politiques], par quelles institutions [nature, organisation, sources de financement, lié à un réseau, forces et faiblesses] ;
- 3- Les principales initiatives des bailleurs qui appuient une intégration régionale ouest-africaine et la part éventuelle accordée à la recherche ;
- 4- Des recommandations pour renforcer la synergie entre les producteurs de savoirs [centres d'excellence, institutions de recherche et les réseaux] et les utilisateurs potentiels de ces recherches dans l'élaboration de politiques ;
- 5- Une appréciation du WAI et des perspectives de partenariat pour cette initiative ».

### b)- Méthodologie de collecte de l'information

Cette recherche a été réalisée avec quatre supports fondamentaux :

- *Internet ;*
- *Entretiens directs avec quelques personnalités ressources impliquées dans la recherche en matière d'intégration sous-régionale ;*
- *Exégèse de documents imprimés ;*
- *Entretiens téléphoniques et échanges de mails.*

#### ***Internet***

La majeure partie des informations surtout celles contenues dans les tableaux en annexe sont tirées des sites Internet des organismes recensés. Ce travail fastidieux a nécessité

la collaboration intelligente de Dr. Sokhna SANE<sup>2</sup> après des séances travail sur les choix à opérer afin de retenir les organismes dont l'accessibilité des informations ne pose pas assez de problèmes. Ayant auparavant travaillé sur la recherche documentaire sur Internet, nous avons buté, au départ, sur l'abondance des informations. Il fallait les trier et les classer toutes ; vu le nombre impressionnant d'organismes, d'associations, de centre de recherche et d'ONG dont les programmes entrent dans la ligne des TDR. Il fallait identifier un échantillon plus ou moins représentatif de la réalité que nous voulions démontrer sans toutefois sortir du cadre et du thème.

Un écueil majeur est à souligner : les sites ne sont pas tous réactualisés, les bailleurs de fonds non identifiés, la part d'argent consacrée à la recherche et les programmes en cours ne sont pas toujours spécifiés. Rares sont les organismes qui mettent en ligne leurs productions les plus récentes. Il arrive d'ailleurs que quelques centres, intéressants, n'aient pas de sites ou s'ils en ont que ces derniers ne soient pas très informatifs.

### ***Entretiens directs avec quelques personnalités ressources impliquées dans la recherche en matière d'intégration sous-régionale***

La collecte de l'information sera renforcée par des entretiens directs avec quelques personnalités ressources. Ces entretiens ont pris l'allure de discussions ouvertes sur le thème général de l'intégration sous-régionale, discussion autour des séminaires nationaux, de la nécessité de mise en place d'un centre de recherche dont les activités seront centrées sur la recherche en matière d'intégration régionale, la nécessité ou non de renforcer le dialogue entre décideurs politiques et chercheurs en sciences sociales et humaines, des thèmes prioritaires qui peuvent renforcer davantage notre connaissance sur les nouvelles pistes de recherche en matière d'intégration, la connaissance que les uns et les autres ont du CRDI et de la nécessité de raffermir les partenariats. Ces entretiens<sup>3</sup> furent d'un grand apport pour soit confirmer les aspects empiriques que nous avions soit pour abandonner ce que nous pensions être des évidences.

En tant que rapporteur du séminaire [tenu en mars 2006 à Dakar et dont le rapport est disponible] du programme MOST, nous avons eu à discuter avec quelques coordonnateurs des séminaires nationaux, des chercheurs issus d'autres structures, des représentants des organismes et de la société civile intéressés par le processus d'intégration sous-régionale.

Nous avons eu aussi à participer au séminaire national du Sénégal en tant que rapporteur<sup>4</sup> et en tant que communicateur<sup>5</sup>. Et ceci nous a permis d'échanger, avec plusieurs participants, nos vues sur le rôle des chercheurs dans le processus d'intégration. En avril 2007 nous avons assisté, sur financement de l'antenne Unesco de Dakar, au séminaire national du Cap-Vert qui a réuni d'éminents chercheurs, des acteurs de la société civile, des entrepreneurs et des décideurs politiques. Notre intégration, à mi-parcours, dans une commission de

---

<sup>2</sup> Auteur d'une thèse [en cours de publication] soutenue en 2005 au Département d'Histoire de l'UCAD sur : « La circulation des armes à feu et munitions en AOF : 1834-1958 ».

<sup>3</sup> Nous avons, en tant que rapporteur du séminaire [tenu en mars 2006 et dont le rapport est disponible] du programme MOST, eu à discuter avec quelques coordonnateurs des séminaires nationaux, des chercheurs issus d'autres structures, des représentants des organismes et de la société civile intéressés par le processus d'intégration sous-régionale.

<sup>4</sup> Le rapport est disponible au GERAD [Groupe d'Etude, de Recherches et d'Aide à la Décision, organisme qui a abrité le séminaire] et l'antenne de l'UNESCO à Dakar.

<sup>5</sup> Cf. notre texte en cours de publication : « Peuplades anarchiques contre nations à construire. Intégration invisible dans le bassin sénégal-mauritanien. Epreuve du peuple et/ou équation de l'Etat-nation ? », in Amadou Diop (éd) *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*, Paris, Karthala.



l'université chargée de suivre le sommet d'Accra nous a permis d'approcher les autorités chargées du NEPAD<sup>6</sup> et d'échanger avec elles nos observations, des documents et les perspectives d'avenir de la région ouest-africaine, de son environnement immédiat et de son rapport au monde. Toutes ces rencontres nous ont permis d'engranger des données empiriques qui ont été utilisées dans la capitalisation de cette recherche.

### ***Entretiens téléphoniques et échanges de mails***

La phase préparatoire du rapport a coïncidé avec un moment difficile rythmé soit par les absences répétées de quelques personnes ressources soit par le volume et le rythme de leur travail. Les entretiens téléphoniques assez courts, généralement, ne donnent pas à l'enquête toute sa valeur. C'est pourquoi nous avons fait recours aux échanges par mails, mais la lenteur des réponses ou leur caractère laconique limitent l'efficacité de cet outil devenu, pourtant, depuis quelques années indispensable dans les échanges. Il arrive d'ailleurs, très souvent, que les correspondants ne répondent pas aux mails. Ce procédé d'enquêtes est d'une efficacité relative pour la collecte de l'information<sup>7</sup>.

### ***Exégèse de documents imprimés***

La recherche a été alimentée par la lecture d'ouvrages, de rapports, d'articles scientifiques, d'article de presse traitant du thème de l'intégration de manière général et de celle de l'Afrique de l'Ouest en particulier. Les documents imprimés nous ont permis de saisir quelques aspects théoriques et pratiques indispensables pour la compréhension du thème de l'intégration et de son actualité.

---

<sup>6</sup> En effet, dans le cadre du cinquantenaire de l'Université de Dakar, une journée a été organisée [en mai 2007] autour du thème de « La problématique de l'intégration sous-régionale » avec la présence de l'ancien Ministre du NEPAD, du Ministre des Affaires étrangères et d'autres universitaires qui travaillent depuis plus d'une décennie sur l'intégration sous-régionale.

<sup>7</sup> Les résultats de ces entretiens ont été utilisés avec beaucoup de « liberté » tout au long de la phase de rédaction du texte. Nous n'avons pas jugé nécessaire de citer nommément chacun de nos interlocuteurs, car leurs propos recoupent de manière générale nos lectures et la teneur des débats sur la nécessité du regroupement des pays de l'Afrique de l'Ouest et le caractère « impératif » de mettre en place une structure capable de produire des études fouillées en matière d'intégration sous-régionale.

## I- Introduction : Etats-nations et problématique de l'intégration sous-régionale

### a)- Histoire de concepts polysémiques<sup>8</sup>

Il est admis que les concepts d'intégration régionale ou de régionalisation sont par essence polysémiques et qu'ils recouvrent plusieurs facettes : commerciale, financière, monétaire, économique et politique. La convergence des économies et la stabilité politique émergent comme les fondements indispensables pour la concrétisation de la régionalisation. Dès lors la crise des économies nationales, leur faible compétitivité et la « désintégration » politique conduisent les Etats à s'ouvrir à leur environnement local, régional puis mondial. Les volontés d'intégration et de régionalisation en Afrique de l'Ouest s'inspirent du processus d'Union européenne [depuis la naissance de la CEE jusqu'à l'actuel processus d'élargissement] et de l'exemple plus récent de l'expérience nord-américaine. Si nous partons de l'idée développée par Philippe Hugon et ses collaborateurs, nous pouvons affirmer que la régionalisation procède de plusieurs paramètres : l'intensification des mouvements d'échanges avec la création de zone de libre échange, la mise en place de tarifs communs [union douanière], une forte mobilité des acteurs avec la création d'un marché commun, une véritable coordination des politiques économiques et sociales dont le soubassement est la naissance d'une union économique forte, la mise en place de règles opérationnelles comme l'intégration institutionnelle... Toutes mesures qui tendent à faciliter l'interconnexion des territoires transnationaux par le développement d'infrastructures dynamiques. De nouvelles conceptions apparaissent à côté des anciennes. Elles peuvent être volontaristes, c'est-à-dire fondées sur des actions plus planifiées par les Etats eux-mêmes ou libérales s'inspirant de l'intégration par le marché. Mais tous ces concepts sont élaborés et pensés à l'extérieur du continent et ne recouvrent pas forcément toutes les réalités africaines et les dynamiques qui les sous-tendent. Le régionalisme politique tel que pratiqué en Afrique est donc désuet car pensé à partir de concepts élaborés par l'Europe depuis l'entre-deux guerres. L'un des problèmes majeurs est d'amener les acteurs à comprendre le sens réel de l'intégration et de réfléchir sur la profondeur historique des dynamiques sociales africaines.

Lors de la clôture du séminaire national du Sénégal, le professeur Cheikh BA<sup>9</sup>, du département de géographie, a proposé l'idée de « recontextualiser<sup>10</sup> » la notion d'intégration en Afrique pour comprendre les problèmes qui secouent l'ensemble du continent. Ne faut-il pas dès lors poser la question de savoir si le discours et les concepts politiques cadrent avec les réalités du terrain ?

---

<sup>8</sup> Cf. Pierre Kipré, pp. 39-41. Pour plus d'information et pour saisir les multiples déclinaisons de la notion d'intégration, de régionalisme ou de régionalisation, se référer au chapitre I de son ouvrage cité en bibliographie. Pour de plus amples informations la lecture de l'article de Pierre Hugon peut apporter d'intéressants et de stimulants renseignements sur l'évolution et la complexité du concept de régionalisme et au-delà de l'intégration : « Les théories de la régionalisation », in Philippe Hugon (éd) *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Paris, Karthala, pp. 33-79; et celui de Daniel Bach « Régionalisme et mondialisation en Afrique subsaharienne : le retournement d'un paradigme », in D. C. Bach (éd) *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 1998, pp. 13-40.

<sup>9</sup> L'une des personnes ressources de ce séminaire et qui a longtemps travaillé dans l'administration avant de rejoindre l'université.

<sup>10</sup> Cf. Le rapport du séminaire national du Sénégal.

## **b)- Aller au-delà des discours politiques ?**

Au début des années 1960, les pays africains venaient d'accéder à l'indépendance. Il fallait dans cette perspective bâtir et consolider la nation. C'est pourquoi l'option Etat-nation souverain fut considérée comme le moyen pour y parvenir ; et le plus rapidement possible. Tout tournait autour de la construction de l'identité nationale, de la consolidation de la souveraineté à l'intérieur de frontières dites intangibles. La création de l'OUA confirme cette option ; malgré l'exiguïté des territoires hérités de la colonisation et le manque de complémentarité de leurs économies, jusque-là extraverties. Tous les états africains étaient préoccupés par la construction de leur identité nationale et évitaient, de ce fait, toute autre référence tendant à remettre en cause cette idée ancrée de fait dans les esprits des pères de l'indépendance. Les orgueils nationaux ont conduit à cette sorte de recroquevillement tendant à anéantir tous les efforts et toutes les professions de foi longtemps exprimées par les tenants d'une unité africaine plus concrète afin que le continent puisse faire face aux défis qu'imposent le développement.

Les années 1960-70 sont caractérisées par une véritable inflation des organisations. En effet, il existe, aujourd'hui, plus d'une soixantaine d'organisations dont les objectifs encouragent la coopération sous-régionale. Mais ces différentes structures n'ont pas été créées dans le seul but de renforcer l'union entre les Etats. Elles répondaient aussi aux soucis des métropoles [France, Grande Bretagne et Portugal] de perpétuer leur mainmise sur leurs anciennes colonies. Cette kyrielle d'organisations aux objectifs spécifiques, fait que toutes les énergies se trouvent dispersées et fortement émietées au détriment d'un développement concerté et concocté selon les normes d'une union plus large. Les différentes stratégies d'intégration sous-régionale se trouvent ainsi durement affectées par le manque de cohérence et d'une volonté affichée pour affronter l'avenir dans des ensembles plus vastes et des marchés plus élargis.

### **- Vers des tournants décisifs ?**

Dès 1975 avec la création de la CEDEAO une volonté, d'union au-delà des frontières étatiques, émerge comme la solution idoine. Mais les lourdeurs de cette structure et les lenteurs dans l'application des différentes conventions conduit au doute et à une nécessaire réorientation des politiques communes. A partir des années 1980, faisant écho à la crise, nous assistons au délitement de plusieurs organisations voire à leur disparition pure et simple.

Durant cette même période, l'instabilité politique et sociale et les crises liées aux politiques d'ajustements structurels conduisent à une exigence de regroupement afin de sortir du marasme économique, social et politique. A partir des années 1990, la vague de démocratisation et la mondialisation, les Etats se rendent compte que sans union le continent ne pourrait pas peser sur la marche du monde. La conjugaison des efforts n'était pas seulement une nécessité, mais se révélait aussi comme une obligation.

Des décisions sont prises pour rendre plus fluide quelques organisations dans l'espace ouest-africain [CEDEAO, UEMOA...]. La création de la CEDEAO répondait aux soucis des décideurs politiques de rendre plus concrets les efforts pour la réalisation de l'intégration sous-régionale mais aussi de mettre en place un début de dialogue entre anglophones et francophones. L'organisation regroupe en son sein l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest<sup>11</sup>. Elle visait à promouvoir un développement économique à la hauteur des ambitions

---

<sup>11</sup> La Mauritanie s'est retirée de l'organisation en 2000. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, le pays est en train de négocier un partenariat spécial avec la CEDEAO.

ouest-africaines qui va au-delà de la mise en place d'un marché commun. Aujourd'hui les pays se félicitent d'avoir mis en place une citoyenneté communautaire qui garantit la libre circulation des ressortissants des Etats membres. L'on pourrait dire qu'« une identité CEDEAO est née » avec l'abolition du visa, le droit d'établissement, de travailler et de mener des affaires dans tous les pays membres. En avril 2007 s'est tenue à Dakar une réunion des experts de la Direction de la circulation qui avait, entre autre, pour objectif de rédiger un « document d'approche commune » sur les migrations. Les experts ont convenu d'appliquer de manière plus concrète le protocole sur la libre circulation. Ils ont discuté de la nécessité de mettre en place une coopération « transfrontalière ambitieuse pour la CEDEAO », mais ils « ont également insisté sur la nécessité de formuler une stratégie régionale d'aménagement du territoire visant à la fois le développement de nouveaux pôles régionaux d'attraction et les zones les plus défavorisées <sup>12</sup> ». La CEDEAO a aussi pour mission fondamentale de participer à l'extinction des foyers de tension. Elle a participé, grâce à l'ECOMOG, au maintien de la paix et de la sécurité sans laquelle aucun développement n'est envisageable.

L'Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain [UEMOA] apparaît aussi comme un nouvel outil d'intégration sous-régionale. Née dans la foulée de la dévaluation du Franc CFA, intervenue en 1994, l'UEMOA visait non seulement la stabilisation du taux de change, mais aussi l'approfondissement du processus d'intégration. Elle a permis la mise en place de tarifs communs et harmonisés ; entre autres : les taxes pour aboutir à une meilleure articulation des politiques de développement des pays ouest-africains.

Nous pouvons argumenter que depuis, au moins, une décennie nous remarquons un renouveau dans les initiatives pour soit réactiver soit pour renforcer des projets ou des initiatives d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest pour ne pas dire en Afrique tout court. Les acteurs africains semblent être déterminés, pour ne pas dire obligés, de repenser le développement de leur pays dans des cadres plus larges où la complémentarité prime sur la concurrence face à d'autres systèmes que la fin de la bipolarisation du monde a fait émerger.

Le dernier sommet des chefs d'Etat africains tenu à Accra du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2007 préconisait la création d'un gouvernement continental pour permettre à l'Afrique d'aller d'une seule voix dans les instances internationales. Mais cette idée n'a pas reçu l'assentiment de l'ensemble des chefs d'état présents au sommet<sup>13</sup>. Les vieux réflexes ont ressurgi : la souveraineté des Etats, le problème de leadership, le manque de confiance et de solidarité. Mais beaucoup pense qu'il était très tôt de proclamer les Etats-Unis d'Afrique et qu'il fallait mettre en perspective le projet en attendant de mieux réfléchir sur sa faisabilité<sup>14</sup>.

Le constat, aujourd'hui, est que les discours politiques sont en déphasage avec les réalités aux périphéries des Etats où une forme d'intégration non démentie a été toujours de

<sup>12</sup> Voir à ce sujet le rapport [cité en références] de mission de Laurent Bossard, Directeur adjoint du CSAO, [www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah).

<sup>13</sup> Juste avant la tenue de ce sommet le gouvernement du Sénégal, par la voix du ministre d'état, ministre des affaires étrangères a sollicité l'ensemble des chercheurs sénégalais à produire un document relatif à cette volonté d'union. Une commission a été mise sur pied par le recteur de l'Université Cheikh Anta Diop afin non seulement de se pencher sur la question, mais aussi de réfléchir sur la faisabilité d'une école doctorale consacrée essentiellement à la recherche sur l'intégration sous-régionale. Il en est sorti un communiqué largement diffusé par les médias nationaux [Cf. La déclaration : « Appel au peuples et aux chefs d'Etat africains pour la formation d'un gouvernement continental »]. D'ailleurs, le 20 juillet 2007 le ministre et quelques membres de la délégation ont tenu une conférence de restitution devant les ambassadeurs accrédités au Sénégal, les chercheurs et enseignants sénégalais à l'Université de Cheikh Anta Diop de Dakar.

<sup>14</sup> En effet, trois positions se sont dégagées : le courant des tenants de la marche dite gradualiste et s'inspirant de l'expérience des organisations sous-régionales [comme la CEDEAO] qui privilégient les espaces régionaux et le courant des tenants de l'union immédiate [les « immédiatistes » : Lybie et Sénégal] et ceux qui ou plus exactement celui qui défend une position intermédiaire, le président ougandais, qui prône l'accélération du processus d'intégration au niveau sous-régionale et le choix de domaines de convergence pour assurer leur coordination au niveau du continental.

mise des siècles durant. L'Etat-nation est en panne, les souverainetés nationales entamées, les frontières presque obsolètes, les économies exsangues au point que les chercheurs sont interpellés afin de penser des solutions à partir d'analyses scientifiques exhaustives pour proposer aux décideurs politiques, les voies et moyens pour sortir de cette longue léthargie. Elle annihile tous les efforts de regroupements et bat en brèche toutes les volontés affichées par les uns et les autres pour la réussite d'une intégration « réfléchie ». L'intégration a besoin de cette aile qui lui a toujours manqué ; c'est-à-dire l'investissement dans la recherche-action qui pourrait garantir la réussite des politiques de développement et d'amélioration des conditions de vie des populations. C'est pourquoi, il est pertinent de poser la question de savoir comment les chercheurs, les institutions qui les portent, les bailleurs de fonds qui les soutiennent peuvent apporter ensemble des productions intelligentes et à même de donner corps à cette intégration sous-régionale qui est devenue plus que nécessaire.

La survie des peuples ouest-africains dépend largement de cette volonté. Comment dépasser « l'intégration par le haut » afin d'encourager « l'intégration par le bas » ? La réponse à cette question peut, en partie, trouver sa solution dans le développement et le renforcement conséquent de la recherche, la coordination de cette dernière et l'encouragement pour la mise en place de véritables réseaux de chercheurs sur l'intégration régionale à l'image de ce qui existe un peu partout sur les autres continents.

### **c)- Contexte général de l'étude**

Cette étude procède d'une volonté saisir comment, le CRDI pourrait accompagner la mise en place d'un centre de recherche ouest-africain sur l'intégration en Afrique de l'Ouest.

Le centre avait organisé en 1993 des séminaires nationaux qui avaient réuni des chercheurs pour les amener à produire une réflexion approfondie sur la dynamique d'intégration régionale et sur le rôle que les chercheurs en sciences sociales et humaines peuvent apporter pour la renforcer. Ces rencontres ont débouché sur une publication en coédition avec les éditions Karthala dont les résultats sont d'une grande actualité. Le CRDI a pour slogan « Affranchir par le savoir ». Cette périphrase résume l'esprit du centre et met en exergue la volonté de ses fondateurs de mettre la recherche en avant de toute initiative qui a pour vocation de renforcer le processus de développement dans des espaces comme celui de l'Afrique de l'Ouest. Sans recherche, aucune action viable ne peut être soutenue et aucune initiative allant dans ce sens ne peut être réalisée. A notre avis la recherche doit être au centre des préoccupations et devenir le pilier essentiel des entreprises de développement et de regroupements régionaux. C'est à sa lumière que les actions des uns et des autres peuvent renforcer et/ou réorienter les trajectoires des intervenants. Dès lors, il demeure indispensable de raffermir les actions pour la mise en réseau des activités afin de rendre plus cohérentes les politiques de développement. Le CRDI, comme tant d'autres organismes, a produit des études sur l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest en s'appuyant sur ses programmes propres ou en finançant les activités d'autres organismes. Mais l'une des préoccupations actuelles est de saisir comment lier la recherche sur l'intégration sous-régionale aux préoccupations des décideurs politiques qui ont en charge l'application des différentes conventions signées dans le cadre des organisations sous-régionales<sup>15</sup>. En effet, ce thème commence à préoccuper beaucoup de centres et d'organismes comme le CRDI et l'UNESCO<sup>16</sup>. Cette démarche est innovante car elle permet d'avoir une meilleure

<sup>15</sup> Ceci apparaît clairement non seulement dans les termes de référence pour la réalisation de cette étude, mais aussi dans le draft du projet de mise en place du West African Institute [voir plus loin dans le rapport].

<sup>16</sup> Mais aussi l'IDEP, le FASEG, le CODESRIA et des personnalités du monde de la recherche, des ONG, et des membres de la société civile avec lesquels nous avons eu des discussions à bâton rompu.

appréhension du rôle de la recherche dans la mise en place de politiques publiques de développement plus adéquates.

La redynamisation du programme MOST à partir de l'année 2003 a permis à la Section de la direction des Sciences Sociales et Humaines de mettre en place un programme intitulé : « Les Etats-nations face aux défis de l'intégration sous-régionale ». Le programme consiste à réunir non seulement les chercheurs, mais aussi les décideurs politiques, les entrepreneurs, la société civile et les ONG, à travers les 15 pays de la CEDEAO.

Rappelons ici que l'intégration régionale constitue l'un des cinq axes prioritaires du programme MOST. Il faut toutefois noter que l'approche du projet de recherche sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest s'inspire, en partie, des travaux antérieurs conduits par le CRDI. C'est dans le cadre de cette redynamisation que le programme MOST envisage de mettre sur pied un centre de recherche sur l'intégration en Afrique de l'Ouest : le West African Institute [WAI].

#### **d)- Brève présentation du WAI**

Le West African Institute est un projet initié par l'UNESCO par le biais de la SHS. Il se décline comme un centre international de recherches sur l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. L'un des principaux objectifs de ce futur institut est de :

- mener des recherches multidisciplinaires ;
- mettre en place un réseau de chercheurs ouest-africains dans les domaines des sciences sociales ;
- renforcer les relations entre chercheurs et décideurs politiques.

Sa grande ambition est d'informer les décideurs politiques, la société civile et le monde académique par le biais de la mise en place de scénarios pour relever le challenge qu'impose l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. Ses initiateurs s'appuient sur les expériences d'autres centres de recherche qui existent de par le monde comme le CRIS basé à Brugge (Belgique), l'Unité régionale sur l'intégration de l'OCDE/SCAO, etc....

Dans ses objectifs principaux, comme dans ses objectifs spécifiques, le WAI souhaite aller au-delà des activités de quelques centres existants en Afrique de l'Ouest [comme le CODESRIA et le WARC].

La constitution du WAI favorisera la naissance d'une communauté de chercheurs ouest-africains informés des réalités non seulement de leur pays respectif mais aussi de celles des autres pays de la région ouest-africaine. Il favorisera le partage et la construction des savoirs sur des aspects peu explorés au-delà des clivages linguistiques et disciplinaires. Il permettra aussi, du même coup, à cette communauté de peser de manière conséquente sur la balance mondiale du savoir. Il est, nous semble-t-il, important de comprendre que le WAI pourrait accompagner de manière plus conséquente la recherche endogène en matière d'intégration sous-régionale en s'adossant sur un réseau plus élargi de chercheurs.

Le WAI prévoit d'exécuter son programme en s'appuyant sur un canevas qui entre dans le cadre d'un souci de problématisation de la dynamique d'intégration sous-régionale. Il insistera sur : des projets de recherche qui mobiliseront par exemple trois chercheurs issus de trois pays de la sous-région ouest-africaine, encourager les études comparatives, octroyer des bourses de recherche postdoctorales, prendre en charge des étudiants en phase de terminer leurs doctorats et participer au renforcement des capacités des agents de la CEDEAO notamment.

Pour son agenda scientifique le WAI envisage de renforcer les recherches portant, entre autres, sur :

- l'historicité des convergences et des blocages dans le processus d'intégration sous-régionale ;
- sur le rôle du NEPAD ;
- sur les dimensions sociales de la régionalisation ;
- sur des études approfondies des économies informelles ;
- sur les droits humains, économiques et culturels.

Ces différents aspects permettent de saisir l'ambition des initiateurs du WAI de mettre la recherche et les études comparatives, l'émergence d'une élite intellectuelle et sociale informée au centre des préoccupations. Tous ces éléments viendront renforcer une intégration réussie dans un monde qui se globalise.

L'initiative est d'autant plus pertinente qu'un projet similaire vient d'être lancé à Dakar sous l'impulsion du PNUD et de la Commission Economique pour l'Afrique. En effet l'Institut Africain pour la Gouvernance [IAG] « sera conçu comme un centre d'excellence panafricain. Il aura pour vocation de contribuer au développement d'une réflexion sérieuse et novatrice sur les défis de gouvernance auxquels le continent africain fait face, et sur les solutions que les organisations régionales et sous-régionales africaines, les Etats, la société civile et le secteur privé devraient élaborer par rapport à ces défis. Du fait de son approche interdisciplinaire et de sa contribution au dialogue intellectuel sur la gouvernance, l'IAG sert de forum qui relie les idées aux politiques publiques et qui encourage des contacts fructueux entre les experts de la gouvernance, les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et les chefs d'entreprise. Il est soutenu par le PNUD et la Communauté Economique pour l'Afrique ». L'IAG va, normalement, débiter ses activités au mois de janvier prochain et sera logé à l'IDEP<sup>17</sup>. Plusieurs organismes appuient cette initiative : le Codesria [membre de son conseil d'administration], TrustAfrica.... Cette initiative ne remet point en cause la pertinence du projet du WAI, elle la renforce.

## e)- Politique générale de partenariat du CRDI

Depuis sa création le CRDI a inscrit dans son agenda la collaboration entre les différents acteurs du développement. En effet, le centre encourage ce qu'il appelle : « une entreprise de collaboration » qui doit conduire vers « une participation ouverte et équitable et facilitant l'interaction entre les constatations de la recherche et leurs applications concrètes ». C'est dans cette optique qu'il définit trois types de partenariats : « les collaborations entre le personnel du Centre et les partenaires de recherche ; la participation, avec d'autres bailleurs de fonds et institutions de recherche à des programmes conjoints de financement et d'activités ; les alliances propres à promouvoir la réalisation de *projets de recherche concertés* entre des chercheurs canadiens et ceux du Sud, et entre des chercheurs du Sud ».

Pour renforcer les efforts de soutien à la recherche le centre a créé la Division des partenariats et du développement des affaires [DPDA] qui participe, par son expertise, à l'obtention des financements additionnels provenant d'autres structures ayant les mêmes soucis et la même vocation en matière de recherche en développement. Pour appuyer la recherche, la rendre plus utile et la diffuser à travers des canaux appropriés, une solidarité

---

<sup>17</sup> D'ailleurs le directeur de l'IAG a été choisi et doit rejoindre son poste incessamment.

entre les acteurs peut devenir un moyen pour dynamiser la complémentarité car les domaines d'intervention sont vastes et complexes. C'est en relation avec ces soucis que le centre est venu en appui au programme MOST, confirmant ainsi sa logique et sa démarche. De même que l'intérêt de partager des travaux réalisés par TrustAfrica sur le coût de la non intégration en Afrique est un autre indicateur du renouveau d'intérêt sur les questions d'intégration et la préoccupation de s'associer à d'autres acteurs afin d'approfondir les questions, les problématiques et tracer de nouvelles pistes de recherche.

## **II- Organisations sous-régionales et problématique de l'intégration**

### **a)- Prolifération et dispersion d'énergie : pour une véritable synergie**

Nées dans la foulée des indépendances, les organisations sous-régionales<sup>18</sup> en Afrique de l'Ouest avaient pour vocation de mettre en synergie les efforts des micro-états afin qu'ils relèvent les défis du sous-développement. Il est admis, que l'expérience en matière d'intégration à une longue histoire en Afrique de l'Ouest. Si toutes les organisations que nous pouvons recenser ont pour vocation l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest, force est de constater qu'elles ne prennent pas en charge de manière systématique les questions de recherche. Elles restent internes et mobilisent, très souvent, des consultants extérieurs aux organismes eux-mêmes. Leurs résultats sont peu diffusés pour servir de base de réflexion. La crise des institutions sous-régionales est une donnée longtemps constatée et leur prolifération entraîne des chevauchements dans leurs agendas respectifs. Cette situation complique davantage leur efficacité. L'on recense aujourd'hui plus d'une soixantaine d'organisations à vocation sous-régionale à travers l'Afrique de l'ouest.

### ***- De l'inexistence de centres spécialisés en matière d'intégration***

Le constat le plus voyant c'est qu'il n'existe aucun organisme ou structure dont l'objectif spécifique et le mandat est de faire des recherches ciblées en matière d'intégration sous-régionale. Les différents groupes d'acteurs recensés dans le tableau en annexe ont certes des programmes dans des domaines assez variés et intéressants comme : l'agriculture, l'éducation, l'élevage, la bonne gouvernance, la paix et le développement durable... mais ils laissent en rade quelques aspects fondamentaux qui peuvent permettre de rendre compte de manière plus efficiente la nécessité que les politiques et les chercheurs construisent des agendas communs pour permettre à ces derniers de tracer des politiques publiques en adéquation avec les recommandations des organisations sous-régionales et en rapport direct avec les soucis des populations pour lesquelles ils travaillent.

Les acteurs de la recherche en matière d'intégration sous-régionale sont dans la plupart du temps issus des rangs des économistes, des agronomes et des spécialistes des sciences animales. Ils officient, généralement dans des centres de recherches étrangers, dans les ONG

---

<sup>18</sup> Le thème de l'intégration sous-régionale tend à être galvaudé; les organismes, les ONG, les associations de jeunes ou de femmes et les écoles qui fleurissent partout mettent, très souvent, dans leur agenda respectif le volet intégration par pur effet de mode. Il sert, dans bien des cas, à capter les financements.



et autres organismes régionaux. Les autres experts ou consultants sont sollicités, de manière ponctuelle, ils produisent de la « littérature grise » dont les résultats servent, très souvent, à tracer des programmes spécifiques et ponctuels aux organismes commanditaires. Ils répondent donc à un agenda de recherche dont les modalités sont tracées d'avance.

Bien qu'ayant une option sous-régionale dans l'exécution de leurs différents programmes, ces institutions privilégient une vision transversale des questions qu'elles traitent. Elles ne prennent pas en charge l'esprit qui sous-tend les objectifs que s'assignent les initiateurs du West African Institute [WAI]. Le projet constitue de ce fait une démarche importante dans l'approfondissement, par la recherche pluridisciplinaire qualitative et quantitative, du processus d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. Cette vision est porteuse d'espoirs pour au moins trois raisons qui apparaissent de manière nette dans le projet :

- 1- renouveler et approfondir les connaissances acquises et/ou en cours d'exécution ;
- 2- centraliser ses différentes connaissances ;
- 3- jouer le rôle de relais entre les chercheurs en sciences sociales et humaines, les décideurs politiques, les organisations intergouvernementales et tous les autres centres qui ont pour vocation de renforcer un aspect ou un autre de l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. Sans cette coordination des activités de recherche, la dispersion des efforts constituera un véritable frein à toutes les initiatives.

## **b)- Profil analytique et critique**

Au sortir des indépendances, les Etats africains étaient faiblement outillés pour faire face aux différents défis qui les attendaient ; et parmi ceux-ci figurent en bonne place : les exigences du développement, la performance de l'éducation et de la recherche.... Les instituts et les universités existants avaient pour seule vocation de continuer à alimenter la bibliothèque de l'anthropologie coloniale afin de soutenir une production vouée à l'exportation et à l'alimentation des métropoles. Cet héritage devait être réorienté vers de nouvelles exigences afin que ces dernières accompagnent de manière plus conséquente les ambitions des acteurs en place et répondre aux demandes sociales et aux impératifs de développement.

A partir des années 1970 ; et faisant suite non seulement à la déliquescence de la gestion des Etats, mais aussi aux crises écologiques, les économies chutent entraînant de profonds changements qui affectent les conditions de fonctionnement et de financement des structures gérées par les Etats : les universités, les écoles nationales et les centres de recherche qui leur sont affiliés. Toutes les conditionnalités de l'aide au développement changent et prennent d'autres trajectoires. En effet, les bailleurs deviennent non seulement plus exigeants quant à la destination des fonds mais aussi dans l'identification et les choix des partenaires en matière de gestion et d'exécution des programmes qu'ils tracent. Ces rentes doivent, désormais, passer par des intermédiaires nationaux ou régionaux qui, vite, se constituent en réseau en fonction de leurs expertises. Les regroupements en ONG ou en associations et la création de centres de recherche et de formation<sup>19</sup> transnationaux répondent à ces impératifs ; car aucun pays ouest-africain n'est suffisamment préparé pour faire face, tout seul, aux défis comme celui de la sécheresse, de la dégradation de l'environnement, des crises de

---

<sup>19</sup> Rien qu'au Sénégal nous observons, depuis quelques années, la floraison d'écoles et d'instituts à « vocation régionale » qui accueillent des étudiants venus des divers pays de la sous-région et au-delà.

l'enseignement ; de la chute de la productivité d'une agriculture frappée de plein fouet par la rareté croissante des pluies. Les organismes et les centres de recherche couvrent la majeure partie des secteurs de la vie nationale des pays ouest-africains et tentent de ce fait de rendre compte de manière intelligente les problèmes auxquels sont confrontées les populations. Ils viennent donc en appoint aux différentes structures existantes à travers les pays de l'Afrique de l'Ouest. Mais persiste encore une incompréhension voire une contradiction profonde entre acteurs intervenants dans les différents champs d'investigation pour la consolidation d'un développement durable en Afrique de l'Ouest.

Les chercheurs sont réputés être isolés, retirés dans leur tour d'ivoire – voire rêveurs – concoctant des recherches peu accessibles au grand public et surtout difficilement applicables sur le terrain. Cette idée tend à valider ce dialogue de sourds entre les acteurs de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée et les décideurs politiques. Cette forme de stigmatisation rend difficile la tâche des instituts de recherche et de leurs acteurs ; et ouvre aux bureaux d'études et aux antennes de recherche des ONG ou des associations un espace d'intervention assez large. La prolifération des organismes et des structures prend racine dans ce terreau aussi fertile que les fonds qui sont alloués. Ceci tend à instaurer un véritable malentendu entre acteurs agissant, très souvent, sur les mêmes champs et abordant les mêmes thèmes. Nous pouvons y déceler une lutte entre des niveaux de connaissance qui emploient, certes, des approches différentes, mais qui aboutissent, souvent, à des conclusions similaires. Ces contradictions d'approches tirent toutes leurs légitimités des « logiques professionnelles » concurrentes et des stratégies de positionnement dont les incidences, dans la mise en synergie des efforts communs, peuvent rendre opaques toutes les activités des uns et des autres. Et pourtant en observant de manière systématique les programmes des uns et des autres [voir annexe I], nous sommes amenés à constater que tous tentent d'œuvrer dans le même sens pour apporter les changements nécessaires pour la consolidation d'un développement durable au bénéfice des populations.

Cette multitude d'acteurs agissent selon leur propre agenda de légitimation. Le premier tableau en annexe à ce rapport recense une partie des organismes, des centres de recherche et des associations qui ont, en partie, dans leurs programmes respectifs le volet intégration avec une vision transversale affirmée comme axe principal d'intervention. Comment dès lors penser harmoniser leurs actions afin de les traduire en termes applicables et surtout bénéfiques à l'ensemble des acteurs : ONG, chercheurs, décideurs politiques et partenaires en développement ? Comment fédérer les programmes similaires en créant des équipes pluridisciplinaires en constante interaction afin de limiter la perte de temps et d'argent ? Comment persuader les uns et les autres que des thèmes importants et informateurs ont été laissés en rade, plusieurs décennies durant, et qui pourtant auraient pu permettre des avancées significatives dans le sens de l'intégration et donc du développement ?

A cet effet, il nous semble important d'envisager une rencontre de ces organismes afin de procéder au bilan de leurs activités respectives et tirer les conclusions nécessaires pour réorienter non seulement les politiques de partenariat mais aussi d'investissement. Il nous apparaît aussi important de rendre compte de leurs activités scientifiques, de les disséminer au profit de tant d'acteurs qui les utilisent<sup>20</sup>.

Le second tableau en annexe donne le profil de donateurs, bilatéraux, multilatéraux et d'organismes impliqués dans les financements des projets de développement et qui dans la majeure partie allouent des sommes pour le renforcement des activités à vocation sous-régionale.

---

<sup>20</sup> L'un des problèmes qui reste encore irrésolu est la diffusion des résultats des travaux entrepris afin de synthétiser leur quintessence et éviter les chevauchements, tant décrié, des programmes.

### **c)- Pour une meilleure visibilité des centres de recherche sur l'intégration africaine**

Comme indiqué un peu plus haut, les quelques organisations et instituts recensés dans le tableau ne s'intéressent pas de manière spécifique à la recherche sur l'intégration, même si par ailleurs leurs programmes couvrent plusieurs pays et font intervenir divers bailleurs. Les programmes transversaux informent sur la nécessité de mise en place d'une structure de coordination qui sera à même de prendre en charge une réelle dynamique de ces projets, leur redéfinition, leur restructuration en fonction des enjeux régionaux et une meilleure efficacité dans la recherche des partenariats et des financements. Si l'on déplore l'éclectisme des organisations politiques sous-régionale, force est de reconnaître qu'il existe une multitude de structures, d'associations, d'ONG qui travaillent, très souvent sur des programmes similaires et qui produisent à profusion une littérature<sup>21</sup> souvent inaccessible. Ceci est d'autant plus déplorable que le manque constaté de diffusion des travaux des chercheurs [souvent des rapports internes] peut compromettre l'efficacité et l'impact réel de leurs recherches en matière d'intégration régionale sur les décideurs politiques.

Les centres de recherche restent souvent invisibles. Il nous semble que cette invisibilité tire toute sa raison d'être dans le manque de diffusion [editing, dissémination des publications, politique intense de communication] de leurs activités de recherche, comme nous l'avons souligné un peu plus haut. Une meilleure coordination de leurs activités, par l'entremise d'une structure dynamique et efficace d'orientation de leurs programmes, peut rendre plus accessibles leurs résultats. Et pourtant plusieurs acteurs utilisent leurs résultats pour tracer des programmes de développement locaux ou régionaux : les collectivités locales, les acteurs politiques centraux, les ONG de développement et des chercheurs...

#### ***- Comment le CRDI peut-il impulser la mise sur pied de ce type de centre de recherche ?***

La question est capitale dans la mesure où le CRDI souhaite se repositionner en la matière. Pour ce faire le CRDI devrait pouvoir mettre à la disposition du futur centre toute son expertise : personnes ressources, expériences diverses, son réseau de partenaires et la documentation accumulés depuis plus de deux décennies sur la recherche en matière de développement à partir des résultats issus de ses programmes transversaux. Il va de soi que son implication dans le processus de penser, d'orienter les trajectoires et de participer à la réalisation du centre demeure une nécessité centrale afin de répondre à l'esprit qui a présidé à la création et à la consolidation des acquis du CRDI. Les relations de partenariats existants entre le CRDI et quelques structures de recherche [comme le CODESRIA et d'autres, voir tableau en annexe] militent pour une meilleure facilitation du dialogue. C'est fort de son expérience passée et des activités qu'il tente de mutualiser que le centre doit valoriser les efforts de recherche et encourager la mise en corrélation des différentes activités déployées par les organismes avec lesquels il a déjà un partenariat.

---

<sup>21</sup> Il serait d'un grand intérêt de procéder à une exégèse de ces travaux [périodiques trimestriels, bimestriels, rapports annuels d'activité, plaquettes diverses d'information, rapports de mission, manuels...] afin d'aboutir à des synthèses publiables et qui alimenteront les débats sur l'intégration sous-régionale. L'exemple des textes réunis et publiés par Enda/Diapol en juin 2007 avec la collaboration du CRDI et de Karthala peut servir comme une illustration. Mais, à mon avis, ce travail reste difficilement réalisable à cause de l'abondance des documents et de la multiplicité des organismes qui les produisent.

### III- Revue des activités du CRDI en matière d'intégration

#### a)- Le CRDI dans la recherche en matière d'intégration sous-régionale

Le CRDI a organisé, en 1993, avec ses partenaires en développement une série de séminaires nationaux [Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria et le Sénégal] pour impulser une réflexion approfondie sur l'intégration sous-régionale et la coopération en Afrique de l'Ouest. Ces séminaires nationaux ont réuni d'éminents chercheurs du nord comme du sud. Trois ans plus tard [1996] un ouvrage est publié<sup>22</sup> ; et dont les auteurs viennent d'horizons disciplinaires variés. Cette perspective pluridisciplinaire donnait une touche particulière à la démarche du centre dont l'objectif est « de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement... ». Cette acception permet de comprendre les orientations des programmes sur lesquels le centre investit ses efforts et oriente ses problématiques.

#### *- Un passé récent à rattraper ?*

L'ouvrage sorti de cette série de séminaires aboutit à un constat partagé : « L'échec de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique de l'Ouest<sup>23</sup> ». Les contributeurs explorent toutes les voies possibles pour « la revitalisation » du processus d'intégration et de coopération régionale en Afrique de l'Ouest. Outre les thèmes traditionnellement abordés comme la réforme des politiques économique, le développement des infrastructures, un accent particulier a été mis sur l'éventualité de renforcer la recherche et de l'informer davantage en l'orientant vers d'autres centres d'intérêts moins exploités jusqu'au jour d'aujourd'hui. Les thèmes abordés et la pertinence des approches suggérées sont encore d'une grande actualité. Et ceci rend plus visible tous les paradigmes qui permettent de tracer de nouvelles perspectives dans le sens de la redynamisation des recherches pour accompagner l'idée d'intégration sous-régionale. Ce sont ces différentes pistes qui permettront d'argumenter de nouvelles lignes directrices qui pourront valider ou invalider les actions en cours et/ou à venir.

Les différents textes ainsi publiés permettent de comprendre la vision qu'avaient les initiateurs des séminaires de 1993<sup>24</sup> : la nécessité de conjuguer les efforts pour accélérer une intégration réussie dans tous les domaines. Il est donc urgent<sup>25</sup> de renforcer les partenariats, de cibler les problèmes et de redéfinir les approches afin que les démarches soient plus conséquentes. Et ceci ne peut se faire qu'en mettant en synergie toutes les activités de recherche à vocation sous-régionale.

---

<sup>22</sup> Voir les références en fin de rapport.

<sup>23</sup> Lire la quatrième de couverture de l'ouvrage publié par le CRDI et Karthala en 1993.

<sup>24</sup> Le professeur Boubacar Barry coordonnateur régional du projet MOST et M. Pierre SANE sous-directeur général pour les Sciences Sociales et Humaines de l'Unesco-Paris étaient tous les deux, partie intégrante de cette série de séminaires.

<sup>25</sup> Cette urgence est ressortie dans les discussions au séminaire de restitution, mais aussi dans les rapports des séminaires nationaux. Elle est partagée et par les chercheurs et par les décideurs, les institutions et les ONG qui ont participé aux discussions. Mais aussi dans nos différentes discussions au cours de la rédaction de ce rapport, la presque totalité des acteurs rencontrés, penchent pour cette idée. Tous ont émis un avis favorable par rapport à la mise en place du WAI.

Toute approche qui ne prendrait pas en charge cette dimension régionale des programmes de développement en Afrique de l'Ouest est vouée à l'échec ; car les problèmes structurels puisent leurs facteurs de frein dans ce manque de vision régionale.

## **b)- Programmes transversaux en matière d'intégration du CRDI**

Une rencontre avec les responsables des programmes a permis de comprendre et de définir des objectifs spécifiques capables de permettre au centre de se positionner de manière stratégique sur l'échiquier de l'intégration régionale en y apportant son expérience. Elle nous semble indispensable à cause de la vision qu'en avait le centre.

Le centre conduit une recherche appliquée dans quatre grands domaines cruciaux pour la région ouest-africaine : l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la technologie de l'information et de la communication au service du développement, l'innovation politique et scientifique et enfin la politique sociale et économique. Tous ces programmes qui sont exécutés de manière transversale, rendent compte que rien n'est possible sans la conjugaison des efforts. Cette réalité est encore plus exigeante aujourd'hui avec la globalisation de l'économie mondiale et à cause de l'élargissement des marchés et de leur forte compétitivité.

Les pas amorcés depuis quelques années par l'UEMOA, la tarification douanières et le constat patent qu'il est impossible d'avancer vers un développement durable du commerce sous-régionale au bénéfice des populations militent dans le sens de l'assouplissement et de l'harmonisation des réglementations. C'est sur la base de ce constat que, par exemple, l'unité sur l'économie s'intéresse de manière particulière à la circulation des biens et des personnes et veille sur l'évolution des dynamiques d'harmonisation des politiques commerciales entre les pays de la CEDEAO. L'exiguïté des marchés nationaux, la dispersion des opérateurs économiques, des entrepreneurs et des associations paysannes, le dysfonctionnement entre politique régionale et nationale nécessitent une mutualisation qui ne peut réussir qu'en approfondissant la réflexion sur le renforcement des relations entre les économies au-delà des vœux pieux des Etats et des hommes politiques qui tracent les perspectives d'avenir pour les populations rurales et citadines.

## **c)-Préoccupations actuelles et perspectives**

Comme explicité dans les termes de référence ayant présidé à cette étude, le CRDI a délaissé le « champ de recherche » sur l'intégration sous-régionale, même si le centre continue de soutenir et d'encourager des études à composantes sous-régionales et la mise en réseau des chercheurs afin que ces derniers génèrent « des connaissances comparatives » sur la sous-région ouest-africaine. Aujourd'hui, le CRDI continue de réfléchir sur les modalités de renforcement de la réflexion sur ce que le centre appelle « l'élaboration de politiques ». C'est en partie, à la suite de ce constat que le CRDI a pris la décision de poursuivre ses investigations avec l'UNESCO pour voir comment, ils peuvent ensemble conjuguer leurs « efforts pour réduire l'écart entre les producteurs de la recherche et les acteurs politiques [*policy makers*] ? En valorisant les travaux des chercheurs – pour la construction de dossiers solides sur la thématique de l'intégration régionale, en supportant un réseau régional des chercheurs sur l'intégration [verticale et horizontale] et en pérennisant les problématiques <sup>26</sup> ».

---

<sup>26</sup> Voir les Termes de références à la présente étude.

L'une des préoccupations majeure du CRDI est de savoir comment faire renaître, au sein du centre ou en partenariat avec d'autres organismes, la recherche sur l'intégration sous-régionale. C'est pourquoi le CRDI, tout en soutenant la poursuite des séminaires nationaux organisés par le programme MOST, continue d'investir son énergie pour saisir les modalités de mise sur pied d'un centre de recherche sur l'intégration sous-régionale. Le CRDI reste convaincu, comme l'a souligné le rapport des directeurs régionaux, en novembre 2006, que l'intégration « représente une mouvance essentielle pour le développement ».

## **IV - Actualité de la recherche sur l'intégration sous-régionale et implications du CRDI**

### **a)- Programme MOST/UNESCO, CRDI et TrustAfrica**

La poursuite des séminaires nationaux démontre que la dynamique enclenchée depuis une année par le programme MOST a reçu un écho favorable dans les différents pays, mais aussi au sein de la classe politique et a suscité un véritable engouement dans le milieu des chercheurs des pays concernés. Les débats en témoignent largement<sup>27</sup>. Dans la préface du livre sorti du séminaire du Bénin les auteurs écrivent : « Les chercheurs ont, jusqu'ici, privilégié les études sur l'économie et les institutions, et négligé, de ce fait, certains facteurs relatifs à la langue, à l'histoire ou à la culture. C'est pourquoi ces séminaires nationaux ont mis l'accent sur l'apport des sciences sociales à la compréhension des phénomènes sociaux pour mieux comprendre les dynamiques internes des sociétés ouest-africaines par opposition à la logique de construction des Etats-Nations ».

En effet, la démarche des initiateurs de ce programme de séminaires nationaux, à l'image de ce que le CRDI avait organisé, poursuit une approche intéressante : réunir les chercheurs en sciences sociales, les décideurs politiques, la société civile, les organisations, les ONG, les bailleurs de fonds et les entrepreneurs privés pour les amener à dialoguer ensemble pour une meilleure conception des politiques de développement. Les efforts ainsi déployés entrent dans le cadre du renforcement de la dynamique d'intégration sous-régionale en stimulant un dialogue franc et des échanges concertés. L'objectif final est de mettre les chercheurs en sciences sociales et humaines au cœur de l'intégration car leurs travaux restent, souvent, inconnus et les pistes qu'ils ouvrent, généralement, marginalisées. C'est pour résorber ce déficit que les concertations en cours peuvent permettre une meilleure visibilité de ce qui se passe en coulisse, dans les instituts ou de manière purement individuelle. Il faut noter que beaucoup de chercheurs agissent de manière isolée et sont en marge des structures et organisations qui gèrent, « politiquement » parlant, les dynamiques d'intégration sous-régionale. Déjà des organismes comme le CODESRIA avec l'appui de ses différents partenaires effectuent des travaux d'une grande valeur scientifique<sup>28</sup> depuis une trentaine d'années, même si par ailleurs le public ou les décideurs sont souvent mal informés des activités de cette institution à vocation régionale et continentale.

Sur les 15 séminaires prévus dans le programme dix ont été tenus et un séminaire d'étape a été organisé au mois de mars 2006. Il a été sanctionné par un rapport dont la

<sup>27</sup> Voir les six premiers rapports nationaux et le rapport de synthèse de mars 2006.

<sup>28</sup> Productions sur la démocratie, les médias, les universités africaines, le genre, la migration, la citoyenneté, les armées africaines, le foncier, l'environnement dans le cadre soit de groupes multinationaux de travail, soit de groupes nationaux de travail soit d'instituts d'été, etc....

publication a été assurée par l'antenne MOST de Dakar. Le dernier en date s'est tenu à Conakry [30-31 mai 2007]. Le dernier de la série est prévu au Nigeria et sera probablement couplé avec une réunion de synthèse<sup>29</sup>.

### ***- Le séminaire du Cap-Vert comme indice de la validité du débat sur la recherche<sup>30</sup>***

Le séminaire du Cap-Vert auquel le CRDI a assisté par la présence d'un représentant a relancé les débats sur l'opportunité d'approfondir la recherche sur l'intégration. Ce séminaire, comme tous les autres a permis de saisir les spécificités de chaque pays et de mesurer les doutes qui habitent les acteurs qu'ils soient chercheurs ou qu'ils soient décideurs politiques ou qu'ils soient issus de la société civile et du monde des entrepreneurs. La présence de quelques coordonnateurs nationaux a rehaussé les échanges et a fait comprendre la nécessité de renforcer les réseaux de recherche et de maintenir des relations d'échanges afin de créer de véritables et de larges espaces de convergence. L'ensemble des pays partagent quelques aspects importants qui tendent non seulement à bloquer cette dynamique d'intégration sous-régionale mais aussi le rôle primordial des chercheurs. Ils sont généralement peu consultés au moment où les politiques se rencontrent dans les foras internationales pour prendre des décisions qui ne sont pas toujours appliquées à cause de la lourdeur des administrations.

Des contributions intéressantes sur la place du Cap-Vert dans cette dynamique ont permis de déceler les limites réelles des organisations telles que la CEDEAO, la politique des infrastructures et la coopération commerciale. Il est évident que la position de l'Archipel et ses relations avec le continent pose de sérieux problèmes qui ont généré des interrogations intéressantes sur la trajectoire de la nation cap-verdienne et de l'insertion physique de l'Etat dans l'espace ouest-africain. Ce débat propre à tous les pays ouvre des pistes pour saisir les soucis des uns et des autres afin consolider l'unité nationale, le développement de la bonne gouvernance, la démocratie, la relation à l'autre et enfin la revalorisation de recherches approfondies sur les réalités nationales pour mieux cerner les spécificités et les lourdeurs de chacun des pays. Ces différents aspects démontrent encore une fois la nécessité d'affiner les paradigmes, de revoir les problèmes de chaque pays [à travers les résultats de la recherche] ; afin que chacun d'entre eux statue sur son expérience personnelle pour que tous tirent profit de ce capital. C'est à ce seul effet que la volonté de raffermir la dynamique d'intégration sous-régionale sera gagnée ; sans entamer la souveraineté des uns et des autres. La présence des entrepreneurs privés a enrichi le débat sur la libéralisation des économies et l'ouverture des marchés au profit non seulement des entreprises, mais aussi et surtout des populations des pays de l'espace ouest-africain. En même temps les acteurs présents ont beaucoup insisté sur la nécessité de rendre plus visibles les activités des chercheurs<sup>31</sup> pour une meilleure mise en réseau de leurs activités et une diffusion des résultats de leurs recherches. Il est déplorable que les préoccupations des chercheurs coïncident mal avec celles des politiques et vice-versa. C'est fort de ce constat que l'idée de création d'une interface de dialogue a reçu l'approbation de l'ensemble des participants.

Une rencontre, en marge du séminaire du Cap-Vert, a passé en revue quelques aspects du déroulement des programmes nationaux. Elle a réuni outre M. Pierre Sané, le professeur

<sup>29</sup> cf. Rapport n° 4 du professeur Boubacar Barry sur le Cap-Vert, ou celui succinct de Abderrahmane NGAIDE rédigé pour le compte de l'Unesco après le séminaire de Praia.

<sup>30</sup> Les débats lors de ce séminaire est un véritable prétexte pour revenir sur quelques facteurs qui limitent les volontés d'intégration sous-régionale.

<sup>31</sup> Beaucoup ont déploré le fait que les chercheurs soit se retirent derrière leur tour d'ivoire soit utilisent des concepts souvent peu accessibles au grand public, voire aux décideurs politiques.

Boubacar Barry, six coordonnateurs nationaux, un représentant du CRDI, une représentante de TrustAfrica<sup>32</sup> et la représentante de la Fondation Amilcar Cabral<sup>33</sup>. La date de la réunion de synthèse générale a été fixée pour l'année 2008; et cela au vu de l'avancement des séminaires nationaux.

### **- Rencontre sur le coût de la non-intégration**

TrustAfrica partenaire du programme MOST a rassemblé du 18 au 20 juin 2007 à Marrakech un ensemble de bailleurs de fonds, de spécialistes africains et non africains pour réfléchir sur le coût de la non-intégration en Afrique. Le CRDI y a participé en tant que partenaire. La rencontre a permis, selon les termes du professeur Barry, coordonnateur scientifique régional du programme MOST, « de montrer la pertinence » du projet des séminaires nationaux portant sur le thème « Etats Nations face aux défis de l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest ». Il fait ressortir dans son rapport, des éléments importants : la richesse des débats vu la diversité des participants, de leurs expériences respectives, de leur provenance et de la pertinence de leurs arguments pour que l'Afrique prenne le chemin de l'union. Elle a été une occasion de confronter les différentes expériences d'intégration à travers le continent<sup>34</sup>.

### **b)- Politique de diffusion et de dissémination : évolution et résultats en cours**

Le décloisonnement des initiatives des structures de recherche est devenu une nécessité. Mais se pose la question de savoir sur quel tribune, les chercheurs peuvent monter afin de rendre plus accessibles leurs travaux. C'est dans cet esprit que le programme MOST avec l'appui d'autres partenaires [comme ACBF par exemple] encourage la publication des actes des différents séminaires. Le premier séminaire [celui du Bénin] a été sanctionné par la publication [aux éditions Karthala, en août 2006<sup>35</sup>] d'un ouvrage rassemblant les différentes communications des chercheurs, sous la direction du professeur John O. Igué. L'ouvrage sur le Mali vient de paraître aux éditions Karthala.

En plus des rapports nationaux et des rapports succincts du coordonnateur régional du programme MOST, les autres publications sont attendues. Celui du Niger et du Sénégal vont paraître au courant du mois de septembre 2007. Celui du Burkina est en cours de finition. Selon le coordonnateur régional ceux de la Gambie, du Ghana et du Togo ne tarderont pas à parvenir aux éditeurs qui seront choisis pour les publier.

La publication des 4 ouvrages est, selon le Pr. Boubacar Barry, un véritable signe « que le projet a atteint sa vitesse de croisière en vue de la création d'un Centre de Recherche sur l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest<sup>36</sup> ».

Si nous devons résumer les conclusions des différents séminaires force est de constater qu'ils aboutissent aux mêmes constats : l'échec des politiques d'intégration régionale, le peu

<sup>32</sup> Organisme basé à Dakar et partenaire du projet. Il a, notamment, contribué financièrement au séminaire national du Cap-Vert.

<sup>33</sup> Fondation basée à Praia, au Cap-Vert, qui avait en charge l'organisation du séminaire national.

<sup>34</sup> Un draft traçant une esquisse d'agenda de recherche sur des thèmes marginaux ou à renforcer est sorti de la rencontre.

<sup>35</sup> Ouvrage cité en fin de rapport.

<sup>36</sup> Lire à ce sujet le Rapport n° 2 d'Août 2007 du coordonnateur régional du projet MOST/UNESCO.



de volonté des Etats de céder de leur souveraineté, la nécessité de reconsidérer les frontières étatiques en les rendant plus fluides afin de leur redonner leur dynamique d'antan, la revalorisation des langues nationales pour renforcer la communication à la base, la mise en cohérence des programmes des différentes organisations existantes en Afrique de l'Ouest pour juguler les aspects négatifs liés à leur inflation ; et enfin l'urgence de mettre en place une interface de dialogue entre les différents acteurs<sup>37</sup>. Toute cette série de recommandations débouche sur une forte demande pour la mise en place d'un réseau sous-régional de chercheurs en sciences sociales et humaines – sous l'égide du West African Institute - capable d'influer sur les acteurs politiques.

Une seconde réunion d'évaluation de la série des séminaires sera tenue à Praia entre le 24 et le 26 septembre 2007. Cette réunion verra la participation des 15 coordonnateurs nationaux, les représentants des ministres en charge de l'intégration, les partenaires que sont le CRDI, TrustAfrica et l'ACBF. Elle sera parrainée par le Dr. Ibn Chambas Président de la Commission de la CEDEAO. Selon le rapport<sup>38</sup> du professeur Barry en date du mois juin, cette réunion aura à discuter les quatre éléments suivants :

1. l'état des lieux des séminaires nationaux, publications et actions de suivi ;
2. la structuration et le programme de travail des comités nationaux ;
3. la discussion autour du West African Institute ;
4. l'agenda, date et lieu de la conférence de synthèse.

La rencontre se penchera sur la préparation des derniers séminaires nationaux, sur le séminaire de synthèse et aussi sur l'identification des réseaux nationaux de chercheurs en sciences sociales et humaines.

## **V)- De la pertinence ou non de mettre en place un institut de recherche sur l'intégration sous-régionale**

Le discours sur l'intégration a été longtemps victime de sa confiscation par les acteurs politiques rendant peu appréhensibles les mécanismes développés par les populations à la périphérie des Etats-nations en construction. Cette situation interpelle les chercheurs qui travaillent sur les différentes dynamiques en cours ; afin qu'ils définissent, à partir de « la diversité des situations observables », de nouveaux paradigmes capables de traduire ce qui se passe réellement sur le terrain. Une mise en cohérence des différents programmes est devenue une véritable exigence. Ce nouveau contexte doit aussi prendre en compte la diversité d'acteurs et la variété d'initiatives et d'actions au sein des organismes, l'analyse de leurs rapports avec leurs bailleurs et leurs domaines d'intervention pour promouvoir l'intégration sous-régionale.

La spécificité de l'Afrique de l'Ouest réside dans le fait que, malgré la multitude d'organisation à vocation sous-régionale, nous constatons un manque de pragmatisme de la part des autorités gouvernementales, la rareté des ressources pour que ces mêmes organisations puissent avoir un véritable enracinement au sein des peuples. La situation précitée conduit, indubitablement, au faible ancrage d'une véritable idéologie de l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. Mais est-il judicieux d'imputer à ces deux facteurs les

<sup>37</sup> Cf. Le discours d'ouverture de Pierre Sané à Praia le 4 avril 2007.

<sup>38</sup> Rapport n° 6 du coordonnateur régional du programme MOST, juin 2007.

limites constatées ? La volonté populaire doit aussi agir afin que l'abandon de souveraineté par les Etats-Nations puisse concrétiser les volontés réelles d'intégration régionale. Depuis quelques années, l'intégration régionale est devenue l'un des concepts les plus usités. En effet, depuis l'éclatement de l'organisation bipolaire du monde plusieurs projets d'intégration régionale ont vu le jour. Le traité de Maastricht de 1992 a permis d'élargir la coopération régionale à différents domaines : la recherche, la technologie, l'environnement et la politique. Ce traité recommande aussi une coopération économique plus poussée entre les différents états. Le régionalisme est conçu aujourd'hui comme un moyen efficace pour juguler les retards constatés dans tous les domaines dans les pays dits sous-développés et dont les économies sont si fragiles et les marchés si étroits qu'il est impératif de conjuguer les différents efforts pour les rendre plus compétitifs. L'intégration n'est plus, seulement, conçue comme un outil de développement économique mais aussi comme une stratégie pour rendre plus équitable les effets d'une mondialisation qui met au cœur de son évolution la complémentarité.

Le constat est fait que l'intégration ne peut pas seulement être une volonté venue d'en haut. Depuis sa création, par exemple, la CEDEAO peine à faire appliquer toutes les décisions et conventions. Il semble évident qu'il y a un manque criard de ce qu'on pourrait appeler : l'esprit communautaire d'intégration, un engagement réel pour le renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance voire le développement tout court.

### ***- Pour un renouvellement des paradigmes***

Un renouvellement des questionnements, pour une véritable harmonisation des politiques d'intégration, demande une rupture non seulement dans la démarche mais aussi dans les thèmes des différents acteurs. C'est pourquoi l'initiative de MOST-UNESCO conduite sous l'égide du département des Sciences Humaines et Sociales nous semble être innovatrice dans ce domaine. En effet, la mise en réseau des chercheurs nationaux et la tentative de créer une interface de dialogues entre chercheurs et décideurs politique peuvent servir de base pour une meilleure interrelation qui conduira à une bonne visibilité des actions menées par les différents intervenants dans le domaine de l'intégration régionale. La série de séminaires tenus jusque-là témoigne du succès de l'initiative et démontre à quel point cette interface de dialogue est nécessaire.

Le projet de mise en place d'un centre de recherche sur l'intégration procède donc d'une analyse objective des limites des actions des organisations sous-régionales et tout le scepticisme qui est né du constat des écueils que comportent les approches classiques de l'intégration régionale.

### ***- Vers l'émergence d'une interface de dialogue : argumentaire***

Le rôle des centres de recherches et des chercheurs en matière d'intégration est donc sollicité afin qu'ils diffusent les résultats et les avantages d'une réelle intégration sous-régionale. Leur place dans l'élaboration des politiques et des mécanismes de renforcement de la dynamique d'intégration sous-régionale demeure une importance capitale afin de traduire ce qui se passe par le bas en réalité concrète et rompre avec la volonté hésitante des politiques. C'est sur la base de ce constat qu'une coordination générale des activités des centres de recherche, des associations et des organisations travaillant sur les mêmes thèmes

s'impose<sup>39</sup>. L'adhésion d'un ensemble d'acteurs à l'idée de mise en place d'un Institut doit être prise comme un projet d'une grande opportunité pour l'ensemble des structures qui interviennent dans le domaine de la recherche sur l'intégration sous-régionale.

Cette structure permettra aux chercheurs de peser de manière plus conséquente sur la balance en élaborant des programmes de recherches jusque-là marginalisés. Et par ce biais ils définiront des politiques adéquates pour la mise en place de mécanismes plus fluides qui prendront en charge les décisions politiques. Le centre permettra de concilier non seulement chercheurs et politiciens, mais aussi informer sur le rôle irremplaçable de la recherche dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Le WAI bénéficie d'un préjugé favorable dans la mesure où deux pays projettent déjà de l'accueillir sur leur territoire. En effet, la Gambie ; et tout dernièrement, le Cap-Vert ont émis le souhait de voir cette structure érigée sur leur territoire.

Le WAI pourrait ainsi agir comme un « centre de veille » pour donner plus de relief, par la recherche et le renouvellement des connaissances, aux mutations en cours. Il permettra de faire une véritable « archéologie de l'intégration » en diversifiant les approches disciplinaires et en convoquant des disciplines comme l'histoire, la sociologie et l'anthropologie car les recherches en matière d'économie, d'élevage et d'agriculture sont largement informées et cela depuis plusieurs années déjà. Il suffit d'analyser les changements de l'environnement régional, continental et mondial, pour comprendre qu'il devient de plus en plus urgent d'encourager l'émergence de nouvelles pistes de recherche capables de renforcer la dynamique d'intégration sous-régionale. C'est un truisme de soutenir que la recherche demeure une priorité indispensable afin de saisir les différentes facettes qu'épousent les mutations observables dans la sous-région ouest-africaine. Une véritable reconceptualisation des paradigmes s'impose à tous les acteurs impliqués dans la mise en place de politiques plus adéquates pour arriver à une intégration efficace pour l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest. Le constat est déjà fait ; et cela depuis les indépendances, que l'intégration s'impose.

En analysant les différentes intentions du projet et à l'image des résultats en cours tirés des séminaires nationaux, des débats issus de ces différentes rencontres, nous pouvons sans nous tromper arguer que le WAI viendra combler un vide important et permettra de prendre davantage en compte le rôle central que peut jouer la recherche dans la consolidation des décisions politiques, dans l'harmonisation et la mise en synergie des activités des organismes existants soit en réorientant leurs activités soit en leur proposant des thèmes de recherches spécifiques qui peuvent être applicables de manière concrète pour la redynamisation de l'intégration sous-régionale. Le WAI peut jouer un rôle centralisateur des travaux et rapports afin de les diffuser de manière large pour que tous puissent en bénéficier. Il pourra, à l'image d'autres centres, devenir un véritable think tank pour l'ensemble des acteurs qui interviennent directement ou indirectement dans le renforcement de la dynamique d'intégration sous-régionale. Et cela en dehors de toute possibilité que les barrières linguistiques et disciplinaires s'érigent en obstacle, au contraire elles deviendront des atouts irremplaçables pour l'appréhension des dynamiques sociales, économiques et culturelles en cours de reformulation dans l'espace ouest-africain.

Sur quelles modalités s'appuiera le centre et quels seront ses objectifs spécifiques, son rôle et ses modes de son fonctionnement ? Comment, aujourd'hui, dans le contexte actuel de la mondialisation et de la globalisation de l'économie, renforcer la recherche pour comprendre les nouvelles trajectoires qui se dessinent à l'horizon du millénaire dans la sous-région ouest-africaine ?

Ces questions sont souvent revenues dans les entretiens et discussions.

---

<sup>39</sup> Par exemple, il existe une multitude de structures travaillant sur l'agriculture, l'élevage, la bonne gouvernance, la communication et l'éducation qui pourraient fédérer leurs activités pour d'abord limiter la dispersion et du même coup renforcer leur efficacité.

### **- Comment le CRDI doit se positionner par rapport à cette nouvelle donne ?**

Le CRDI, de par son expérience passée et actuelle, est l'une des structures qui peut apporter sa contribution pour le renforcement de la recherche, le renouvellement des paradigmes et la réalisation de programmes adéquats allant dans le sens des efforts déjà fournis dans ce domaine. Même si, par ailleurs, comme souligné dans les termes de références, le CRDI a laissé sur son chemin « le champ de recherche sur l'intégration régionale comme champ spécifique de recherches », il n'en demeure pas moins qu'il continue de soutenir diverses initiatives qui touchent un ou plusieurs aspects de la problématique.

Déjà en 1993 lors de la conférence internationale sur l'intégration en Afrique de l'Ouest, le CRDI avait identifié six axes fondamentaux qui devaient structurer sa démarche afin de renforcer la recherche sur l'intégration sous-régionale. Ces idées restent d'actualité et méritent d'être réactivées afin de permettre au centre de se prononcer sur le processus de renouvellement des connaissances théoriques et pratiques sur l'intégration sous-régionale. Ces six axes de réflexion sont les suivants :

- 1-« rassembler des chercheurs provenant de multiples disciplines et de toute la région ;*
- 2- renforcer l'interaction entre chercheurs, décideurs, universitaires, décideurs sur le plan politique et la société civile ;*
- 3- faire l'état des connaissances autour d'une série de questions clés en matière d'intégration régionale ;*
- 4- creuser la problématique sur des sujets précis ;*
- 5- identifier des pistes de recherches ;*
- 6- mettre en place des structures institutionnelles adaptées aux besoins de la recherche en matière d'intégration régionale ».*

Il s'avère donc indispensable que le centre reprenne cette initiative en main et mette en avant un mécanisme capable de le hisser au cœur des activités qui permettront l'émergence de ce centre de recherche sur l'intégration africaine. Les acteurs qui animent ses programmes ont un intérêt certain par rapport à l'exécution de ce projet de mise sur pied d'une structure capable de prendre en charge l'ensemble des questions qui touchent à l'amélioration de la recherche en matière d'intégration sous-régionale. Il peut aider, avec sa longue expérience, à renforcer, par exemple, sa politique de *fundraising*.

Lors du séminaire de Dakar de mars 2006, le représentant du CRDI a tenu à rappeler que le centre partageait le désir avec les autres partenaires de voir renforcer les relations entre les intellectuels et la communauté de développement. Il a beaucoup insisté sur le fait que le CRDI continuera à soutenir les réseaux pour stimuler une meilleure utilisation des conclusions issues de la réunion de 1993 ; à savoir :

- 1-soutenir les centres de recherche et renforcer leurs capacités en vue d'améliorer les questions liées à l'intégration sous-régionale ;*
- 2- appuyer les réseaux de recherche en vue de contribuer concrètement au renforcement de la dynamique d'intégration ;*
- 3- créer un lien entre chercheurs et utilisateurs des résultats de la recherche ;*
- 4- explorer d'autres aspects de l'intégration par la coopération avec les partenaires.*

## **VI- Conclusion : Sur quel type d'agenda s'appuyer pour renforcer la recherche en matière d'intégration sous-régionale ?**

Le constat qui se dégage des activités de recherche que ce soit pour le CRDI ou les autres organismes recensés c'est que l'accent est mis sur des thématiques certes intéressantes et importantes pour soutenir le développement, mais ces différentes thématiques sont déjà bien informées même si les réalités décrites évoluent en fonction des environnements locaux, nationaux, régionaux et mondiaux. Une nouvelle Afrique de l'Ouest est en train d'émerger avec de nouveaux acteurs bien plus informés de la nécessité de renforcer le développement afin de pouvoir peser de manière plus efficiente sur la balance de la mondialisation. Il devient de plus en plus judicieux de réorienter la recherche vers des secteurs moins traditionnels et qui ont été marginalisés dans les études passées ou en cours. Cette dernière doit prendre en charge, les changements intervenus dans l'environnement politique<sup>40</sup>, social, culturel, économique voire écologique depuis quelques décennies.

### ***- Recomposition du peuplement ouest-africain***

La démographie galopante, l'accélération de la pauvreté rurale, les déperditions scolaires augurent d'autres visions afin que tous ces individus pris entre les rets de la cherté de la vie ne se retrouvent enrôlés dans des mouvements de revendication violents ou rejoindre les bandes armées qui sévissent aux frontières des Etats. Le renouvellement des études sur la démographie est plus que nécessaire afin de saisir les tendances qui se dessinent actuellement dans la sous-région ouest-africaine.

### ***- Gestion des ressources naturelles et énergétiques***

Il serait aussi de plus en plus crucial d'orienter les recherches sur la gestion concertée et durable des ressources naturelles et énergétiques transfrontalières, la gestion des terroirs et la redynamisation des études sur le foncier. Par exemple l'eau devient une ressource qui se raréfie et des conflits futurs peuvent surgir à tout moment. Il urge aujourd'hui de renforcer des recherches plus pointues sur la gestion des fleuves et sur comment donner une place plus importante dans l'harmonisation des politiques de l'eau par le biais des organisations sous-régionales de mise en valeur de ces mêmes fleuves [OMVS, OMVG, Organisation des pays riverains du fleuve Mano].

### ***- Mouvements migratoires internes***

Les mouvements migratoires des zones de plus en plus arides conduisent aujourd'hui à une réorganisation des cartes démographiques et sociologiques qui semblent mal informées par la recherche. De nouveaux types de conflits sont en train d'émerger à l'intérieur même des Etats [luttres entre autochtones et allochtones<sup>41</sup>], faisant courir le risque d'implosion sociale.

<sup>40</sup> Démocratisation, développement des médias, retour à la paix dans la sous-région, etc...

<sup>41</sup> En 2005 le Codesria a mis en place un Groupe multinational de travail qui rassemble 15 chercheurs sur le

Pour cela, il est plus qu'impératif, à notre sens, d'encourager les différents acteurs de la recherche à anticiper les grandes mutations en cours dans la sous-région ouest-africaine par des recherches théoriques et pratiques fouillées. Les restructurations sociales en cours, les groupes sociaux et économiques émergents qui semblent en dehors des circuits traditionnels de regroupement [partis politiques et autres organisations...] doivent faire l'objet d'investigations poussées pour saisir tous leurs mécanismes de fonctionnement afin de les articuler à l'ensemble. Les sociétés ouest-africaines ont trouvé des mécanismes pour contourner les crises qui les secouent en mettant en place de véritables réseaux de solidarités qui fonctionnent en dehors des circuits classiques des Etats. Les mouvements migratoires dans les métropoles africaines et dans le monde rural, la montée de la xénophobie, contrairement aux accords sur la libre circulation des personnes et des biens, restent en marge des préoccupations [sécurité humaine, culture de la paix et de la démocratie]. Et tout ceci pose un vieux problème : la révision des frontières<sup>42</sup> « en rapport avec les problèmes démographiques ».

Comment alimenter par des recherches approfondies ces mouvements centrifuges et centripètes de populations dans les espaces transfrontaliers ? Comment articuler ces lieux « mouvants », ces réseaux qui se tissent et ces territoires qui se « dilatent » à l'intérieur de frontières décrétées intangibles ? Comment saisir cette part d'imaginaire, « ce langage de la territorialité » qui défie les logiques étatiques et qui tentent de mettre en place une autre « forme du social » qui n'a jamais été démenti dans la longue durée<sup>43</sup> ?

En définitive, les chercheurs sont interpellés pour rendre compte de ces réalités diffuses qui créent et recréent des « lieux » qui deviennent des « laboratoires » de reconstruction non seulement des identités trans-étatiques mais aussi des aires nouvelles où l'Etat-nation se trouve disqualifié. Pour saisir ce qui se passe dans ces « non-lieux<sup>44</sup> », il est nécessaire de renforcer les études pluridisciplinaires afin de sortir du schéma purement economiciste.

### **- Renforcement des recherches sur « l'économie sociologique »**

Les relations à l'autre<sup>45</sup> est une donnée marginale dans les études sur l'intégration ouest-africaine. Nous avons tendance à croire que les traditions ancestrales de l'hospitalité africaine est une donnée acquise au point de négliger le poids des stigmatisations dans les relations quotidiennes qu'entretiennent les populations ouest-africaines<sup>46</sup>. Des études sur

---

thème : Terres et citoyenneté en Afrique. L'exemple de la réforme foncière controversée du Zimbabwe informe beaucoup sur les exigences de renforcer des études sur le foncier en Afrique de l'Ouest pour ne pas dire en Afrique. Les résultats de ce groupe sont en cours de publication. Consulter à ce sujet Ngaïde [à paraître : « Logiques d'héritages et superposition de droits. Conflits de pratiques dans l'Afrique contemporaine. Le "légitime" contre le "légal" ? »].

<sup>42</sup> Consulter les actes du Symposium d'historiens de l'Afrique, [tenu à Bamako – Mali - en mars 1999], *Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle*, Paris, UNESCO/CISH, 2005, pour saisir non seulement comment l'histoire peut être un instrument d'analyse, mais aussi la nécessité de redonner aux frontières et aux espaces transfrontaliers le rôle qu'ils jouaient, c'est-à-dire redevenir « des fenêtres ouvrant sur de nouvelles opportunités, à l'intérieur des pays et entre les pays, et cesser d'être des facteurs de conflit ».

<sup>43</sup> Lire à ce sujet un texte en cours de publications sur l'historicité des échanges transfrontaliers en Afrique de l'Ouest depuis le moyen âge jusqu'à nos jours.

<sup>44</sup> Marc Augé *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, 151 p.

<sup>45</sup> Cf. Ngaïde [à paraître] « Peuplades anarchiques contre Nations à construire. Intégration invisible dans le bassin sénégalo-mauritanien. Epreuve du peuple et/ou équation de l'Etat-nation ».

<sup>46</sup> Un colloque international, s'est tenu sur cette question cruciale en décembre 2006 à Marrakech sur le thème : « Les constructions de l'autre dans les relations interafricaines » dont les actes sont en cours de publication par l'Institut des Etudes Africaines, de l'Université Mohamed V-Souissi de Rabat.

l'altérité pourraient permettre de comprendre et de saisir encore une fois comment les Africains se regardent, s'acceptent ou se rejettent les uns les autres<sup>47</sup>. Il nous semble qu'il serait judicieux d'appuyer des recherches sur la culture, l'histoire et la continuité géographique des territoires afin de rendre compte de cette intégration sur la longue durée. Tout ceci ne pourrait se faire qu'en dressant un bilan critique et exhaustif des recherches effectuées ou en cours d'exécution pour saisir leurs limites et du même coup en renforcer les acquis et ouvrir de nouvelles perspectives. C'est dans ce même ordre d'idées, qu'il nous semble aussi nécessaire de renforcer la recherche sur la floraison des sociétés civiles en Afrique de l'Ouest pour saisir comment elles peuvent participer au renforcement de cette dynamique d'intégration sous-régionale; afin de faire émerger une citoyenneté sous-régionale au-delà des clivages culturel, ethnique et religieux.

### ***- Echanges transfrontaliers et leurs incidences sur l'amélioration des conditions de vie des populations périphériques***

La recherche doit, de plus en plus, prendre en compte l'analyse approfondie des échanges intra-régionaux pour voir leurs réelles incidences sur le renforcement de la souveraineté alimentaire de l'ensemble de la sous-région. Sur les périphéries des Etats ouest-africains une véritable intégration par le bas s'est faite mais des recherches conséquentes peuvent nous permettre de comprendre ses modalités et mécanismes afin qu'ils servent d'exemples évocateurs de la nécessité de renforcer ces types d'échanges informels qui défient la lenteur des Etats.

### ***- Décentralisation et émergence de nouveaux pôles***

D'autres aspects importants de la restructuration des recherches en matière d'intégration pourraient prendre en compte des études plus poussées sur la décentralisation et le transfert des compétences aux acteurs à la base. En effet depuis quelques années la décentralisation avait été pensée comme un moyen efficace d'impulser le développement et de garantir aux populations une meilleure prise en charge de leurs préoccupations. Mais force est de constater que la décentralisation se révèle comme un semi-échec<sup>48</sup>. La décentralisation devait être accompagnée d'une réelle volonté de mise en cohérence des politiques d'aménagement du territoire pour rendre, par exemple, les espaces transfrontaliers plus compétitifs et plus intégrateurs. Ce domaine demeuré vierge mérite aujourd'hui l'attention des chercheurs. C'est dans ce sens que l'intérêt croissant pour les villes secondaires [juguler les effets négatifs de l'exode rural] ne peut être saisi qu'en investissant des efforts croissants dans une recherche sur leur place dans la réécriture de l'architecture territoriale des espaces sous-régionaux.

### ***- Revisiter les études sur le genre surtout dans les espaces transfrontaliers***

Même si par ailleurs la perspective genre et l'étude sur la jeunesse est bien informée, nous pensons que le renouvellement des études s'imposent car de nouvelles formes de

<sup>47</sup> Le concept de « l'ivoirité », les événements Sénégal-Mauritanie sont témoins de cette situation.

<sup>48</sup> Le transfert du pouvoir aux collectivités locales reste très limité, l'inexistence d'une véritable politique de développement des communautés rurales et d'une réelle autonomie financière, etc.

solidarités et de relations apparaissent dans la sous-région sans qu'on puisse en déterminer les mécanismes de fonctionnement et les trajectoires futures.

### **- Politique de communication**

Comment mettre en place une politique de communication<sup>49</sup> à la base afin de faire adhérer les populations aux dynamiques d'intégration sous-régionale ? Il est bien entendu, que de nouvelles thématiques à ampleur sous-régionales commencent à intéresser, comme le développement des TICs, mais d'autres méritent des investigations poussées afin de permettre de démontrer leur centralité dans le processus et comment les articuler avec les réalités ouest-africaines : redonner sens aux Savoirs endogènes<sup>50</sup>.

Mais ces différents objectifs doivent nécessairement prendre racine au sein des populations pour lesquelles tous pensent travailler. C'est pourquoi une stratégie de communication adéquate doit être mise en place afin que tout le monde puisse profiter des politiques qui seront mises en place : d'où l'importance des langues nationales et le développement de radios communautaires plus dynamiques.

Renforcer les études et les recherches sur le développement actuel des infrastructures, de la communication, le secteur du transport et l'émergence de nouveaux pôles qui polarisent les populations de la sous-région.

### **- Réorientation des politiques d'aménagement du territoire**

Inciter aussi les chercheurs africains à investir leurs efforts dans l'analyse de toutes les incohérences des politiques publiques d'aménagement du territoire et surtout dans les périphéries des Etats<sup>51</sup>. Par exemple, le concept de *pays frontière*, cher à l'ancien président malien, reste encore flou et mérite une véritable conceptualisation théorique et pratique pour tirer profit de sa pertinence dans la mise en cohérence des territoires de l'Afrique de l'Ouest. Les marchés hebdomadaires puisent leur historicité de la longue histoire des échanges entre les espaces et les états ouest-africains *traditionnels*; et constituent de ce fait des champs d'investigation où de nouvelles solidarités se tissent au-delà des circuits étatiques.

### **- Recherches sur une harmonisation possible des politiques éducatives**

Parmi tant d'autres préoccupations figurent, nous semble-t-il, des recherches sur l'harmonisation des politiques d'éducation et l'introduction dans les programmes scolaires voire universitaires [l'histoire, la culture...] afin que les jeunes d'aujourd'hui puissent comprendre qu'ils ont un destin commun et que ce dernier exige une ouverture sur l'autre.

---

<sup>49</sup> Une étude en cours de publication revient sur quelques aspects importants de la nécessité de développement des infrastructures de communication en Afrique de l'Ouest à savoir « Transports, communications et intégration régionale » dans le cadre des actes du séminaire national du Sénégal [voir en références].

<sup>50</sup> Voir à ce sujet Paulin Hountondji (ed), *Les savoirs indigènes*, Dakar, Codesria et J. Ki Zerbo *La natte des autres*, Dakar, Codesria.

<sup>51</sup> Une étude en cours de publication et intitulée « Nouvelle stratégie pour le développement territorial intégré : une approche spatiale à l'échelle sous-régionale » [voir références] - revient de manière documentée et critique sur les stratégies d'aménagement du territoire et surtout de leur rôle dans la mise en cohérence des territoires transfrontaliers.



### **- Confréries transfrontalières et intégration en Afrique de l'Ouest<sup>52</sup>**

Le rôle central des religions et surtout de la religion musulmane [le rôle des confréries transfrontalières dans le rapprochement des peuples] a été marginalisé dans les études consacrées aux dynamiques d'intégration en Afrique de l'Ouest. Avant, pendant et après la colonisation la religion musulmane a permis la mise en place de réseaux de solidarité basée sur la spiritualité et le partage d'une même foi en Dieu. Quel rôle, peuvent jouer ces différentes confréries dans le processus d'intégration ? Etant entendu que depuis le 11 septembre 2001, la religion, surtout la musulmane, est indexée comme facteur de déstabilisation de la paix. Qu'en est-il en Afrique de l'Ouest ? Peut-elle être un facteur de renforcement de l'unité sous-régionale au-delà de toute caricature possible ?

### **- Rôle possible des diasporas africaines dans la consolidation de l'intégration**

Il serait aussi intéressant, au moment où les migrations internationales défraient la chronique, de se pencher sur les ressources que les diasporas [internes et externes<sup>53</sup>] ont pour jouer leur rôle dans le renforcement de l'intégration sous-régionale en rapprochant entre elles les différentes populations. Des communautés importantes s'établissent partout [l'exemple des guinéens au Sénégal] dans l'espace ouest-africain suite à la mise en place du passeport commun et de libre circulation des personnes et des biens. Mais l'apport de ces « migrants » dans le processus d'intégration en Afrique de l'Ouest reste mal informé par les recherches.

### **- Comment inventer un nouvel ordre de partenariat ?**

En définitive, il nous semble impossible d'impulser le développement de la recherche sur l'intégration africaine sans revoir les dynamiques qui sous-tendent les partenariats entre les différents organismes, les bailleurs de fonds, les chercheurs, les décideurs politiques, la société civile et tous les autres acteurs qui travaillent d'une manière ou d'une autre sur l'un des aspects de l'intégration sous-régionale. C'est fort de ce constat qu'il serait intéressant de mener des études sur l'émergence d'un nouveau type de partenariat, à l'aube de ce millénaire, capable de renforcer les collaborations et de dessiner de nouvelles perspectives dont les modalités concrètes seront la mise en synergie des efforts de chacun et de tous pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

<sup>52</sup> A ce sujet se référer à l'article de Abdel Weddoud Ould Cheikh, « Espace confrérique, espace étatique : le mouridisme, le confrérisme et la frontière mauritano-sénégalaise », qui démontre comment, par exemple, entre la Mauritanie et le Sénégal, les fidèles des confréries [niassène et qadriya] continuaient à traverser la frontière malgré sa fermeture officielle par les deux Etats entre 1989 et 1992.

<sup>53</sup> Le Codesria vient de lancer, au début du mois d'Août 2007, un Groupe Transnational de Recherche qui rassemble une quinzaine de chercheurs sur le thème « Africa and its Diasporas », chargé de faire des recherches sur les apports des diasporas des intellectuels africains dans le développement du continent.

## Références indicatives

- Bach, D. (Sous la dir.) 1998 *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.
- Barry, B.
- 1988 *La Sénégalie du XVe au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan.
  - 2007 Rapport n° 4, [Avril], 3 p.
  - 2007 Rapport n° 6, [Juin], 2 p.
  - 2007 Rapport n°2, [Août], 3 p.
- Ben Hammouda & alii (Sous la dir.) 2003 *L'intégration régionale en Afrique centrale. Bilan et perspectives*, Paris, Karthala.
- Chroniques frontalières, *Bulletin sur les réalités locales régionales en Afrique de l'Ouest*, n° 06, juin 2007 (Français-Anglais).
- CSAO 2007 « Projet d'approche commune des pays membres de la CEDEAO sur les migrations », Rapport de mission, Paris, CSAO, 4 p.
- Diop, A. (à paraître) « Nouvelle stratégie pour le développement territorial intégré : une approche spatiale à l'échelle sous-régionale », in Amadou Diop (éd) *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*, Paris, Karthala.
- Diop, B. (à paraître) « Historiques des dynamiques d'intégration en Afrique de l'ouest », in Amadou Diop (éd) *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*, Paris, Karthala.
- Enda-Diapol
- 2007 *Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest*, Paris, CRDI/Enda-Diapol/Karthala, 219 p.
  - 2006 « Intégration régionale et coopération transfrontalière », Rapport d'activités, 32 p.
- Hugon, P.
- 2003 *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Paris, Karthala, 335 p.
  - 2003 « Les théories de la régionalisation », in Philippe Hugon (ed) *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Paris, Karthala, pp. 33-79.
- Igué, J. O. (éd) 2006 *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Bénin*, Paris, Karthala.
- Kassé, M. (à paraître) « Transports, communications et intégration régionale », in Amadou Diop (éd) *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*, Paris, Karthala.
- Kipré, P. 2006 *Intégration régionale et développement rural en Afrique de l'Ouest*, SIDES/IMA, 143 p.
- Lavergne, R. (Sous la dir.) 1996 *Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala/CRDI, 406 p.
- Lom, A. (à paraître) « Processus d'intégration économique et monétaire en Afrique de l'Ouest : Conséquences socio-économiques », in Amadou Diop (éd) *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*, Paris, Karthala.
- Ngaïde, A. (à paraître) « Peuplades anarchiques contre nations à construire. Intégration invisible dans le bassin sénégal-mauritanien. Epreuve du peuple et/ou équation de

l'Etat-nation ? », in Amadou Diop (éd) *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal*, Paris, Karthala.

Ngaïde, A. (à paraître) « Logiques d'héritages et superposition de droits. Conflits de pratiques dans l'Afrique contemporaine. Le "légitime" contre le "légal" ? », Dakar, Codesria.

Ould, A.W 2004 « Espace confrérique, espace étatique : le mouridisme, le confrérisme et la frontière mauritano-sénégalaise », in Zakeria Ould Ahmed Salem (eds) *Les trajectoires d'un Etat-frontière. Espaces, évolution politique et transformations sociales en Mauritanie*, Dakar, Codesria, pp. 113-140.

Ould Ahmed Salem, Z. 2004 (ed) *Les trajectoires d'un Etat-frontière. Espaces, évolution politique et transformations sociales en Mauritanie*, Dakar, Codesria.

Söderbaum, F. & Ian Taylor 2007 *Micro-regionalism in West Africa. Evidence from Two Case Studies*, Discussion Paper 34, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, 34 p.

Sane, S. 2005 « Le contrôle de la circulation des armes à feu et munitions en AOF : 1834-1958 », UCAD, Dakar.

UNESCO/CISH 2005 *Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle*, Paris, Unesco, 324 p.

UNESCO/MOST 2006 « Les Etats-Nations face aux défis de l'Intégration régionale en Afrique l'Ouest », Rapport de synthèse des cinq premiers séminaires nationaux (Bénin, Burkina, Gambie, Ghana et Mali), Rapporteurs Dr. Abderrahmane NGAÏDE et Dr. Ndiouga BENGHA, Dakar, Unesco, 118 p.

## Listes de quelques personnes ressources ayant été contactées

### - Personnalités politiques et autres représentants

- Le Ministre des Affaires étrangères : Dr. Cheikh Tidiane GADIO
- L'ancien Ministre du NEPAD : Abdoul Aziz SOW
- Le député le Dr. Aliou SOW, actuel président de la commission des Affaires étrangères, de l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur, E-mail : [aliou@ifri.org](mailto:aliou@ifri.org), [aliou.sow@caramail.com](mailto:aliou.sow@caramail.com)
- Mme Agneta Bohman, Ambassadeur de Suède au Sénégal, Tél : (221) 849 03 33, E-mail : [agneta.bohman@foreign.ministry.se](mailto:agneta.bohman@foreign.ministry.se)
- M. Michel ANGLADE, Directeur Régional Campagnes, Politiques et Communication, OXFAM GB (Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest, Dakar), Tél : (221) 865 13 00, e-mail : [manglade@oxfam.org.uk](mailto:manglade@oxfam.org.uk)
- Bouri Jean Victor SANHOUIDI, Représentant Résident du PNUD, Tél : (221) 839 90 50, [bouri.sanhoudi@undp.org](mailto:bouri.sanhoudi@undp.org)
- M. Alain NICKELS, Représentant ONUDI (Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie), Dakar, Tél : (221) 839 90 70, e-mail : [a.nickels@unido.org](mailto:a.nickels@unido.org)
- M. Manuel Monteiro, Député des Cap-Verdiens de France, Praia, Tél : (238) 260 80 76, e-mail : [manuelmonteiro13@hotmail.com](mailto:manuelmonteiro13@hotmail.com)
- M. Antonio Pedro Monteiro Lima, Conseiller politique et diplomatique à la Présidence de la République du Cap-Vert, Parai, Tél : (238) 61 68 64/24 25/68 36, e-mail : [limatony@hotmail.com](mailto:limatony@hotmail.com), [antoniol@pr.gov.cv](mailto:antoniol@pr.gov.cv)
- Dr. Ahmedou OULD ABDALLAH, UNOWA, Tél : (221) 849 07 29, e-mail secrétariat : [fofana@un.org](mailto:fofana@un.org)

- Mme Carrie MARIAS, Conseillère Régionale pour les Sciences Sociales et Humaines, UNESCO/Dakar, Tél : (221) 849 23 04, e-mail : [c.marias@unesco.org](mailto:c.marias@unesco.org)
- M. Jean Rostand JIADIAIS K., Gestionnaire Administratif et Financier, CORAF/WECARD, e-mail : [jean-rostand.kamga@coraf.org](mailto:jean-rostand.kamga@coraf.org)
- M. Youssou TAMBA, Association Sénégalaise pour l'Union des Peuples Africains, Tél : (221) 440 27 60, e-mail : [yousoutamba@yahoo.fr](mailto:yousoutamba@yahoo.fr), [asupa@sunumail.sn](mailto:asupa@sunumail.sn)

#### **- Chercheurs**

- Professeur Abdoul Salam SALL, Recteur de l'Université de Dakar, BP. 5005, Tél : (221) 825 05 30.
- Professeur Moustapha KASSE, Université de Dakar
- Professeur Mohamed El Béchir WADE, Doyen de la FASEG (Faculté des Sciences Economiques et de Gestion), Tél : (221) 889 00 01, e-mail : [elbachir@refer.sn](mailto:elbachir@refer.sn)
- Professeur Moussa SAMB, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Dakar, Tél : (221) 580 50 13, e-mail : [mosesambus@yahoo.com](mailto:mosesambus@yahoo.com)
- Professeur Boubacar BARRY, Coordonnateur Régional du programme MOST/UNESCO (Dakar), Tél : (221) 824 93 01, e-mail : [bbarry@sentoo.sn](mailto:bbarry@sentoo.sn)
- Professeur Aloysius Ajab AMIN Directeur Adjoint et Chef de division Formation (IDEP), tél : (221) 823 84 26, [a.amin@unidep.org](mailto:a.amin@unidep.org), [ajab@hotmail.com](mailto:ajab@hotmail.com)
- Dr. Mohamadou Abdoul, Coordonnateur de programme du pôle Inter-Afrique, Enda-Diapol, Tél : 823 53 47, e-mail : [mohamadou.abdoul@endadiapol.org](mailto:mohamadou.abdoul@endadiapol.org)
- Dr. Siga Fatima JAGNE, Directeur du Pro-Poor Advocacy Group, Coordonnatrice du séminaire de la Gambie, Tél : (220) 449 43 38, e-mail : [sigajallow@yahoo.com](mailto:sigajallow@yahoo.com)
- Professeur Hamady Bocoum, Directeur Direction du Patrimoine Culturel (Dakar), Tél : (221) 821 74 38, e-mail : [hawab@hotmail.com](mailto:hawab@hotmail.com)
- Professeur Ousmane SENE, Directeur du West African Research Center, Dakar, Tél : (221) 865 22 71, e-mail : [osewarc@yahoo.fr](mailto:osewarc@yahoo.fr)
- Dr. Ebrima SALL, Directeur de la Recherche Codesria, Dakar, Tél : (221) 825 65 97, e-mail : [codesria@codesria.org](mailto:codesria@codesria.org), [ebrima.sall@codesria.sn](mailto:ebrima.sall@codesria.sn)
- Professeur Jean-Bernard Ouedraogo, Secrétaire Exécutif Adjoint, Chef de Département des Bourses et Formation, Tél : (221) 825 98 21, e-mail : [jean.bernard@codesria.sn](mailto:jean.bernard@codesria.sn)
- Dr. Alioune DIAGNE, Coordonnateur d'Etude, Population Council, Frontières en Santé de la Reproduction, Tél : (221) 865 12 63, e-mail : [aldiagne@pcdakar.org](mailto:aldiagne@pcdakar.org)
- Dr. Ndiouga BENGHA, Département d'Histoire de la FLSH, Tél : 864 03 29/827 39 53, e-mail : [nabenga@refer.sn](mailto:nabenga@refer.sn), [nabenga@ucad.sn](mailto:nabenga@ucad.sn)
- Mme Lotje de VRIES, Chargée de programme, Frontières et Intégration en Afrique de l'Ouest, Enda/Diapol, Tél : (221) 823 53 47, e-mail : [lotjtevries@fastmail.fm](mailto:lotjtevries@fastmail.fm), [diapol@enda.sn](mailto:diapol@enda.sn)
- Professeur Nzachée NOUMBISSI, Spécialiste des communautés hispanophones de l'Afrique, Université de Dakar, Département de Langues Romanes, tél : (221) 554 64 70, e-mail : [zacdakar@yahoo.fr](mailto:zacdakar@yahoo.fr)



**Identification des acteurs de  
recherche et développement d'un agenda  
de recherche en matière d'intégration  
régionale en Afrique de l'Ouest**

**No 104212  
IDRC/CRDI  
CR/CB/066/07/mf**

**ANNEXES  
AU RAPPORT FINAL<sup>1</sup>**

**Préparé par le Dr. Abderrahmane NGAIDE  
[Consultant]  
Avec la collaboration de Dr. Sokhna SANE  
[Assistante de recherche]**

**Septembre 2007**

---

<sup>1</sup> Nous tenons à remercier la collaboration active de Heidi Braun et de Sheng Lan de la Division des Partenaires et du Développement des Affaires [DPDA] qui ont rendu plus exhaustive la lisibilité des tableaux en y introduisant des éléments plus suggestifs.

## Table des matières

Annexe I : Organisations, organismes et centres de recherche.....	5
Association africaine pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest (ADRAO) .....	6
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) .....	9
Cellule Nationale de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest/ Sénégal (AFAO).....	10
Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).....	11
Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO) .....	12
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement (CIRAD) .....	15
Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Subhumide .....	16
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) .....	17
Comite Permanent Inter-Etats De Lutte Contre La Sécheresse Dans Le Sahel (CILSS) .....	19
Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA).....	21
Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche (CORAF).....	23
Centre régional de Recherches sur Bananiers et Plantains (CRBP) .....	26
Centre Régional d'Enseignement spécialisé en agriculture (CRESA) .....	28
École inter-états des Sciences et médecine vétérinaires (EISMV) .....	29
ENDA-Diapol/ Pôle Inter-Afrique.....	32
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) .....	34
Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) .....	35
Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) .....	36
Gorée Institute.....	39
Institut Africain de Gestion urbaine (IAGU) .....	40
Institut Africain de Développement et de Planification (IDEP) .....	43
Institut d'économie rurale (IER) .....	46

Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA).....	47
Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO).....	49
Institut de Recherche pour le Développement (IRD) .....	50
Institut du Sahel .....	53
Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES).....	56
Management of Social Transformations (MOST) (UNESCO) .....	57
Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) .....	58
Open Society Initiative for West Africa (OSIWA).....	60
Réseau d'Information des Terres Arides (RITA) .....	61
Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation (ROCARE) .....	63
Trust Africa.....	65
Annexe II : Donateurs et bailleurs potentiels en matière d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest .....	67
BILATERAL .....	68
Agence Française de Développement (AFD) .....	68
Canadian International Development Agency (CIDA).....	69
Japan International Cooperation Agency (JICA).....	71
Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED) .....	72
MULTILATERAL AND REGIONAL.....	73
African Capacity Building Foundation (ACBF).....	73
African Development Bank (AfDB) .....	74
African Union (AU).....	76
The Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA).....	78
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).....	79
International Fund for Agricultural Development (IFAD) .....	81
UNESCO Management Of Social Transformations (MOST) Programme.....	82

FOUNDATIONS AND OTHER INSTITUTIONS.....	84
African Solidarity Fund (ASF) .....	84
Ford Foundation.....	85
Friedrich-Ebert-Stiftung.....	86
TrustAfrica.....	88



## **Annexe I : Organisations, organismes et centres de recherche**

## Association africaine pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest (ADRAO)

<b>Aperçu</b>	Il a été créé par acte constitutif en 1970 par 11 pays d'Afrique de l'Ouest avec l'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Il compte actuellement 17 pays membres adhérents : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>- Les activités de recherche et de développement sont conduites en collaboration avec différents acteurs – d'abord les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA), les institutions académiques, les institutions de recherche avancées, les organisations paysannes, les organisations non gouvernementales et les donateurs – pour le bénéfice des agriculteurs africains, dont la plupart sont de petits producteurs, ainsi que pour les millions de familles africaines pour qui le riz représente la nourriture de base.</p> <p>- Son nouveau plan stratégique a pris sa forme finale en 2003. Il définit la mission, la vision et le but stratégique du Centre pour 2003–2012 : augmenter de manière significative la qualité, l'utilité et la disponibilité de connaissances et technologies dans le secteur rizicole pour soutenir et améliorer le bien-être des populations pauvres en Afrique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rechercher la cohérence et l'excellence dans les domaines de recherche de base</li> <li>- adopter le modèle de réseau pour la collaboration dans la recherche</li> <li>- améliorer les capacités institutionnelles des Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA)</li> <li>- s'engager directement dans le secteur développement rizicole</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- African Agricultural Technology Foundation (AATF)</li> <li>- African Development Bank (AfDB)</li> <li>- Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit/Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (BMZ/GTZ)</li> <li>- CAB International (CABI)</li> <li>- Canadian International Development Agency (CIDA)</li> <li>- International Development Research Centre (IDRC)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- International Fertilizer Development Corporation (IFDC)</li> <li>- International Fund for Agricultural Development (IFAD)</li> <li>- Japan International Cooperation Agency (JICA)</li> <li>- Rockefeller Foundation</li> <li>- Swedish International Development Co-operation Agency (SIDA)</li> <li>- United Nations Development Programme (UNDP)</li> <li>- United Nations Environment Programme (UNEP)</li> <li>- United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)</li> <li>- US Agency for International Development (USAID)</li> <li>- World Bank</li> <li>- World Health Organization (WHO)</li> <li>- World Food Programme (WFP)</li> <li>- World Vegetable Center (AVRDC)</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	Echanges d'expériences dans le domaine de la recherche agricole et son développement afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire dans la sous-région ouest-africaine.

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	000397	Écosystèmes rizicoles et santé (Afrique de l'Ouest)	Afrique de l'Ouest	Ce projet caractérisera les agro-écosystèmes du continuum associés aux risques pour la santé en cernant les facteurs qui influent sur le développement et l'application de la gestion de l'écosystème rizicole par rapport aux objectifs de la lutte contre les vecteurs de maladies.	EGRN, ÉCOSANTÉ
	910303	Petites subventions (ADRAO)	Afrique de l'Ouest	Ce projet vise l'octroi de petites subventions aux programmes nationaux de recherche sur le riz pour l'exécution de recherches en collaboration.	PB-CORP, Anciens
	900014	Système d'information ouest-africain sur le riz (SIOAR)	Afrique de l'Ouest	Ce projet l'aidera à en jeter les bases en lui permettant d'améliorer ses activités d'information actuelles.	Inconnu
7 projets avec financement du CRDI.					
Contacts	Savitri Mohapatra Africa Rice Center (WARDA) 01 B.P. 2031 Cotonou, Benin Tel: (229) 21 35 01 88 Fax: (229) 21 35 05 56 E-mail: <a href="mailto:s.mohapatra@cgiar.org">s.mohapatra@cgiar.org</a>				

## Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA)

<b>Aperçu</b>	L'UNOWA a été créé en 2004. Il est rattaché au bureau des Affaires Politiques des Nations-Unies. Son mandat est de renforcer les liens entre les institutions des Nations-Unies qui travaillent sur les questions de paix et de sécurité dans la sous-région ouest-africaine.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Il travaille sur la possibilité de rendre les frontières comme des espaces de partage au lieu d'être des zones de confrontation. Il mène aussi des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants impliqués dans les conflits en Afrique de l'Ouest. Son dernier programme en cours consiste à la recherche d'une harmonisation des normes constitutionnelles, de la bonne gouvernance et le transfert pacifique du pouvoir dans l'espace de la CEDEAO.
<b>Bailleurs de fonds</b>	Nations Unies
<b>Liens potentiels</b>	Coopération en matière de résolution de conflits, de la bonne gouvernance et les dynamiques des frontières.
<b>Contacts</b>	Avenue Carde, Immeuble Caisse de Sécurité Sociale (5 <sup>ème</sup> étage), Dakar-Sénégal –BP 23851 Tel : 849-07-29 Fax : 842-50-95 Contact : Dr Ahmedou Ould-Abdallah Anatole Ayissi : <a href="mailto:ayissi@un.org">ayissi@un.org</a>

## Cellule Nationale de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest/ Sénégal (AFAO)

<b>Aperçu</b>	Prise en charge de l'entrepreneuriat féminin et de la micro finance, accès de la femme à l'entreprise en Afrique de l'ouest, diffusion des résultats issus de ces recherches sur l'entrepreneuriat féminin.					
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Viens de tenir une rencontre des femmes, au début du mois d'Août à Dakar, pour le renforcement de la dynamique d'intégration régionale.					
<b>Bailleurs de fonds</b>	Financement CRDI					
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI finance une partie des programmes de cette cellule.					
<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>	
	103326	Atelier sous-régional sur l'entrepreneuriat féminin et le microfinancement	Afrique de l'Ouest	AFAO organise un atelier sous-régional visant l'étude de l'apport possible des programmes de microfinancement à la réduction de la pauvreté et à l'intégration des femmes dans des structures formelles de création de richesse.	PRES, REG-FAR	

Contacts	Avenue Bourguiba, Rue 3 Sénégal					
Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)						
Aperçu	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest qui œuvre dans l’harmonisation des politique économiques, politiques et sociales pour une meilleure intégration.					
Programmes ou projets en cours	Création d’un parlement aricaïn. Pourrait collaborer avec le programme MOST pour le renforcement de la recherche sur l’intégration en Afrique de l’Ouest.					
Bailleurs de fonds	Etats membres et coopération bi et multilatérales.					
Liens potentiels						
Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme	
	102540	Faciliter l'interconnectivité du SMCSF en Afrique	Afrique de l'Ouest	A workshop tat will facilitate the creation of a Technical Group on GSM Roaming in West Africa.	TIC-D   CA	

<b>Contacts</b>	Ecowas Executive Secretariat, 60 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District Abuja, Nigera P. M. B 401 Contact: Dr Mohammed Ibn Chambas Tel : 234 93147644 Fax: 234 93147646-23493143005 E-mail: <a href="mailto:mmensah@eries.org">mmensah@eries.org</a> / <a href="mailto:mercedesmensah@yahoo.com">mercedesmensah@yahoo.com</a>
<div data-bbox="300 537 1822 589" data-label="Section-Header"> <h2 style="text-align: center;">Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO)</h2> </div>	
<b>Aperçu</b>	<p>Le centre a été créé en 1960. Association non gouvernementale qui propose des sessions de formation pour agents et paysans. L'expérience a démontré l'intérêt de mettre en oeuvre un processus de recherche-action adapté aux besoins spécifiques de chaque partenaire.</p> <p><b>Modes de diffusion :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les comptes-rendus des manifestations sont rédigés sous forme de manuels ou dossiers techniques.</li> <li>- D'autres produits sont disponibles : outils d'analyse, d'expression et d'actions, documents de réflexion sur les enjeux et les valeurs en cause.</li> <li>- Productions écrites et audiovisuelles.</li> <li>- Collection (Cahiers Spécial)</li> </ul>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>Aujourd'hui, le CESAO cherche à se développer auprès d'une cible spécifique : les Organisations Paysannes. Il investit ses efforts dans le renforcement institutionnel des organisations paysannes, la gestion des exploitations familiales, l'épargne et l'investissement, la santé communautaire et la promotion des femmes en milieu rural, etc. Sa stratégie d'intervention encourage l'ancrage spécifique par pays par l'implication de partenaires dits clés. Il opte pour un nombre restreint de partenaires afin de réaliser des diagnostics approfondis et identifier le type d'appui le plus approprié.</p>



<b>Bailleurs de fonds</b>	Partenaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Unions, Fédérations, Coordinations d'Organisations Paysannes.</li> <li>- Les Organismes d'Appui (Services de l'Etat - ONG - Eglises) jouant un rôle actif auprès des organisations paysannes.</li> <li>- CRDI.</li> </ul>					
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI appuie déjà quelques initiatives du centre.					
<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>	
	100256	Développement d'un modèle de communication en fertilité des sols chez les femmes paysannes au Burkina Faso	Afrique de l'Ouest, Burkina Faso	La recherche cherche à développer et d'expérimenter une stratégie de communication adaptée avec les femmes paysannes en vue de leur permettre d'acquérir et d'utiliser des connaissances liées à la fertilité des sols et d'améliorer leurs conditions de vie.	EGRN, ETV	

<b>Contacts</b>	<p><b>Siège</b>  Rosalie OUOBA, directrice générale  CESAO de Bobo-Dioulasso  01 BP 305 Bobo Dioulasso 01  Burkina Faso  Tel : 226 97 10 17 / 97 16 84 / 97 16 85  Fax : 226 97 08 02  E-mail : <a href="mailto:cesao.bobo@fasonet.bf">cesao.bobo@fasonet.bf</a></p> <p>Bureau d'accueil, secrétariat de CESAO-Association Internationale :  Secrétariat général  BP 4946 Ouagadougou - Burkina Faso  Tel / Fax : 226 34 04 60</p> <p><b>Antenne, relais</b>  Pôle Régional Sénégal CESAO (antenne indépendante)  BP 484 Kaolack  Tel : 221 41 22 26 / 41 35 55  Fax : 221 41 34 98</p>
-----------------	---

## Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement (CIRAD)

<b>Aperçu</b>	<p>"Contribuer au développement rural des pays tropicaux et subtropicaux par des recherches, des réalisations expérimentales, des actions de formation, en France et à l'étranger, l'information scientifique et technique, principalement dans les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire..." telle est la mission confiée au Cirad.</p> <p>Une finalité, faire de la réduction des inégalités l'un des objectifs prioritaires des rapports internationaux et favoriser une conception équitable de la mondialisation, par le partage et la construction des savoirs. Le développement durable constitue la ligne de force du CIRAD. Cette démarche prend en compte les conséquences écologiques, économiques et sociales, à long terme, des processus de transformation des sociétés et des territoires du Sud.</p>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>Domaines d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La gestion des ressources naturelles.</li> <li>- Le pastoralisme en zone sèche.</li> <li>- L'amélioration des productions animales.</li> <li>- L'amélioration des productions végétales et l'adaptation des plantes à la sécheresse.</li> <li>- La décentralisation et le développement territorial.</li> <li>- La santé animale et l'environnement.</li> <li>- Les politiques de développement des filières agricoles.</li> </ul> <p>Le Cirad développe, avec ses partenaires, un potentiel de recherche agronomique qui constitue les fondements du futur réseau européen d'agronomie tropicale.</p>

<b>Bailleurs de fonds</b>	Gouvernement français  Partenaires :  Les Universités comme celles de Dakar et de Gaston Berger de Saint-Louis, le Coraf, Agences de régionales de développement, les ministères de l'agriculture
<b>Liens potentiels</b>	Echanges d'expériences dans les domaines : agricole, agroforesterie, élevage, environnement, conseils des collectivités locales et renforcement des capacités des Conseils de concertation et de coopération des ruraux...
<b>Contacts</b>	Directeur régional Afrique de l'Ouest côtière (Cap Vert, Gambie, Guinée, Mauritanie, Sénégal) 37, avenue Jean XXIII, BP 6189, Dakar-Etoile Sénégal tél. : +221 822 44 84 fax : +221 821 18 79 courriel : dregcirad@sentoo.sn <a href="mailto:dregcirad@sentoo.sn">mailto:dregcirad@sentoo.sn</a>

## Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Subhumide

<b>Aperçu</b>	Le CIRDES a pour mandat la recherche-développement en matière d'élevage dans la sous-région. Il privilégie, sinon met l'accent sur la recherche appliquée, source incontournable de développement, la formation des cadres techniciens et agro-pasteurs et le transfert des nouvelles technologies dans le domaine de l'élevage.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Ces Recherches portent sur l'étude des maladies parasitaires, la production animale, les systèmes d'élevage et leur intégration dans le système agricole et la protection de l'environnement. Les acquis ou résultats de ses recherches sont suffisamment diffusés ou mis à la portée du grand public au bénéfice du développement à travers une collaboration avec les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA).
<b>Bailleurs de</b>	- L'Union Africaine

<b>fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BCEAO</li> <li>- CEDEAO</li> <li>- Conseil de l'Entente</li> <li>- UEMOA</li> <li>- BOAD</li> <li>- BAD</li> <li>- Le NEPAD</li> <li>- L' AGOA</li> <li>- Le CIRDES</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	Coopération dans le domaine de renforcer les rapprochements entre les différents SNRA.
<b>Contacts</b>	Bd Hassan II - Cocody, 04 bp 945 Abidjan 04 - Côte d'Ivoire Tel: (225) 22 44 28 05 Fax: (225) 22 44 56 66 E-mail: <a href="mailto:communication@bnetd.ci">communication@bnetd.ci</a>
<b>Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)</b>	
<b>Aperçu</b>	Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO) joue un rôle de passerelle et d'interface entre les acteurs de la région et ceux des pays de l'OCDE. En 2001, le Club a élargi son champ d'action à toute l'Afrique de l'Ouest, comprenant 17 pays et accueillant environ 290 millions d'habitants. Ces travaux visent à mettre en valeur par l'utilisation de cartes, de graphiques et d'analyses courtes, la pertinence de l'entité régionale Afrique de l'Ouest, les dynamiques transnationales et l'intensité réelle de la dimension régionale de certaines questions agricoles, environnementales, industrielles ou commerciales. Un ensemble de thèmes ont déjà été abordés : les transports, les télécommunications, la zone écologique fragile des pays du Sahel, le

	coton, les migrations, les bassins fluviaux transfrontaliers, les langues et l'Afrique et la Chine. D'autres sont à venir très prochainement : le pétrole et le gaz, la démographie, le monde rural...					
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>Le club est également guidé dans ses travaux par la demande de ses partenaires et les besoins de la région. Il entreprend des chantiers communs avec un grand nombre d'organisations de la région dont la CEDEAO, le CILSS, l'UEMOA et le ROPA.</p> <p>Confection d'un atlas Web de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest [<a href="mailto:contact@atlas-ouestafrique.org">contact@atlas-ouestafrique.org</a>]. Ce site est la capitalisation électronique des travaux actuellement menés par la CEDEAO et le CSAO pour favoriser l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.</p> <p>Il appuie, actuellement, Enda-Diapol dans la poursuite de ses recherches sur les espaces transfrontaliers.</p>					
<b>Bailleurs de fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère des Affaires Économique et Développement</li> <li>- Agence de Coopération : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, États-Unis, France, Japon, Luxembourg, Pays Bas, Royaume-Uni, Suisse</li> <li>- Ministère des Affaires étrangères : Italie</li> </ul>					
<b>Liens potentiels</b>	Possibilités de travailler de concert avec le CSAO pour sa grande expérience sur les dynamiques transfrontalières.					
<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>	
	102157	Rencontre sur la démocratie et la gouvernance en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest, Sénégal	Cette subvention permettra au Secrétariat du CSAO et le réseau (Dialogue sur la gouvernance en Afrique), conjointement avec le bureau régional du CRDI à Dakar, d'organiser une rencontre d'intellectuels africains à Bamako les 7 et 8 octobre 2003, afin de réfléchir sur des questions de démocratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest.	PRES, REG-FAR	

<b>Contacts</b>	Massaer DIALLO Chef d'unité La Seine Saint Germain 4 Boulevard des îles-Bâtiment A-3 ème étage 92130 Issy-les Moulineaux, France Tel : 33 (0) 1 45 24 96 28 Fax : + 33 (0) 1 45 24 90 31 E-mail : <a href="mailto:massaer.diallo@oecd.org">massaer.diallo@oecd.org</a>
-----------------	---

## Comite Permanent Inter-Etats De Lutte Contre La Sécheresse Dans Le Sahel (CILSS)

<b>Aperçu</b>	Créé en 1973 au lendemain des premiers épisodes de sécheresse, le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) regroupe les Etats sahéliens suivants : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. L'institution a réussi à mobiliser les populations sahéliennes et la communauté internationale autour de l'aide d'urgence et de la mise en œuvre des programmes dits de première génération. Ces programmes ont concerné divers domaines essentiels : agriculture pluviale et irriguée, hydraulique, environnement, transport, communication, etc..
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Le CILSS conduit dans le cadre de ses démembrements des projets de recherche sur la détection précoce des risques agro-climatiques (AGRHYMET, basé à Niamey) et des recherches sur population et développement et la recherche agrico-socio-économique avec l'Institut du Sahel (INSAH, basé à Bamako). Le CILSS permet aujourd'hui aux Etats sahéliens d'appréhender les problèmes de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles à l'échelle sous-régionale et de proposer des mesures efficaces pour les résoudre. C'est un acteur majeur dans le dispositif régional d'information, de réflexion et de proposition dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles, au service de ses Etats membres, des

	acteurs de la société civile et des partenaires de coopération. Il entretient des liens étroits avec le Club du Sahel (OCDE).				
Bailleurs de fonds	Etats membres et coopération bi et multilatérales.				
Liens potentiels	En matière de gestion et prévention des catastrophes naturelles....				
Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	101338	Communication participative dans la lutte contre la désertification (CILSS)	Afrique de l'Ouest	Identifier et mettre en place les modalités permettant de faciliter l'appropriation de la démarche de communication participative pour le développement par les différents programmes du CILSS.	EGRN   PRE
	5 projets avec financement du CRDI				
Contacts	Sénégal Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique BP 21616 Dakar Tél. (221) 821.24.61 / 512.43.28 Fax : (221) 821 823.60.30 <a href="mailto:conacils@sentoo.sn">conacils@sentoo.sn</a>				



## Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)

<b>Aperçu</b>	Les principaux objectifs du CODESRIA sont la facilitation de la recherche pluridisciplinaire, la promotion de publications issues de recherche, le renforcement des compétences des chercheurs africains. Le CODESRIA s'attaque aussi à la fragmentation de la recherche et des connaissances par la création de réseaux thématiques de recherche qui transcendent les barrières régionales, disciplinaires et linguistiques
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instituts d'été qui rassemble de jeunes chercheurs venant de divers pays pendant 45 jours</li> <li>- Le centre vient de créer un réseau de jeunes chercheurs africains ayant participé à ses différents instituts et une réunion est prévue dans ce sens à Addis Abeba dans les prochains mois.</li> <li>- Travaille sur les aspects genre, migration, démocratie, citoyenneté, armée, politiques économiques et agricoles....</li> <li>- Institut sur la gouvernance en cours</li> <li>- Réseau transnational sur l'Afrique et ses diasporas dont le Workshop de démarrage vient de se tenir début août 2007 à Dakar.</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	SIDA/SAREC, CRDI, Fondation Ford, Fondation MacArthur, Carnegie, NORAD, DANIDA, Ministère de coopération français, PNUD, Ministère des Affaires étrangères hollandais, Fondation Rockefeller, FINIDA, CIDA, IIEP/ADEA, OCDE, Oxfam America, UNICEF et le gouvernement sénégalais.
<b>Liens potentiels</b>	Il existe déjà des relations entre le CRDI et le CODESRIA. Il est possible en partenariat avec cet organisme de renforcer la publication des résultats issus de ces différents instituts.

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	065077	Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique (SISERA)	Afrique	SISERA's mission is to reinforce the institutional framework for the pursuit of economic research in Africa, with particular attention to the synergies between research and training.	PB-CORP   SECRTS
	002071	Mondialisation et politique sociale en Afrique	Afrique	To strengthen and increase the ability of African researchers to identify and analyze social problems in their countries, and to develop appropriate social policy frameworks for addressing them which are relevant to the situation of African countries in a global society.	PB-CORP   Anciens
	001993	Perspective africaine sur l'ajustement structurel	Afrique	Le projet a donc l'intention de fournir la première occasion réelle aux universitaires africains d'apporter une rétroaction organisée au débat.	PSE   CEC
18 projets avec financement du CRDI					

<b>Contacts</b>	Avenue Cheikh Anta Diop X Canal IV, Dakar-Sénégal Contact : Dr. Ebrima Sall, Directeur de Recherche Tel: 8256597 Fax: 8241289 E-mail: <a href="mailto:codesria@codesria.org">codesria@codesria.org</a> Site : <a href="http://www.codesria.org">www.codesria.org</a>
<p style="text-align: center;"><b>Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche (CORAF)</b></p>	
<b>Aperçu</b>	Le CORAF (Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole) est une des quatre organisations sous-régionales membres du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Il regroupe actuellement 21 Systèmes Nationaux de Recherches Agricoles (SNRA).
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervient dans les pays qui sortent des conflits armés ;</li> <li>- Participe à la reconstruction des SNRA de ces mêmes pays ;</li> <li>- Tient des ateliers de définition d'une stratégie et un plan directeur-type pour la reconstruction et la réhabilitation des SNRA en situation de post-conflit armé ;</li> <li>- relever les défis de la recherche et du développement agricoles avec son <b>Plan Stratégique de Coopération (1999-2014)</b> a pour objectifs:             <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'identifier des priorités en matière de coopération ;</li> <li>- d'établir un cadre de négociation et de dialogue entre les différents partenaires ;</li> <li>- de proposer un mécanisme de financement durable de la coopération sous-régionale.</li> </ul> </li> </ul>

<b>Bailleurs de fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Institut Universitaire des Nations Unies pour les Ressources Naturelles (UNU/IRNA) et l'organisation «Africans for Development» basée à Londres.</li> <li>- CRDI : il existe déjà une action concertée car une partie de ce programme est financée par le CRDI.</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	Existe déjà un partenariat entre le CRDI et le CORAF

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	103999	Reconstruction et réhabilitation des systèmes nationaux de recherche agricole (Afrique de l'Ouest et du Centre)	Afrique de l'Ouest	Cette subvention permet au CORAF de tenir un atelier de définition d'une stratégie et un plan directeur-type pour la reconstruction et la réhabilitation des SNRA en situation de post- conflit armé.	PRES, REG-FAR
	101196	Améliorer la gestion paysanne des aménagements hydro- agricoles	Afrique de l'Ouest, Sénégal	Le présent projet vise à promouvoir de cadres de concertation fonctionnels, l'accroissement des capacités professionnelles des organisations paysannes, le développement d'outils d'aide à la prise de décisions, la formation des acteurs impliqués et l'amélioration de la communication entre les bénéficiaires.	EGRN, PRE
	100001	Séminaire sur la jachère améliorante en Afrique tropicale	Afrique centrale, Afrique de l'Ouest	Le projet permettra également aux chercheurs de certains pays africains de participer à la table ronde qui sera organisée après les exposés et les débats.	EGRN, ETV

<b>Contacts</b>	7, Avenue Bourguiba BP 48 Dakar RP, Sénégal Tel: 869-96-18 Fax: 869 -96-31
<p style="text-align: center;"><b>Centre régional de Recherches sur Bananiers et Plantains (CRBP)</b></p>	
<b>Aperçu</b>	<p><b>Moyens de diffusion</b> Documentation, information et publication</p> <p>Les chercheurs disposent, en plus des moyens classiques de diffusion des résultats de la recherche, de différents journaux et documents internes édités par la coordination Scientifique. Ces publications sont disponibles sur simple demande.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Courrier du CRBP : Journal trimestriel d'information sur le CRBP</li> <li>- Planta-info : journal trimestriel d'information sur la filière plantain au Cameroun</li> <li>- Rapports Annuels : scientifiques, de coopération régionale et de développement</li> <li>- Documents du CRBP : rapports analytiques et expérimentations réalisées par le CRBP</li> <li>- Fiches techniques culture : bananier plantain, bananier dessert</li> <li>- Fiches de vulgarisation : fiche de vulgarisation du bananier plantain</li> <li>- Fiches variétales : fiches descriptives des variétés, hybrides créés au CRBP</li> </ul>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les recherches au CRBP s'articulent autour de quatre programmes :</li> <li>- Stratégies de lutte intégrée contre les maladies et ravageurs des bananiers et plantains.</li> <li>- Développement des techniques de contrôle du parasitisme tellurique</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des stratégies de lutte contre les cercosporioses du bananier</li> <li>- Amélioration des stratégies de lutte contre les charançons du bananier.</li> <li>- Amélioration variétale des plantains et bananiers pour les consommations locales.</li> <li>- Sélection et création de variétés (hybrides) de bananiers et plantains pour les consommations locales.</li> <li>- Gestion d'une des plus importantes collections au monde d'environ 450 variétés appartenant à différents groupes et sous-groupes génomiques.</li> <li>- Biotechnologies</li> <li>- Amélioration des systèmes de production et de commercialisation des plantains</li> <li>- Production, caractérisation et évaluation agronomique du matériel végétal</li> <li>- Amélioration des techniques culturales et des systèmes de cultures.</li> <li>- Observatoire agronomique et phytopathologique.</li> <li>- Modélisation et simulation d'exploitation.</li> <li>- Suivi et analyse des marchés.</li> <li>- Évaluation économique d'impact de la recherche.</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Pas spécifiés
<b>Liens potentiels</b>	Recherches en matière agricole
<b>Contacts</b>	CRBP Bureau de liaison : B.P. 832 Douala Cameroun Tél.: (237) 42 60 52 Tlc: (237) 42 57 86 Centre de Recherche de Njombé: Tél.: (237) 42 71 29

## Centre Régional d'Enseignement spécialisé en agriculture (CRESA)

<b>Aperçu</b>	<p>le Programme CRESA : décidé au sommet de Dakar en 1989 et confirmé par les sommets successifs de la Francophonie; initié par l'ACCT, développé et géré par l'AUELF-UREF, Opérateur de la Francophonie pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche; est une action de formation de cadres supérieurs au service du développement du monde rural notamment en Afrique; régi par une Charte visant à l'excellence, la professionnalisation et la régionalisation.</p> <p>Un CRESA a une vocation professionnalisante en accueillant : des étudiants titulaires d'un diplôme universitaire du niveau d'un second cycle; des cadres titulaires d'un diplôme du second cycle, ayant acquis une expérience professionnelle, désireux de bénéficier d'une formation spécialisée complémentaire; des professionnels venant suivre de façon ponctuelle certains modules de l'enseignement dispensé, ceci dans une perspective de formation continue.</p>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>Cinq CRESA fonctionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Économie et Sociologie rurales (Abidjan, Côte d'Ivoire)</li> <li>- Équipement rural et hydraulique (Ouagadougou, Burkina Faso)</li> <li>- Maîtrise de l'eau et irrigation (Rabat, Maroc)</li> <li>- Protection de l'environnement, Amélioration des systèmes agraires sahéliens (Niamey, Niger)</li> <li>- FORET – BOIS (Yaoundé, Cameroun)</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Coopération française
<b>Liens potentiels</b>	Inciter le CRESA à étendre son expérience dans les autres Etats de l'Afrique de l'Ouest.



<b>Contacts</b>	Responsable Programme CRESA Pr. Daniel Guitard Bureau Afrique AUPELF-UREF B.P. 10017 Liberté Dakar, Sénégal Tél: (221) 8 24 29 27 Télécopie : (221) 8 25 35 58
<h2 style="text-align: center;">École inter-états des Sciences et médecine vétérinaires (EISMV)</h2>	
<b>Aperçu</b>	<p>L'École Inter-Etats des Sciences et médecine Vétérinaires (EISMV), créée en 1968, a une double mission - la formation de Vétérinaires avec et dans les réalités de leurs régions - le développement d'activités de recherche. Elle dispense un enseignement de qualité assuré par un corps professoral dévoué, secondé par un personnel administratif, technique et de service et complété par des missions d'enseignement dispensés par des Professeurs des Écoles vétérinaires françaises, de Tunisie, du Maroc, entre autres. Les activités de recherche sont menées dans les Laboratoires. L'EISMV assure, par l'intermédiaire de sa Clinique, une mission de service public : consultation et soins aux animaux, prévention des maladies animales par la vaccination...etc. Les enseignants sont répartis dans deux grands Départements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Département de Santé Publique et environnement</li> <li>- le Département des Sciences Biologiques et Productions animales.</li> </ul>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>L'Observatoire des Métiers de l'Élevage (OME) est destiné à mesurer L'évolution des qualifications, à favoriser l'insertion professionnelle des diplômés et à gérer des informations sur le développement des filières de productions animales dans le but - de prendre en compte la relation formation-qualification-emploi - de créer un répertoire sur les vétérinaires africains spécialisés et d'avoir les données statistiques sur l'évolution du taux d'insertion des diplômés vétérinaires dans les états membres (meilleures intégration des diplômés) afin de développer des échanges de compétences - de recueillir des données statistiques sur l'évolution du cheptel de manière à élaborer les indicateurs de production et de santé - de promouvoir les organisations Professionnelle d'Éleveurs pour renforcer leurs capacités.</p>

<b>Bailleurs de fonds</b>	Les Etats membres et des bailleurs multilatéraux.
<b>Liens potentiels</b>	Participer aux renforcements des capacités de l'école afin de juguler les effets des maladies animales et de leurs répercussions possibles sur la santé humaine.

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	103899	Grippe aviaire : production d'une mallette pédagogique	Afrique de l'Ouest	Cette subvention permet à l'EISMV de produire la mallette en consultation avec le service de Santé animale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de traduire le contenu en anglais et de reproduire et distribuer la mallette aux pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.	PRES, REG-FAR
	102455	Projet pilote du NEPAD pour le secteur de l'élevage et des ressources animales de l'UEMOA	Afrique de l'Ouest	Le présent projet permettra à l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaires de Dakar de traduire les priorités sous- régionales de l'UEMOA en projets pilotes du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.	PRES, REG-FAR
	100735	Utilisation des TICs dans le suivi temporel du bétail transhumant	Afrique de l'Ouest, Burkina Faso, Mali, Sénégal	L'objectif général est de permettre aux populations sahéliennes d'accéder aux ressources pastorales et de mieux les utiliser en saison sèche grâce aux nouvelles TIC.	TIC-D, Acacia
5 projets avec financement du CRDI.					

<b>Contacts</b>	École Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires B.P.: 5077 Dakar Tel: (221) 865 10 08 Fax: (221) 825 42 83 E-mail: <a href="mailto:mariamd@refer.sn">mariamd@refer.sn</a>
<h2 style="text-align: center;">ENDA-Diapol/ Pôle Inter-Afrique</h2>	
<b>Aperçu</b>	Enda Diapol « se propose d’agir sur la pauvreté dite « politique » en favoriser la participation des divers acteurs, y compris ceux dits « périphériques », à la définition des politiques de développement... Enda Diapol encourage la décentralisation de la fonction politique ». Enda-diapol est membre d’un réseau qui vise la : « promotion de la coopération transfrontalière comme moteur de l’intégration régionale, du développement de la paix ».
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Mène une recherche –action visant à documenter les dynamiques économiques, commerciales et sociales dans les espaces transfrontaliers ouest-africains : la zone comprise entre Sikasso-Korogho-Bobo Dioulasso (Mali, Côte d’Ivoire et Burkina Faso et l’espace Sénégal-Gambie-Guinée). Mais cette recherche vise aussi un autre espace transfrontalier entre le Niger et le Nigeria. La finalité de ce projet est de rédiger un rapport sur les plans d’aménagement de ses espaces transfrontaliers. Le pôle a produit deux rapports sur ses activités en matière d’intégration sous-régionale. Enda Diapol a publié une série d’ouvrages sur la pêche dans la sous-région : notamment Gambie, Mauritanie et Sénégal. Il vient de publier un ouvrage, <i>Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l’Ouest</i> , en juin 2007 en coédition avec le CRDI et Karthala.
<b>Bailleurs de fonds</b>	OCDE/CSAO et autres bailleurs bilatéraux....
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI a déjà participé au financement d’une publication portant sur les dynamiques transfrontalières, éditée en juin 2007.

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	102918	Enda Diapol Publications	Afrique de l'Ouest	Réaliser et diffuser une publication autour de Frontières et dynamiques d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.	PRES   REG-RAF
	101951	Frontières et dynamiques d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Documenter les dynamiques d'intégration régionale dans les espaces transfrontaliers ouest- africains et de procéder à une synthèse régionale de trois études effectuées dans ces espaces.	PRES   REG-RAF
32 projets avec financement pour ENDA en générale.					
Contacts	Enda Diapol Immeuble Youssou Ndour Corniche x Rue 15 BP 7329 Tel : 221 823 53 47 / 221 823 67 13 E-mail: <a href="mailto:interafriques@endadiapol.org">interafriques@endadiapol.org</a>				

## Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF)

<b>Aperçu</b>	L'ACBF est basé à Harare au Zimbabwe. C'est un organisme indépendant créé en février 1999 par trois institutions la BAD, la BM et le PNUD, les Gouvernements africains et les donateurs bilatéraux. Sa création répond largement à la volonté de prendre en compte les problèmes qui se posent aux pays de la région sub-saharienne.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	ACBF co-finance le programme MOST sur l'intégration sous-régionale.
<b>Bailleurs de fonds</b>	BAD, BM, PNUD et Gouvernements africains.
<b>Liens potentiels</b>	
<b>Contacts</b>	The African Capacity Building Foundation 7th & 15th Floors, Intermarket Life Towers, Cnr. Jason Moyo/Sam Nujoma Street, P. O. Box 1562, Harare, Zimbabwe. Phone: +(263 - 4) 790398/9, 700208/210 Fax: +(263 - 4) 702915, 738520 Email: <a href="mailto:root@acbf-pact.org">root@acbf-pact.org</a>

## Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA)

<b>Aperçu</b>	FARA est forum sur la recherche agricole en Afrique. Il regroupe plusieurs organismes dont le credo est de mettre en synergie leurs expériences et de former un réseau pour le développement de la recherche en matière agricole. Le FARA plaide pour que les SNRA renforcent leurs capacités pour faire avancer la recherche en matière d'agriculture.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutte pour la réduction de la pauvreté en Afrique, rendre l'agriculture africaine plus compétitive, renforcer les petits producteurs et les entreprises pastorales;</li> <li>- Créer les conditions nécessaires pour améliorer la productivité agricole afin de rendre cette dernière plus compétitive par rapport aux exigences du marché mondial ;</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Non spécifiés
<b>Liens potentiels</b>	

<b>Contacts</b>	<p>FARA Office in Accra:  Email: <a href="mailto:info@fara-africa.org">info@fara-africa.org</a></p> <p>Executive Secretary : Monty P. Jones  Address : FARA Secretariat  PMB CT 173 Cantonments  Accra, Ghana</p> <p>Visiting address : 2 Gowa Close, Roman Ridge, Accra, Ghana  Website : <a href="http://fara.infosysplus.org">http://fara.infosysplus.org</a>  Tel : +233 21 772823 or 779421  Fax : +233 21 773676  Email : <a href="mailto:MJones@fara-africa.org">MJones@fara-africa.org</a></p>
<h2 style="text-align: center;">Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO)</h2>	
<b>Aperçu</b>	<p>La FRAO a pour objectif de créer et de développer un discours d'optimisme aux communautés rurales. Elle insiste de manière particulière sur leur capacité à opérer des choix parmi les innovations disponibles. Elle pense que les changements d'attitudes dans le monde rural, car les populations peuvent l'initier et le prendre en charge.</p> <p>Objectifs de développement à moyen terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailler en partenariat avec les communautés rurales pour analyser les conflits, les contraintes et les besoins,</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégager une vision du futur, mettre les communautés en relation avec d'autres acteurs de manière avantageuse pour toutes les parties,</li> <li>- Agir pour mobiliser les ressources en termes financiers et de connaissances,</li> <li>- Renforcer les capacités des organisations locales pour qu'elles prennent en charge leurs besoins.</li> <li>- Capacité de fonctionnement en réseau</li> </ul>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Approche thématique</b> Gouvernance locale, Gestion des ressources naturelles et de l'environnement, Développement participatif des technologies, Développement institutionnel entre les organismes d'appui au développement, les collectivités locales, les organisations de producteurs, le privé et les services administratifs déconcentrés.</li> <li>• <b>Zones géographiques d'intervention</b> Sénégal, Mali, Gambie, Guinée Bissau, République de Guinée : projets d'assistance technique Sous-région de l'Afrique de l'Ouest : programmes d'exécution technique Couverture internationale : projets de réflexion collective dans le cadre du "réseautage"</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Financement</b> Budget annuel : 1 million de US Dollars Origine des fonds : Fondation FORD (35 %), CRDI (20 %), autofinancement par les programmes et les services proposés (45 %)</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI finance une partie des programmes de la FRAO.

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	102545	Appui en suivi-évaluation à Connectivité Afrique	Afrique de l'Ouest	Renforcer les capacités des partenaires de CA en matière de suivi évaluation et d'élaboration de programme de suivi-évaluation	TIC-D   CA
	102615	Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest - exploiter l'expérience en cartographie des incidences	Afrique de l'Ouest	Travailler aux extrants de la phase II du projet de financement de base (100379).	PRES   EVAL
	101579	Renforcement des capacités en approches participatives	Afrique de l'Ouest	L'amélioration de la participation des populations dans le processus de réflexion, d'analyse et de décision en matière de développement.	TIC-D   Acacia
9 projets avec financement du CRDI					
Contacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>Momar Lissa Dieng</li> <li><b>Siège</b> FRAO - Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest CP 13 Dakar-Fann Sénégal Courriers électroniques <a href="mailto:warfed@cyg.sn">warfed@cyg.sn</a> <a href="mailto:fraocoor@metissanca.sn">fraocoor@metissanca.sn</a></li> </ul>				

## Gorée Institute

<b>Aperçu</b>	<p>Le Gorée Institute s'est engagé pour être au premier rang de la production du savoir concernant l'Afrique. L'Institut tente aussi de relever le défi de la diffusion et de la propagation de ce savoir. Constat : difficultés pour la plupart des africains d'accéder au média traditionnel de la diffusion. Le Centre Ressource-Documentation de l'Institut multiplie les formes mais également les différents canaux du savoir par des publications.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- publications de haute qualité intellectuelle</li> <li>- combinaison originale des connaissances et du savoir des personnes-ressources de l'Institut, des recherches menées sur le terrain</li> </ul>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>Pour les prochaines années l'institut veut renforcer ses Activités pour la Paix en Afrique (APA. Les différents programmes de l'institut se déclinent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- interventions pratiques au niveau la recherche par une réflexion critique;</li> <li>- innovation et création;</li> <li>- rencontres régulières des groupes de chercheurs, décideurs, artistes et activistes de la société civile ;</li> <li>- discussion autour de thématiques comme : le genre, les droits humains, l'efficacité organisationnelle et les questions constitutionnelles...</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Non identifiés
<b>Liens potentiels</b>	Echanges d'expériences sur les formes d'organisation de la société civile, capitalisation des connaissances sur le genre et mutualisation des canaux de diffusion du savoir....
<b>Contacts</b>	<p>1, Rue du jardin, Goree, B.P. 05 île de Goree, Senegal          Tel: (+221) 849 48 49          Fax: (+221) 822 54 76          E-mail: <a href="mailto:info@goreeinstitute.org">info@goreeinstitute.org</a></p>

## Institut Africain de Gestion urbaine (IAGU)

<b>Aperçu</b>	<p>Créé en 1987, l'IAGU est une ONG internationale spécialisée dans la recherche-développement, l'appui technique, la formation et l'information. Il intervient sous l'égide de la Fondation Africaine pour la Gestion Urbaine (FAGU).</p> <p>L'IAGU apporte un appui conséquent aux municipalités et aux autorités des villes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour le renforcement de leurs capacités de planification et de gestion et pour l'amélioration de la gouvernance locale, la promotion d'une gestion durable de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté.</p>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>L'IAGU mène un projet de développement de l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du Centre : le manque de financement. Cette lacune a été soulevée par les agriculteurs et les agricultrices dans le cadre du Réseau francophone pour l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du Centre (RFAU/AOC). Les chercheurs évaluent la demande et l'offre de financement dans les villes ciblées (Cotonou, Ouagadougou, Nouakchott, Dakar, Thiès, Louga et Saint-Louis), de faciliter l'accès au crédit agricoles, de favoriser l'appropriation des résultats de la recherche par les entités prêteuses et de diffuser largement les résultats obtenus. Les incidences prévisibles du projet sont des établissements financiers plus disposés à investir dans des projets d'agriculture urbaine, des agriculteurs et agricultrices mieux préparés à gérer leurs demandes de crédit et des municipalités davantage sensibilisées à l'importance de l'agriculture urbaine.</p>
<b>Bailleurs de fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme des Nations Unies pour l'Environnement,</li> <li>- Secrétariat de la Convention de Bâle</li> <li>- CRDI</li> <li>- Programme des Nations Unies pour l'Habitat (UN-HABITAT) <a href="http://www.unhabitat.org">http://www.unhabitat.org</a></li> <li>- Resource Center on Urban Agriculture and Forestry (RUAF) <a href="http://www.ruaf.org">http://www.ruaf.org</a></li> <li>- International Water and Sanitation Centre (IRC) <a href="http://www.irc.nl">http://www.irc.nl</a></li> <li>- The Institute for Housing and Urban Development Studies <a href="http://www.ihs.nl">http://www.ihs.nl</a></li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) <a href="http://www.undp.org">http://www.undp.org</a></li> <li>- Bureau International du Travail (BIT)</li> <li>- Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA)</li> <li>- Programme de Développement Municipal (PDM)</li> <li>- Enda TM</li> <li>- L'École Inter-Etats d'Ingénieurs de l'Équipement Rural (EIER) au Burkina Faso</li> <li>- Fondation Africaine pour la Gestion Urbaine (FAGU)</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI finance une partie du programme de renforcement de l'agriculture urbaine.

Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	103801	Site d'enfouissement de Mbeubeuss : à la recherche de la santé humaine, la santé environnementale et les moyens de subsistance (Sénégal)	Afrique de l'Ouest, Sénégal	Cette subvention permet à l'équipe de la ville ciblée de Dakar de mener des projets de recherche avec les parties intéressées afin de bonifier les politiques sur l'utilisation sûre et durable du site d'enfouissement.	EGRN, PUE
	102972	Stratégies alternatives de financement des agriculteurs et des agricultrices urbains en Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Bénin, Mauritanie, Afrique de l'Ouest, Sénégal	Ce projet répond à l'obstacle principal au développement de l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du Centre : le manque de financement.	EGRN, PUE
	102187	Formation sur la cartographie des incidences des acteurs de l'agriculture urbaine en Afrique de l'ouest	Afrique de l'Ouest	Cette subvention permettra à IAGU d'organiser une formation sur la cartographie des incidences (Outcome Mapping) à l'intention des coordinations nationales du Réseau francophone pour agriculture urbaine et Afrique de l'Ouest et du Centre (RFAU/AOC).	EGRN, PUE
6 projets avec financement du CRDI.					

<b>Contacts</b>	Adresse Postale: Liberté 6 Extension n° 5 BP. 7263 DAKAR, Sénégal Téléphone: +221 827-2200 Fax: +221 827-2813 Nom du chercheur : Moussa Sy Chargé de Programme E-mail : moussa-at-iagu.org Internet : <a href="http://www.iagu.org">http://www.iagu.org</a>
<h2 style="text-align: center;">Institut Africain de Développement et de Planification (IDEP)</h2>	
<b>Aperçu</b>	Institution panafricaine née il y a trente ans, elle a pour vocation de développer le « capital humain » afin de permettre la promotion du développement socio-économique des Etats africains. L’Institut se charge, entre autres, de former des cadres africains, de mener des recherches sur les questions de politiques. Il vise un objectif, défendre, à partir d’une indépendance intellectuelle, l’indépendance économique du continent. Il a une vocation continentale.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- programme de DEA en Politique économique et Gestion de l’économie ;</li> <li>- programme de formation de courte durée ;</li> <li>- programme de formation sur mesure.</li> </ul> <p>Tous ces programmes ont pour objectif de former les acteurs dans les domaines de l’intégration économique régionale. Le regain d’intérêt pour promouvoir l’intégration régionale doit être accompagné par la formation « d’une masse critique de personnes dévouées » pour la vulgarisation « d’un langage commun entre les acteurs et les parties prenantes, tant publics que privés » dans tous les pays africains. L’IDEP est un</p>

	institut moderne qui offre à ses séminaristes des outils performants pour la réalisation de leurs objectifs de formation. Il met l'accent sur les échanges d'expériences entre acteurs venus de plusieurs régions du continent. Formations destinées aux employés et personnels chargés des questions d'intégration sous-régionales (secrétariats des communautés économiques sous-régionales et de la commission de l'Union Africaine).
<b>Bailleurs de fonds</b>	UA et ONU
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI finance une partie des programmes de l'IDEP.



Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme
	103784	Onzième réunion annuelle de l'Association économétrique africaine	Afrique de l'Ouest, Sénégal	Cette subvention va couvrir les frais de participation de 20 chercheurs africains à la réunion.	PRES, REG-FAR
	101880	IDEP Capacity Building in Anticipation of SISERA Migration	Afrique de l'Ouest	La présente subvention permettra à l'IDEP de renforcer ses capacités de gestion financière et de soutien administratif et de mettre à niveau son infrastructure de technologie de l'information et de la communication (TIC) pour accueillir le SISERA.	PB-CORP, DGPP CORP
	100193	Développement de programme de formation sur l'approche culturelle du développement en Afrique	Afrique de l'Ouest, Sénégal	Contribuer à la création et au renforcement de la capacité des institutions de recherche et de formation en Afrique pour le développement et l'utilisation des outils et techniques en vue de l'intégration des dimensions culturelles dans les cadres et processus de développement.	TIC-D, Acacia

<b>Contacts</b>	Rue du 18 juin, BP 3186, Dakar-Sénégal Tel: 823-84-26 Fax: 822-29-64 Contact: Prof. Aloysius Ajab Amin Directeur Adjoint et Chef de Division Formation E-mail: <a href="mailto:a.amin@unidep.org">a.amin@unidep.org</a> , <a href="mailto:Ajab1@hotmail.com">Ajab1@hotmail.com</a>
<div>Institut d'économie rurale (IER)</div>	
<b>Aperçu</b>	L'institut formule des termes de référence pour les études d'impact des programmes et assure la liaison entre les instituts de recherche régionaux et internationaux afin d'approfondir les échanges d'information dans les deux sens et à préserver une présence active de l'institut dans les réseaux de recherche. Son expertise s'exprime à travers la recherche agricole : agronomie, productions animales, ressources forestières et halieutiques, agro-économie, système de production rural et aménagement.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	La Direction Scientifique travaille sur 17 programmes de recherche : riz de bas-fonds, riz irrigué, mil, maïs, sorgho, niébé, arachide, coton, fruits et légumes, bovin, petits ruminants, volaille, ressources forestières et halieutiques, machinisme, système de production et gestion des ressources naturelles, économie des filières.
<b>Bailleurs de fonds</b>	Non identifiés
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI finance une partie des programmes de l'Institut.

	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme	
Projets avec CRDI	100233	Intégration agriculture élevage et gestion des ressources naturelles (Afrique de l'Ouest)	Afrique de l'Ouest	Étudier comment promouvoir une gestion participative et concertée des ressources naturelles au niveau des terroirs exploités par les communautés villageoises.	EGRN, ETV	
	910289	Espèces médicinales (Mali)	Afrique de l'Ouest, Mali	Étude des façons de concilier le recours aux plantes médicinales et la protection de l'environnement.	Inconnu	
Contacts	Adresse civique: Avenue Mohamed V, Bamako, Mali Adresse postale: B.P. 258, Bamako, Mali					
Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA)						
Aperçu	L'INERA est un des quatre instituts de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique et technologique (CNRST). C'est une structure publique spécialisée et officiellement mandatée pour assurer la formulation, l'exécution et la coordination des recherches environnementales et agricoles au Burkina. L'organisation scientifique de l'INERA repose sur quatre départements regroupant un total de seize programmes de recherche.					
Programmes ou projets en cours	<ul style="list-style-type: none"><li>- De 1999 à 2002, l'INERA via les différents CRREA, a réussi à établir sept (07) contrats de partenariat de recherche avec des organisations professionnelles de producteurs. Les résultats enregistrés sont très encourageants.</li><li>- Depuis les années 90, il initie un programme de renforcement d'une interface entre la recherche et le développement.</li></ul>					
Bailleurs de fonds	<ul style="list-style-type: none"><li>- Banque mondiale</li><li>- BAD</li></ul>					

	- Coopération danoise				
<b>Liens potentiels</b>	Réflexion commune sur la mise en commun des résultats dans ce domaine de la gestion des ressources forestières et possibilité de mener des études conjointe sur la gestion des espaces transfrontaliers. Échange sur son expérience de l'interface recherche et développement.				
<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>
	102205	Foncier et développement agricole durable en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Le Forum sur le foncier et le développement agricole durable en Afrique de l'Ouest offre une occasion de partager les acquis du Forum de Niamey sur l'impact des conflits ruraux et la place de la recherche dans la prévention et la gestion de ceux-ci.	PRES, REG-FAR
	004358	Valorisation des eaux usées et des déchets urbains pour l'agriculture urbaine (Burkina Faso)	Afrique de l'Ouest	L'étude a pour objectif une valorisation des déchets solides et liquides dans l'agriculture urbaine à Ouagadougou. Elle constitue la première phase d'une étude globale qui envisage la réutilisation dans l'agriculture urbaine des eaux usées traitées de la future station de lagunage de Kossodo.	EGRN, PUE
	5 projets avec financement du CRDI.				
<b>Contacts</b>	04 BP: 8645 Ouagadougou 04 Tél: +226 50 34 02 70 / 50 34 71 12 Fax: +226 50 34 02 71 E-mail: <a href="mailto:inera.direction@fasonet.bf">inera.direction@fasonet.bf</a>				

## Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO)

L'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) est une organisation internationale non-gouvernementale, indépendante et laïque, créée en 2000 et issue d'un programme Afrique de l'Ouest engagé depuis 1988. Il est le premier Panos du Sud membre du Panos Council. Depuis son siège, à Dakar, l'IPAO mène ses activités à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, avec des représentations ou des correspondants dans la plupart des pays. L'IPAO œuvre, par l'information et la communication, à la construction d'une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix.

Pour cela, l'IPAO vise à :

- Ouvrir et consolider les espaces publics de débats sur la communication et y accroître le rôle de la société civile
- Contribuer à la structuration du secteur des médias
- Produire et diffuser une information pertinente et de qualité, génératrice d'une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix

Renforcer la construction et l'innovation institutionnelles ainsi que les synergies au niveau régional et interrégional.

Non identifié

Développement d'une politique de communication à la base et de la vulgarisation des résultats de la recherche, mise en place d'un réseau de journalistes ouest-africains.

Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme	
102507	Presse écrite: médiatrice des enjeux de la société de l'information	Afrique de l'Ouest	Sensibiliser les journalistes à l'importance des enjeux de la société de l'information.	TIC-D	
101723	Suivi du Séminaire de formation sur l'analyse quantitative de la pauvreté	Afrique de l'Ouest	Renforcer la connaissance des journalistes sur les questions liées à la pauvreté.	PRES   REG-FAR	
101341	Training of African Journalists on Poverty Issues	Afrique de l'Ouest	Formation pour les journalistes.	PSE   MIMAP	
Institut Panos Afrique de l'Ouest 6, rue Calmette BP 21 132 Dakar Ponty Dakar - Sénégal Tél : +221 849 16 66 Fax : +221 822 17 61					
<div> <b>Institut de Recherche pour le Développement (IRD)</b> </div>					
<b>Aperçu</b>	L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) est un établissement français public à caractère scientifique et technique placé sous la tutelle des ministres chargés de la Recherche et de la Coopération. Il a pour mission de développer des projets scientifiques centrés sur les relations entre l'homme et son environnement dans la zone intertropicale.				

	La dimension régionale : depuis 1999, l'Institut a compétence sur le Cap Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Mauritanie. Cette coopération avec ces pays de la sous région correspond à des besoins faisant appel à nos laboratoires de Dakar et aux instruments du partenariat mis en oeuvre depuis Paris. Très diversifié avec la Mauritanie, le partenariat s'exerce en Gambie dans le domaine des pêches et de la santé et concerne les zones protégées avec la Guinée Bissau.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>La création de nombreuses unités de recherche et de service a le redéploiement des activités de l'IRD au plan régional. Trois pôles de compétences émergent en matière de santé, en amont de l'agriculture et dans le domaine des systèmes aquatiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sociétés et santé</li> <li>- Ressources vivantes</li> <li>- Milieux et environnement</li> <li>- Octroi de bourses de recherche pour les étudiants du Sud</li> <li>- Parmi ses programmes en cours, l'IRD conduit des recherches sur la tuberculose et les maladies dérivées</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gouvernement français</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	

<b>Contacts</b>	<p>Représentation IRD Sénégal Représentant: Mr Christian Colin Immeuble Mercure, 3ème étage, Av Georges Pompidou x Wagane Diouf BP 1386, Dakar - Sénégal Téléphone : +221 849 83 30 Fax : +221 849 83 48 Courriel : <a href="mailto:infos@ird.sn">infos@ird.sn</a>, <a href="mailto:jacqueline.thomas@ird.sn">jacqueline.thomas@ird.sn</a></p> <p>Coordonnées IRD Hann Route des Pères Maristes, BP 1386, Dakar - Hann Téléphone : +221 849 35 35 Fax : +221 832 43 07</p> <p>Coordonnées IRD Bel-air Route des hydrocarbures, BP 1386, Dakar Téléphone : +221 849 33 33 Fax : +221 832 16 75</p>
-----------------	---



## Institut du Sahel

<b>Aperçu</b>	Créé le 11 septembre 1976, l'Institut du Sahel est un établissement public interétatique doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Son mandat : Coordination, harmonisation et promotion de la recherche scientifique et technique dans les pays du Sahel.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<p>Domaines d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes et Recherches sur l'Environnement l'Agriculture et Marchés</li> <li>- Etudes et Recherches sur La population et développement</li> <li>- Comment nourrir 85 millions de sahéliens en 2015, 110 millions en 2025</li> <li>- Favoriser et faciliter les échanges entre les systèmes nationaux qui interviennent dans le domaine de la recherche (agricole et population/développement) pour impulser une dynamique de coopération et proposer des actions catalytiques soutenant une agriculture productive et une meilleure gestion des ressources naturelles en vue de créer les conditions d'une production durable et compétitive.</li> <li>- «Coordonner, harmoniser et promouvoir les actions d'études et de recherches sur l'Environnement l'Agriculture et Marchés et sur la population et le développement ».</li> <li>- Jeunes en dangers avec le VIH SIDA</li> <li>- Santé de la reproduction</li> <li>- Scolarisation de la petite fille</li> <li>- Population &amp; Environnement</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	<p>Allemagne, Canada, France, Pays-Bas, USA, Suisse, Danemark, Japon, Italie</p> <p>Partenaires multilatéraux:</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission Africaine de la Foresterie et de la Faune</li> <li>- Club du Sahel</li> <li>- Commission Européenne</li> <li>- Fonds Européen de Développement</li> <li>- Comité de Solidarité Islamique avec les Peuples du Sahel</li> <li>- Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)</li> <li>- CTA</li> <li>- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)</li> <li>- Communauté économique du Bétail et de la Viande (CEBV)</li> <li>- Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du Français</li> <li>- Groupe de Travail Inter-agences sur la Désertification Autorité inter-gouvernementale sur la Sécheresse et le Développement (IGADD)</li> <li>- Programme sur l'Homme et la Biosphère</li> <li>- Commission scientifique, technique et de la Recherche de l'Organisation de l'Unité Africaine</li> <li>- Centre International de Coopération en Recherche Agricole pour le Développement</li> <li>- Bureau des Nations Unies pour la Zone Soudano-Sahélienne (UNSO)</li> <li>- Commission du Bassin du Lac Tchad</li> <li>- Système Mondial d'Information et d'Alerte Précoce sur l'Alimentation et l'Agriculture (SMIAR/FAO)</li> <li>- Observatoire du Sahel et du Sahara (OSS)</li> <li>- Organisation Météorologique Mondiale (OMM)</li> <li>- Conseil Ouest Africain des Examens Fews-Net</li> <li>- Fonds International pour le Développement Agricole</li> <li>- Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</li> </ul>
<b>Liens potentiels</b>	Voir les projets déjà financés par le CRDI dans son programme de coopération avec l'Institut.

<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>
	065026	Programme de recherche en éducation environnementale au Sahel (PREES)	Afrique de l'Ouest	Mettre en place un programme de recherche en EE pour renforcer les capacités individuelles et institutionnelles de recherche en éducation environnementale dans les pays du CILSS.	PB-CORP   Ancien
	900187	Migration et urbanisation en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Recherches approfondies sur les causes, les tendances et les conséquences de la migration et de l'urbanisation.	PB-CORP   Anciens
	880015	Réseau sahélien d'information - Phase III	Afrique de l'Ouest	Centre régional de documentation (RESADOC) et formation de spécialistes des méthodes et des programmes informatiques	PB-CORP   Anciens
11 projets avec financement du CRDI.					
<b>Contacts</b>	Coordonnées des CONACILSS par pays membres  <b>Sénégal</b> Tél. (221) 21.24.61 Fax (221) 23.73.02 Email :conacils@sentoo.sn				

## Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES)

<b>Aperçu</b>	LARES est une organisation non gouvernementale Béninoise spécialisée dans l'analyse de la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest. Le LARES intervient en développement local, aménagement du territoire, et a réalisé de nombreuses études au Bénin et en Afrique de l'Ouest sur l'analyse du fonctionnement des filières agricoles, la décentralisation, les questions foncières.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Vient de finir un travail pour le compte de la Banque mondiale sur les organisations sous-régionales (information à vérifier)
<b>Bailleurs de fonds</b>	Travaux de consultance et production de rapports.
<b>Liens potentiels</b>	Profits énormes à tire de l'expérience personnelle du Pr. John Igué qui a beaucoup écrit sur les frontières et les espaces transfrontaliers.
<b>Contacts</b>	Pr. John O. Igué 08 B.P. 592 Cotonou, Bénin Tél : 229 21 30 52 40 229 21 30 76 73 229 21 30 76 95 Fax : 229 21 30 52 41 E-mail : <a href="mailto:lares@intnet.bj">lares@intnet.bj</a>

## Management of Social Transformations (MOST) (UNESCO)

<b>Aperçu</b>	Le programme MOST a été mis en place en mars 1994. Il fait partie du Secteur des Sciences Sociales et Humaines de l'UNESCO. Il est conçu comme un programme de recherche qui vise à produire des connaissances pour les décideurs politiques. Il a pour objectif principal de promouvoir la recherche comparative internationale, interdisciplinaire et politiquement pertinente pour l'ensemble des questions qui aux dynamiques des sociétés.				
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Séminaires nationaux sur : « Les Etats-nations face aux défis de l'intégration sous-régionale ».				
<b>Bailleurs de fonds</b>	UNESCO				
<b>Liens potentiels</b>	Le CRDI collabore avec le programme pour la poursuite des cinq derniers séminaires nationaux.				
<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>
	104253	UNESCO Most Program: Regional Integration in West Africa	Afrique de l'Ouest	Strengthening national and regional capacities for research and informed policy making to influence national and regional policy making and programme implementation.	PRES   REG-FAR

<b>Contacts</b>	Contact Dakar : Pr. Boubacar Barry, Coordonnateur Régional du Projet Most Sur l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest BP 5736 Dakar-Sénégal Tel 8249301 Cell : 6053486 E-mail : <a href="mailto:bbarry@sentoo.sn">bbarry@sentoo.sn</a>
<h2 style="text-align: center;">Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)</h2>	
<b>Aperçu</b>	<p>L'OMVS est l'aboutissement d'un long processus de tentatives pour la maîtrise et l'exploitation rationnelle des ressources du fleuve Sénégal et de sa vallée.</p> <p>Cette entreprise remonte à la période Coloniale avec, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La création, en 1934, de la Mission d'Etudes et d'Aménagement du fleuve Sénégal (MEAF),</li> <li>• La création, en 1938, de la Mission d'Aménagement du fleuve Sénégal (MAS),</li> <li>• En 1959 la MAS devient un organe commun de mise en valeur du fleuve au service des trois Etats autonomes,</li> <li>• La création, en 1963, du Comité Inter-Etats qui regroupait la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.</li> <li>• La création de l'Organisation des États Riverains du fleuve Sénégal en mars 1968 à Labé (République de Guinée).</li> </ul> <p>Comme indiqué ci-dessus, le cadre Institutionnel de l'Organisation qu'est aujourd'hui l'OMVS a connu bien des mutations avant 1972, date de sa création et au cours de ses trois décennies d'existence.</p>
<b>Programmes ou projets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'OMVS active sa refondation [atelier du 6 août 2007] pour relever les défis du développement local avec les acteurs de la base, les associations, organisations non gouvernementales, les jeunes comme les moins jeunes. Le contexte est d'autant plus favorable que l'arrivée de</li> </ul>

<b>en cours</b>	<p>la Guinée dans l'organisation depuis le 17 octobre 2006, a ouvert de larges perspectives à l'Omvs. Les idées prononcées Haut Commissaire sont instructifs en la matière : « Depuis 2003, contre vents et marées, faisant fi des attitudes rétives des uns et des autres, nous avons profondément remanié notre approche d'aménagement par bassin, en l'insérant dans le renouvellement global de notre pensée. Il ne s'agit plus simplement de mettre le citoyen de l'Espace-Omvs au cœur du processus, plus question, selon lui également, de rester en tête à tête avec nous-mêmes et de nous regarder comme un modèle ordonné tel que l'avaient imaginé nos aînés, mais d'inventer au contraire de nouveaux paradigmes de programmation, de contrôle, de partage, de gestion de l'information et in fine, de conduite de nos projets et programmes.» ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser l'objectif d'autosuffisance alimentaire pour les populations du bassin et, partant, de la sous-région ;</li> <li>- Sécuriser et améliorer les revenus des populations de la vallée ;</li> <li>- Préserver l'équilibre des écosystèmes dans la sous-région et plus particulièrement dans le bassin ;</li> <li>- Réduire la vulnérabilité des économies des Etats-Membres de l'Organisation face aux aléas climatiques ainsi qu'aux facteurs externes.</li> <li>- Accélérer le développement économique des États-membres.</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Etats membres et bailleurs bi et multilatéraux....
<b>Liens potentiels</b>	
<b>Contacts</b>	<p><b>SIÈGE OMVS</b>          Mohamed Salem Ould MERZOUG : Haut Commissaire          46, Rue Carnot, - BP : 3152 , Dakar ; Sénégal          Télex : 51 670 ORMIVAF SG          Tél. : (221) 823-45-30          Fax : (221) 822-01-63          e-mail : <a href="mailto:omvsphc@sentoo.sn">omvsphc@sentoo.sn</a></p>

## Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)

<b>Aperçu</b>	<p>OSIWA consacre son soutien à la création des sociétés ouvertes en Afrique de l'Ouest où fonctionnent la démocratie, la bonne gouvernance, la primauté de la loi, le respect des libertés fondamentales et une participation civique générale. OSIWA est persuadée qu'elle est le plus utile en appuyant des initiatives innovatrices et celles servant de catalyseurs et qui donnent de la valeur ajoutée aux efforts de la société civile de Afrique de l'Ouest. Elle veut collaborer avec des groupes de défense, des fondations animées des mêmes intentions, des Etats et des bailleurs. Elle reconnaît par ailleurs qu'il est important que la construction des sociétés ouvertes tienne compte des évolutions de la situation internationale et s'efforce d'amener les nations riches à s'engager davantage en faveur de cette région.</p> <p>OSIWA est au service des 15 pays membres de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que du Cameroun, du Tchad et de la Mauritanie. Les membres de la CEDEAO dont il s'agit sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone et le Togo.</p> <p>OSIWA a son siège à Dakar au Sénégal. La fondation dispose également d'un bureau à Abuja au Nigeria dont les programmes sont axés sur la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.</p>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Economic Reform</li> <li>- Démocratie et Gouvernance</li> <li>- Medias</li> <li>- Technologies</li> <li>- Law, Justice &amp; Human Rights</li> <li>- VIH/SIDA</li> <li>- Initiatives spéciales</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- OSIWA organise avec le CODESRIA une conférence [24 au 25 septembre 2007 au Bénin] de recherche avancée sur les politiques de succession dans les démocraties ouest-africaines. Pour le CODESRIA et OSIWA, l'intérêt porté à la politique de succession à ce moment de l'histoire où des efforts d'élargissement des limites des réformes politiques et des droits des citoyens en Afrique représente une contribution concrète aux réflexions engagées sur la bonne santé, dans le long terme, des systèmes de gouvernement de cette sous-région, bonne santé qui est menacée par une instabilité postcoloniale et de violents conflits. L'urgence immédiate de ce dialogue est soulignée par le fait que dans 10 des 16 pays qui forment la sous-région, des élections présidentielles et/ou législatives ont été organisées ou vont l'être en 2007. Vu dans une perspective historique, il serait difficile de ne pas se rappeler les luttes de succession, entre et parmi les militaires et les civils, aspect important de la politique de gouvernance en Afrique de l'Ouest. La transition vers le pluralisme électoral qui a marqué la fin des partis uniques et des régimes militaires a également mis fin à certains types de politiques de succession et en a légitimé d'autres.</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Non identifiés
<b>Liens potentiels</b>	Renforcement de la bonne gouvernance et politique de développement des TICS.....
<b>Contacts</b>	Immeuble EPI, Boulevard du Sud et Rue des Ecrivains Point E, Dakar Adresse postale: B.P.008 Dakar-Fann (Sénégal) Courrier électronique: <a href="mailto:osiwa-abuja@osiwa.org">osiwa-abuja@osiwa.org</a>
<h2 style="text-align: center;">Réseau d'Information des Terres Arides (RITA)</h2>	
<b>Aperçu</b>	L'ONG RITA a été créée dans le but de développer un réseau d'information destiné aux agents de développement communautaire en zones arides afin d'améliorer leur expertise. Pendant longtemps, RITA était entièrement financée par l'OXFAM. Le RITA propose entre autre des ateliers de formation et développe des appuis à l'échange d'information à travers des publications. Le RITA propose aussi des supports éducatifs. Il insiste beaucoup sur la diffusion et l'échange des succès et des échecs entrepris par les acteurs sur le terrain. Le réseau fonctionne donc comme une source d'informations irremplaçable afin de décentraliser la recherche de financement. Il publie le périodique BAOBAB et d'autres publications et rubriques.

Programmes ou projets en cours	Il insiste beaucoup sur l'importance croissante de la prédominante femme dans les thèmes de travail. Il travaille depuis quelques années sur la promotion d'un réseautage local.					
Bailleurs de fonds	OXFAM					
Liens potentiels	Voir projets financés.					
Projets avec CRDI	Numéro du projet	Titre	Région à l'étude	Résumé	Domaine ou groupe de programme	
	100256	Développement d'un modèle de communication en fertilité des sols chez les femmes paysannes au Burkina Faso	Burkina Faso	Développer et d'expérimenter une stratégie de communication adaptée avec les femmes paysannes en vue de leur permettre d'acquérir et d'utiliser des connaissances liées à la fertilité des sols et d'améliorer leurs conditions de vie.	EGRN   ETV	
Contacts	Neil ALLDRED, Directeur. Roselyne JOUANNEAU, Coordinatrice pour l'Afrique francophone. Bob WAGNER, Coordinateur pour l'Afrique anglophone. Casier Postal 3, Dakar-Fann, Sénégal Tel : 221 825 18 08 Fax : 221 825 45 21 E-mail: <a href="mailto:ritaalin@sonatel.senet.net">ritaalin@sonatel.senet.net</a> , <a href="mailto:ritaalin@sonatel.senet.net">ritaalin@sonatel.senet.net</a>					

## Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation (ROCARE)

<b>Aperçu</b>	Le ROCARE a été créé en 1989 par un réseau de chercheurs, en collaboration avec le CRDI, pour pallier aux faiblesses des contextes institutionnels dans le domaine de l'éducation afin de donner un visage africain à l'éducation en Afrique. Il a été précédé par le programme de formation à la recherche pour l'ouest de l'Afrique (WARTP), lancé en 1974 et qui regroupait les pays francophones. Le ROCARE compte plusieurs centaines de chercheurs dans douze pays membres dont huit francophones et quatre anglophones : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, et Togo.
<b>Programmes ou projets en cours</b>	Le siège de la coordination régionale est abrité par l'Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) à Bamako, Mali. Un comité de pilotage définit les grandes lignes du Réseau et un comité scientifique suit la qualité de la recherche. Les chapitres nationaux sont animés par des coordinateurs qui relient chercheurs et les autres acteurs dans le domaine de l'éducation et les autres secteurs adjacents.
<b>Bailleurs de fonds</b>	<p>Partenaires Nationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministères de l'Éducation</li> <li>- ONG, Associations et réseaux concernés ou impliqués dans l'Éducation dans les pays membres du réseau.</li> </ul> <p>Les partenaires internationaux</p> <p><a href="#">CRDI</a> (Centre Canadien de Recherche pour le Développement International), <a href="#">ADEA</a> (Association pour le Développement de l'Education en Afrique), <a href="#">USAID</a> (United State Agency for International Development), <a href="#">AED</a> (Association for Education Development), <a href="#">FAWE</a> (Forum of African Women Educationalists), <a href="#">UNESCO/BREDA</a> (Unesco. Bureau Régional pour l'Afrique de Dakar), <a href="#">UNICEF</a>, <a href="#">WINROCK INTERNATIONAL</a></p>

<b>Liens potentiels</b>	Voir projets financés.				
<b>Projets avec CRDI</b>	<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Région à l'étude</b>	<b>Résumé</b>	<b>Domaine ou groupe de programme</b>
	104561	Plan d'action stratégique du ROCARE - 2007-2011	Afrique de l'Ouest	Permettre à la coordination régionale de poursuivre ses activités de recherche, de renforcement des capacités humaines et financière et de collaboration avec des institutions nationales et internationales travaillant dans le domaine de l'éducation en Afrique.	PB-CORP, DGPP CORP
	103741	Agenda panafricain de recherche sur l'intégration pédagogique des TIC	Afrique de l'Est, Afrique centrale, Afrique central, Afrique du Nord, Afrique australe, Afrique du Sud, Afrique de l'Ouest	Pour faire un état des lieux (politiques, infrastructures, formation des enseignants, usages, impacts, etc.) des TIC dans l'éducation.	TIC-D, Acacia
	102772	Expériences locales en décentralisation en Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique centrale, Afrique de l'Ouest	Ils étudieront la décentralisation du point de vue de ceux qui en font l'expérience aux niveaux des communes, des districts et des communautés.	PSE, GES
8 projets avec financement du CRDI.					

<b>Contacts</b>	©Coordination Régionale ROCARE, 2004 BP E 1854 Bamako – MALI -Tél.: (223) 221 16 12 -Fax: (223) 221 21 15 e-mail : <a href="mailto:info@rocare.org">info@rocare.org</a>
<div>Trust Africa</div>	
<b>Aperçu</b>	<p>Trust Africa est une organisation qui soutient toutes les initiatives qui ont pour objectif l'harmonisation des politiques économiques et dans toutes les sous-régions africaines. L'organisme donne la priorité au « commerce équitable, aux investissements à caractère régionaux et à la libre circulation des personnes. L'organisme soutient aussi les initiatives de recherche en octroyant des subventions de recherche sur des thèmes qui concernent l'intégration. Il confie la poursuite des séminaires nationaux sur l'Etat-nation face aux défis de l'intégration sous-régionale, programme commandité par l'UNESCO.</p> <p>L'organisme appuie la recherche et les activités de sensibilisation afin de renforcer l'intégration économique régionale. Il favorise aussi la collaboration inter-institutions et inter-gouvernementale, le secteur privé et la diaspora.</p>
<b>Programmes ou projets en cours</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'un des derniers programmes en cours d'exécution est l'organisation d'une conférence internationale sur le coût de la non-intégration en Afrique en juin à Marrakech au Maroc.</li> <li>- Travaille aussi sur le renforcement de la démocratie et la consolidation de la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères en Afrique.</li> </ul>
<b>Bailleurs de fonds</b>	Non identifiés

<b>Liens potentiels</b>	Collaboration en cours dans le cadre du programme MOST.
<b>Contacts</b>	Mermoz Pyrotechnie Route de la Stèle Lot n° SR12 BP : 45435 Dakar-Fann, Sénégal Tel : +221 869 46 86 Fax : + 221 824 15 67

## **Annexe II : Donateurs et bailleurs potentiels en matière d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest**

# BILATERAL

## Agence Française de Développement (AFD)

<b>Overview</b>	<p>The French Development Agency (AFD), a public institution, belongs to the French system of Public Development Assistance. Under the auspices of the Ministry of Economy, Finance and Industry, the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of French Overseas Territories, it is active in over 60 countries in Africa, the Pacific region, Asia, the Caribbean, the Indian Ocean, the Mediterranean and Central and Eastern Europe, as well as in French overseas areas. The African continent receives more than two thirds of AFD's assistance. Geographically, the emphasis of France's ODA is on Francophone Africa.</p> <p>The AFD has a two-fold character: it is a specialist financial institution, and it is also an essential operator in France's development co-operation mechanism. The AFD is one of the main instruments for implementing French bilateral development aid by providing financial assistance for public or private projects.</p>
<b>Programming Areas</b>	<p>IAfD's priority in West Africa is to foster sustainable growth by supporting the productive sector, promoting access to basic services, natural resource protection and human development. The priorities for these objectives are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To support agricultural production. Actions are particularly focused on the cotton sector in the Sahel area by guiding choices in sectoral restructuring, supporting the emergence of producers associations, cultural diversification and promoting the implementation of suitable financing tools.</li> <li>• To provide tools for growth development. The objective is to support countries faced with the opening of markets. Programs to improve the competitiveness of enterprises, including training components and support to the financial sector, have been implemented. This component includes support to enterprises managing major infrastructure (water, electricity, transportation).</li> <li>• To support land use planning and municipal development in urban and rural areas.</li> <li>• To improve access to basic services. AFD devotes a considerable amount of its financing to developing primary education and health.</li> <li>• To integrate migration flows. AFD devotes particular efforts to supporting co-development actions underway in the countries in this zone in order to facilitate migrant remittances and direct them towards productive investments.</li> </ul> <p>In addition to working in individual countries, AFD supports <u>regional-level projects</u>. For e.g. , AFD funded ECOWAS to set up a Regional Regulatory Body (ORR) for electricity exchange in West Africa and supported the Conseil Régional de l'Epargne et des Marchés Financiers to develop a resource mobilization action plan to contribute to economic development in the West African Monetary and Economic Union (UEMOA) zone.</p>



	AFD is also in charge of editorship for “ <i>Afrique Contemporaine</i> ”, a quarterly review to communicate on research carried out on Africa and to contribute to debates on economies, policies and societies on the African continent.	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	AFD has 10 agencies in the West Africa region including three with regional competence: the Abidjan agency in Ivory Coast is responsible for Liberia, the Conakry agency in Guinea for Sierra Leone and the Dakar agency in Senegal for Cape Verde, Guinea Bissau and Gambia.	
<b>Contacts</b>	AFD Headquarters 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12 FRANCE Tel: + 33 1 53 44 31 31 Fax: + 33 1 44 87 99 39	Jean-David Naudet Chef de division de l'évaluation, au Département de la recherche Email : <a href="mailto:naudetjd@afd.fr">naudetjd@afd.fr</a>  Carl Bernadac Département de la recherche Email : <a href="mailto:BERNADACC@afd.fr">BERNADACC@afd.fr</a>
<h2 style="text-align: center;">Canadian International Development Agency (CIDA)</h2>		
<b>Overview</b>	The Canadian International Development Agency (CIDA) is Canada's lead development agency. It has a mandate to reduce poverty and to contribute to a more secure, equitable, and prosperous world. Africa is at the centre of Canada's cooperation agenda. Since its inception in 1968, CIDA has spent \$12.4 billion in bilateral assistance to sub-Saharan Africa. Through CIDA's Africa Branch, the agency manages bilateral programming as well as regional programming in West Africa. Africa Branch also delivers programming that has continent-wide reach through its Pan-African Program and the Canada Fund for Africa.	
<b>Programming Areas</b>	Canada will strengthen aid effectiveness by focusing on five key areas of intervention relevant to the African environment and to reaching the Millennium Development Goals for Africa: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Governance</li> <li>• Health (including HIV/AIDS prevention and control)</li> <li>• Basic education</li> <li>• Private sector development, and</li> <li>• Environmental sustainability.</li> </ul> <p>Gender equality remains an essential crosscutting theme.</p>	

	<p>The Canada Fund for Africa is a \$500-million fund created to provide practical support for African efforts in the wake of NEPAD. The fund was announced at the 2002 G8 Summit in Kananaskis to support African development programs and has been extended to March 2008. The Canada Fund for Africa initiatives are large-scale programs which are regional in scope, complementing ongoing CIDA programming in Africa.</p> <p>CIDA's Pan-Africa Program gives priority to efforts to reach and effectively implement international conventions. Through this program, CIDA works with organizations such as the African Union (AU), the African Capacity Building Foundation, and the Forum for Agricultural Research in Africa. The Pan-African approach has the following aims:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To better enable Africans from several countries to join forces to meet shared challenges</li> <li>• To better control or eradicate prevalent diseases</li> <li>• To make the best possible use of natural resources</li> <li>• To promote peace and stability</li> <li>• To promote free trade and expand markets in Africa</li> </ul> <p>CIDA's Program for building African Capacity for Trade (PACT) provides businesses with training and technical assistance and helps them find trade opportunities overseas. The program aims improve the export competitiveness of African companies by fostering links with international markets, particularly in Europe and North America and especially benefits disadvantaged groups and women.</p> <p>CIDA and Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT) are working together to support regional, national, and local organizations in West Africa to make their communities safer by strengthening their capacity to contribute to peace operations. Peacekeeping Documentation Centres have been established in Ghana, Nigeria, Burkina Faso, Senegal and Mali.</p>		
<b>Regions and Countries of Focus</b>	While CIDA works with all the countries in West Africa, CIDA has a focus on Benin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, and Senegal as priority countries.		
<b>Contacts</b>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="297 1026 909 1321">           Canadian International Development Agency            200 Promenade du Portage            Gatineau, Quebec            K1A 0G4             Tel: 819-997-5006            Toll free: 1-800-230-6349            Fax: 819-953-6088            E-mail: <a href="mailto:info@acdi-cida.gc.ca">info@acdi-cida.gc.ca</a> </td><td data-bbox="909 1026 2110 1321"> <b>Africa Branch:</b>             Ellen Wright, Acting Director            Canada Fund for Africa  <a href="mailto:ellen_wright@acdi-cida.gc.ca">ellen_wright@acdi-cida.gc.ca</a> </td></tr> </table>	Canadian International Development Agency 200 Promenade du Portage Gatineau, Quebec K1A 0G4  Tel: 819-997-5006 Toll free: 1-800-230-6349 Fax: 819-953-6088 E-mail: <a href="mailto:info@acdi-cida.gc.ca">info@acdi-cida.gc.ca</a>	<b>Africa Branch:</b>  Ellen Wright, Acting Director Canada Fund for Africa <a href="mailto:ellen_wright@acdi-cida.gc.ca">ellen_wright@acdi-cida.gc.ca</a>
Canadian International Development Agency 200 Promenade du Portage Gatineau, Quebec K1A 0G4  Tel: 819-997-5006 Toll free: 1-800-230-6349 Fax: 819-953-6088 E-mail: <a href="mailto:info@acdi-cida.gc.ca">info@acdi-cida.gc.ca</a>	<b>Africa Branch:</b>  Ellen Wright, Acting Director Canada Fund for Africa <a href="mailto:ellen_wright@acdi-cida.gc.ca">ellen_wright@acdi-cida.gc.ca</a>		

## Japan International Cooperation Agency (JICA)

<b>Overview</b>	<p>In order to stimulate world interest in African development after the end of the Cold War era, in 1993 Japan began jointly hosting the Tokyo International Conference on African Development (TICAD) with international organizations such as the UN. At TICAD III in 2003, Japan announced that it would contribute to African development based on the three pillars of human-centered development, poverty reduction through economic development, and consolidation of peace. At the Asia-Africa Summit held in Indonesia in April 2005, the Japanese government announced a plan to host TICAD IV in 2008 and to double its assistance to Africa over the next three years as part of its continued commitment to African development. JICA specifies poverty reduction on the basis of human security as its ultimate goal for development in Africa. In 2005, JICA's assistance to the African continent was 19.1% of its total assistance.</p>	
<b>Programming Areas</b>	<p>Based on Japan's guidelines for aid to Africa and the common aims of the international community, such as the Millennium Development Goals (MDGs), JICA provides support according to the following guidelines:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution to MDGs (cooperation for poverty alleviation, improvement of social development indices).</li> <li>• Deployment of projects with a focus on human security (enhancement of support for vulnerable groups and communities).</li> <li>• Timely reconstruction assistance in post-conflict countries.</li> <li>• Follow-up of TICAD III (human-centered development, poverty reduction through economic development, and consolidation of peace) and collaboration with the New Partnership of Africa's Development (NEPAD).</li> <li>• Support for policy making processes in each country and strengthening of aid coordination through the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP).</li> </ul> <p>In providing the above-mentioned cooperation, JICA promotes <u>intra-regional cooperation</u> among African countries through effective use of regional bases and South-South cooperation, which utilizes Asia's experience in development.</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	All countries in the West Africa region.	
<b>Contacts</b>	<p>JICA Headquarters 6th–13th floors, Shinjuku Maynds Tower 2-1-1 Yoyogi, Shibuya-ku, Tokyo 151-8558 Japan Tel: +81-3-5352-5311/5312/5313/5314</p>	<p>JICA Regional Support Office for West and Central Africa 20, Ave. Léopold Sédar Senghor, Immeuble ABM-5ème Etage, Dakar, SENEGAL (B.P.3323, Dakar, SENEGAL) Tel: +221-8216919 Fax: +221-8238538</p>

## Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED)

<b>Overview</b>	<p>The Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED) was the first of the development finance institutions created by OPEC member countries. Initially, its mandate was to finance development projects in other Arab countries. All developing countries became eligible in 1974 following a massive increase in its capital. The KFAED assists developing countries in their economic development by extending loans, guarantees and grants as well as providing technical assistance grants required to facilitate the implementation of development plans.</p> <p>The Kuwait Fund also contributes to the resources of multilateral development institutions such as the Arab Fund, The Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), the African Development Bank and Fund, the Inter-Arab Investment Guarantee Corporation, the International Development Association (IDA) and the International Fund for Agricultural Development (IFAD).</p>	
<b>Programming Areas</b>	<p>While providing major support to Arab countries, KFAED also dedicates approximately 10% of its assistance to West African countries.</p> <p>KFAED funds activities in the following sectors:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Energy</li> <li>• Transport</li> <li>• Agriculture and Industry</li> <li>• Water and Sewage</li> </ul> <p>KFAED tends to fund national infrastructure and agricultural development projects. On a regional basis, it provides co-financing for regional energy projects in West Africa.</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	<p>KFAED provides grants and loans to all countries in the West Africa Region.</p>	
<b>Contacts</b>	<p>Kuwait Fund for Arab Economic Development Mirqab Mubarak Al-Kabeer St. Kuwait City P.O. Box 2921 Safat 13030 Kuwait State of Kuwait</p>	<p>Abdulwahab A. Al-Bader Director General Tel: +965 2999999 Fax: +965 2999990 Email: <a href="mailto:al-bader@kuwait-fund.org">al-bader@kuwait-fund.org</a></p>

	Tel: (+965) 2999000 <a href="mailto:info@kuwait-fund.org">info@kuwait-fund.org</a>	Hisham I. Al-Waqayan Deputy Director General Tel: +965 2999111 Fax: +965 2999090 Email: <a href="mailto:alwaqayan@kuwait-fund.org">alwaqayan@kuwait-fund.org</a>
--	---	--

## MULTILATERAL AND REGIONAL

### African Capacity Building Foundation (ACBF)

<b>Overview</b>	<p>The African Capacity Building Foundation (ACBF), based in Harare, Zimbabwe, is an independent, capacity-building institution established in 1991 through the collaborative efforts of the African Development Bank (AfDB), the World Bank, and the United Nations Development Programme (UNDP), African governments and bilateral donors. The current membership comprises the three sponsoring agencies (AfDB, UNDP and the World Bank), the International Monetary Fund (IMF), which joined the Foundation in April 2002, as well as 35 African countries and non-African countries and institutions. The establishment of ACBF was a response to the severity of Africa's capacity problem and the challenge to invest in indigenous human capital and institutions in sub-Saharan Africa.</p>
<b>Programming Areas</b>	<p>At the regional level, the portfolio comprises operations in support of <u>regional organizations</u>. The public sector operations support capacity-building activities largely through training, policy analysis and research, exchange programs, internships, in areas such as economic and financial management, trade and international negotiations as well as issues in <u>regional integration</u> – ranging in focus (e.g. agriculture, women's empowerment, trade, governance, etc.).</p> <p>For example, the PRIECA/AO project represents a <u>regional forum</u> in West Africa for business leaders, governments, farmers associations and donors for discussing and planning agricultural policies and programs. The project is presently the technical arm supporting the formulation of agricultural strategies for ECOWAS and NEPAD. It made vital contributions to the Continent's position on the issue of farm subsidies by the G-8 countries at the WTO meeting in Cancún, Mexico.</p>

	<p>A recent grant to the Association des femmes de l’Afrique de l’Ouest/West African Women Association (AFAO/WAWA) (US\$ 1.7 million) is designed to address the capacity needs of AFAO/WAWA and its member organizations, in order to make it a credible partner in the formulation of national, sub-regional and <u>regional policies</u>.</p> <p>West African Economic and Monetary Union (WAEMU) Capacity Building Program for Public Procurement Reform, Phase II, Regional: A grant of USD 2.0 million will go towards the financing of a second phase to support efforts towards the effective implementation of public procurement reforms. The goal of the project is to increase transparency in the public procurement management and promote the harmonization of public finance management policies in WAEMU and the Member States. The project is expected to contribute to the overall objective of achieving good governance in WAEMU, which would in turn increase trade within and outside the union, thereby enhancing <u>regional integration</u>.</p> <p>The ACBF has also supported the publishing of working papers on regional integration: e.g. <a href="#">Africa’s Search for Regional Cooperation in the 21<sup>st</sup> Century</a> and <a href="#">The Role of Agriculture in Strengthening Regional Integration in Africa</a>.</p>
<b>Regions and Countries of Focus</b>	Member countries from West Africa include Benin, Burkina Faso, Cameroon, Chad, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Mali, Mauritania, Nigeria, and Senegal. Countries and organizations that are about to complete legal and administrative formalities for membership include Equatorial Guinea, Guinea-Conakry.
<b>Contacts</b>	<p>The Executive Secretary  The African Capacity Building Foundation  7th &amp; 15th Floors, Intermarket Life Towers, Cnr. Jason Moyo/Sam Nujoma Street,  P. O. Box 1562, Harare, Zimbabwe.  Phone: +(263 - 4) 790398/9, 700208/210  Fax: +(263 - 4) 702915, 738520  Email: <a href="mailto:root@acbf-pact.org">root@acbf-pact.org</a></p>
<b>African Development Bank (AfDB)</b>	
<i>Overview</i>	The African Development Bank (AfDB) is a regional multilateral development bank, engaged in promoting the economic development and social progress of its Regional Member Countries (RMCs) in Africa. The Bank, established in 1964, started functioning in 1966 with its Headquarters in Abidjan, Cote d'Ivoire. Its shareholders are the 53 countries in Africa as well as 24 countries in the Americas, Europe, and Asia. The Bank's mission is to promote

	economic and social development through loans, equity investments, and technical assistance.	
<b>Programming Areas</b>	<p>The AfDB's objectives:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To make loans and equity investments for the economic and social advancement of the RMCs.</li> <li>• To provide technical assistance for the preparation and execution of development projects and programs.</li> <li>• To promote investment of public and private capital for development purposes.</li> <li>• To respond to requests for assistance in coordinating development policies and plans of RMCs.</li> </ul> <p>In its operations, the Bank is also required to give special attention to national and multinational projects and programs, which promote <u>regional integration</u>.</p> <p>The AfDB will be further focusing its funding on:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructure (including agricultural production)</li> <li>• <u>Regional Integration</u></li> <li>• Private Sector Development</li> <li>• Governance</li> <li>• Fragile/Failed States</li> </ul> <p>AfDB, as a continental finance institution, has become the principal partner of all the <u>cooperation and regional integration organizations</u>, such as the New Partnership for Africa's Development (NEPAD), the Community of Sahelo-Sahelian States (Cens-Sad) established in 1998 on Libya's initiative and headquartered in Tripoli, the Economic Community of West African States (ECOWAS), the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), the Southern African Development Community (SADC), The Common Market of East and Southern African States (COMESA), The Economic Community of Central African States (CEEAC), the Arab Maghreb Union (AMU) and the Economic Community of East African States (ECEA).</p> <p>To contribute to the attainment of the key objectives of these <u>regional integration agencies</u>, AfDB has also provided its financial and technical support to their development finance instruments, including support to the West African Development Bank (WADB).</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	All the countries in the West Africa region.	
<b>Contacts</b>	<p><b>Headquarters:</b></p> <p>Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 Cote d'Ivoire Tel: (+225) 20.20.44.44 Fax: (+225) 20.20.49.59 Email: <a href="mailto:afdb@afdb.org">afdb@afdb.org</a></p>	<p><b>Field Offices:</b></p> <p><u>GABON</u> Groupe de la Banque africaine de développement Bureau Régional du Gabon (GAFO) Immeuble Saint Georges Quartier Kalikak B.P. 4075</p>

	<p>LIBREVILLE, GABON          Tel: +241 76 85 76 / +241 76 85 79          Fax: +241 76 85 77          Contact: Mr Bassary TOURE, Représentant Résident</p> <p><u>NIGERIA</u>          African Development Bank Group          Nigeria Country Office (NGFO)          Plot 813          Lake Chad Crescent          Maitama District          Abuja, NIGERIA          Tel:+234 9 4133261 / 262,          +234 9 6721738 / 738          Fax: +234 9 413 3260          +1 321 956 3851</p>
<h2 style="text-align: center;">African Union (AU)</h2>	
<b>Overview</b>	<p>The African Union (AU) is an organisation consisting of 53 African states. Established in 2001, the AU was formed as a successor to the amalgamated African Economic Community (AEC) and the Organisation of African Unity (OAU). Eventually, the AU aims to have a single currency and a single integrated defence force, as well as other institutions of state, including a cabinet for the AU Head of State. The purpose of the union is to help secure Africa's democracy, human rights, and a sustainable economy, especially by bringing an end to intra-African conflict and creating an effective common market.</p>
<b>Programming Areas</b>	<p>The Objectives of the AU related to regional integration include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To achieve greater unity and solidarity between the African countries and the peoples of Africa;</li> <li>• To accelerate the <u>political and socio-economic integration</u> of the continent;</li> <li>• To promote peace, security, and stability on the continent;</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• To promote sustainable development at the economic, social and cultural levels as well as the <u>integration of African economies</u>;</li> <li>• To coordinate and harmonize the policies between the existing and future Regional Economic Communities for the gradual attainment of the objectives of the Union;</li> <li>• To advance the development of the continent by promoting research in all fields, in particular in science and technology;</li> <li>• To work with relevant international partners in the eradication of preventable diseases and the promotion of good health on the continent.</li> </ul> <p>The AU oversees the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and addresses regional integration primarily from a policy perspective.</p> <p>The AU also publishes a bilingual scientific journal, <i>African Integration Review</i>, a multidisciplinary journal focusing on issues of economic, social, cultural and political integration in Africa.</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	All countries of West Africa are members of the AU.	
<b>Contacts</b>	<p>African Union Headquarters PO Box 3243 Roosevelt Street (Old Airport Area) W21K19 Addis Ababa Ethiopia Tel: (251) 1 51 77 00 Fax: (251) 1 51 78 44</p> <p>Link to information about Commissioners and Directors: <a href="http://www.africa-union.org/AU_pages/CONTACT.htm">http://www.africa-union.org/AU_pages/CONTACT.htm</a></p>	<p>Scientific Technical and Research Commission (S.T.R.C.) Lagos, Nigeria Tel: 00 234 1 263 3430 / 00 234 1 263 3289 Fax: 00 234 1 263 6093 Email: <a href="mailto:oaustrcl@rcl.nig.com">oaustrcl@rcl.nig.com</a></p> <p>AU Office in Côte d'Ivoire Abidjan, Côte d'Ivoire <i>Pr. André Salifou</i> <i>Special Representative</i> Tel. (225) 22527560 Fax. (225) 22527577 Email: <a href="mailto:burliaisonua@afnet.net">burliaisonua@afnet.net</a></p>

## The Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA)

<b>Overview</b>	<p>The Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA) is a financial institution funded by the governments of the Member States of the League of Arab States, which signed the Establishing Agreement in 1974. The Bank is an independent international institution enjoying full international legal status and complete autonomy in administrative and financial matters.</p> <p>BADEA was created for the purpose of strengthening economic, financial and technical cooperation between Arab and African countries, to make Arab-African solidarity a concrete reality and to base this co-operative venture on foundations of friendship and equality. To this end, BADEA was given a mandate to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assist in financing economic development in non-Arab African countries</li> <li>• Stimulate the contribution of Arab capital to African development</li> <li>• Help provide the technical assistance required for the development of Africa</li> </ul>
<b>Programming Areas</b>	<p>BADEA provides support to a diversity of sectors such as infrastructure, agriculture, rural development in electrification and clean water supply, energy, industry, and social sector support, in addition to technical assistance operations. BADEA focuses its assistance on operations targeting poverty alleviation, increasing food security and encouraging women's participation in development.</p> <p>The projects financed by the Bank are priority projects of the beneficiary countries and usually form part of their development plans. In some instances, these projects are of a regional character, benefiting several countries simultaneously and helping in their economic integration.</p> <p>For example, in 2006 BADEA financed a project (Liptako Gorma) at US\$ 7.34M geared at plant and crop protection in Burkina Faso, Mali and Niger in line with guidelines of the NEPAD. BADEA adhered to the same principle in its technical assistance operations and financed a regional training programme in Road Maintenance at \$0.315M in 2006. Total commitments to regional projects and technical assistance operations during the year amounted to US\$ 7.655 million.</p> <p>BADEA participated in the Roundtable meeting to finance the Regional Economic Programme (REP), of the West African Economic and Monetary Union (UEMOA), held in Dakar November 2006. The BADEA delegation was headed by the Director General H.E. Mr. Abdelaziz Khelef. During this meeting, donors agreed to finance the five-year REP (2006-2010).</p>
<b>Regions and</b>	<p>Since its inception, BADEA has provided US\$ 800 million to finance projects and technical assistance operations in West African Economic and</p>

<b>Countries of Focus</b>	Monetary Union countries, which include Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea Bissau, Mali, Niger, Senegal, and Togo.	
<b>Contacts</b>	BADEA P. O. Box 2640 KHARTOUM – SUDAN  Tel: 249-1-83773646 /83773709 Fax: 249-1-83770600/83770498 Email: badea@badea.org	H.E. Mr. Medhat Sami Lotfy Director General  Cairo Office 82, AL -Merghani Street No. (7) Second Floor Misr Al Jadida Arab Republic of Egypt Tel/Fax : 20-2-4175501
<h2 style="text-align: center;">Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)</h2>		
<b>Overview</b>	The Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) is a public institution established in 1973 with the goal of promoting equitable development for members of the state and to achieve economic integration in West Africa.	

<b>Programming Areas</b>	<p>BOAD intervenes in priority areas in both the public and private sector:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Industry and agro-industry</li> <li>• Rural development (including village electrification)</li> <li>• Basic and modern infrastructure</li> <li>• Telecommunications</li> <li>• Energy</li> <li>• Transport, tourism and other services.</li> </ul> <p>In its efforts to facilitate <u>economic integration and growth</u> in the region, BOAD funds improvements to infrastructure. More specifically, BOAD funds projects in telecommunications, energy, roads, railways, ports, transportation networks and electricity.</p> <p>The Bank also collaborates with others on a range of initiatives related to regional integration. For e.g., BOAD is working with the Central Bank of West African States (BCEAO) and the UEMOA Commission on the <u>Regional Economic Programme</u> (REP), established in 2004. The REP is mainly oriented towards the establishment of economic infrastructure, and thus aims to transform and diversify intracommunity trade flows and to facilitate the movement of persons and goods traffic through the improvement of the quantity and quality of road infrastructure and the cross-border interconnection of roads. The REP will also contribute significantly to the increase of the supply and productivity of labour in the Union.</p>
<b>Regions and Countries of Focus</b>	<p>Member states include : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal and Togo.</p>
<b>Contacts</b>	<p><b>Headquarters</b></p> <p>BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)          68,Avenue de la Libération          Boîte Postale: 1172          Lomé, TOGO          Tel : (228) 221.59.06 / 221.42.44 / 221.01.13          Fax : (228) 221.52.67 / 221.72.69          E-mail : <a href="mailto:boadsiege@boad.org">boadsiege@boad.org</a></p> <p>Link to country-specific contact information: <a href="http://www.boad.org/content/contact/contact.htm">http://www.boad.org/content/contact/contact.htm</a></p>

## International Fund for Agricultural Development (IFAD)

<b>Overview</b>	<p>The International Fund for Agricultural Development (IFAD) is a specialized agency of the United Nations established in 1977 as an international financial institution charged with combating rural hunger and poverty in developing countries. Its mission is “to enable the rural poor to overcome their poverty.” IFAD concentrates its investments, research and knowledge management efforts, policy dialogue and advocacy on the attainment of three strategic objectives: 1) strengthening the capacity of the rural poor and their organizations; 2) improving equitable access to productive natural resources and technology; and 3) increasing access to financial services and markets. All of IFAD’s strategic choices (as reflected in regional, country and thematic strategies; loan and grant activities; involvement in poverty reduction strategy papers, policy dialogue, and development partners) are made with these principles in mind.</p>
<b>Programming Areas</b>	<p>IFAD’s regional level programs comprise both projects for learning and building knowledge, and policy dialogue at the regional and global/international levels. Its program links relate to the theme of regional integration through the lens of improving rural livelihoods and the emphasis is on the following nine major areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agricultural development</li> <li>• Financial services</li> <li>• Rural infrastructure</li> <li>• Livestock</li> <li>• Fisheries</li> <li>• Capacity-and institution-building</li> <li>• Storage/food/processing/marketing</li> <li>• Research/extension/training</li> <li>• Off-farm activities</li> </ul> <p>IFAD will promote the development of competitive, transparent and extensive private-sector-led markets for agricultural inputs and products; and will strengthen the capacity and organization of poor rural producers to access and negotiate with market intermediaries, so that they can engage in markets on less unequal and more profitable terms.</p> <p>IFAD will also engage in <u>regional and global policy dialogue</u>, through its participation</p>

	<p>in forums focusing on issues relevant for rural poverty reduction. IFAD will also support the participation of its partners – particularly governments and organizations of poor rural men and women – to enable them to contribute to such dialogue.</p> <p>FIDAFRIQUE, is the regional network in West and Central Africa for rural development and poverty reduction. The main objective is to enhance the impact and effectiveness of IFAD's activities by facilitating the generation, diffusion and exchange of information and knowledge within projects and between IFAD projects and programmes and their development partners.</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	IFAD is actively working in all countries in the West Africa region.	
<b>Contacts</b>	<p>International Fund for Agricultural Development Via del Serafico, 107 00142 Rome, Italy Tel: 39-0654591 Fax +39-065043463 - E-mail <a href="mailto:ifad@ifad.org">ifad@ifad.org</a></p>	<p>Coordinator of FIDAFRIQUE Gilles Mersadier UNOPS - 12524 PB 15702 Dakar Fann, Senegal Tel. +221 869 38 48 Fax. +221 869 39 69</p> <p>Western and Central Africa Division Géraldine Mpouma Logmo Tel. +39 065459-2759 PAmailbox@ifad.org</p>

## UNESCO Management Of Social Transformations (MOST) Programme

<b>Overview</b>	<p>The Management of Social Transformations (MOST) Programme, which is part of the Social and Human Sciences Sector (SHS) of UNESCO, was launched in March 1994. It was designed as a research programme to produce reliable and relevant knowledge for policy makers. The original mandate established a strong commitment to the promotion of research that was comparative, international, interdisciplinary and policy relevant. The programme was also designed to organize and promote international research networks, to give attention to capacity building and to establish a clearing house of knowledge in the social science field.</p> <p>The MOST Programme has been actively cooperating with a number of sub-regional organizations in Africa, by developing and carrying out joint priority programmes and projects related to regional integration in West Africa.</p>
-----------------	---

<b>Programming Areas</b>	<p><u>Regional Integration</u> has been selected as the MOST regional priority theme for Africa.</p> <p>The Programme's initiative emphasizes some very important aspects of this new dynamic in Africa's regional integration processes, notably:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promoting awareness of the added-value that social sciences can bring to this process of regional integration, and</li> <li>• Fostering the dialogue between decision makers and social scientists.</li> </ul> <p>MOST organizes a series of seminars on regional integration policies in the ECOWAS region, called "Nation-states and the challenges of regional integration in West Africa." This programme allows governments and organizations to capitalize on the achievements and the critical observations of researchers, and also promotes strong cooperation with policy makers.</p> <p>The SHS at UNESCO is proposing the creation of the <i>West African Institute</i> (WAI) which will undertake international research on regional integration in West Africa. The WAI, in its preliminary phase, will be attached to the MOST Programme. The general objective of the WAI is to advance knowledge on regional integration and to provide decision-makers with related policy options conducive to development, the protection of human rights and human security in the region.</p> <p>Under the auspices of the MOST Programme, The Global Regional Integration Policy Network on Regional Integration (GRIPNet) was created as an outcome of UNESCO's first International Forum on the Social Science Research Policy Nexus, held in Buenos Aires and Montevideo in February 2006.</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	<p>Research considers entire West African region.</p>	
<b>Contacts</b>	<p><b>The MOST Secretariat</b>  MOST (SHS/SRP/POL)  1 rue Miollis  75015 Paris  Fax: + 33 (0)1 45 68 57 28</p> <p>Christina von Furstenberg  Chief, Section of Policy, international cooperation and knowledge sharing in the social sciences  Email: <a href="mailto:c.von-furstenberg@unesco.org">c.von-furstenberg@unesco.org</a></p>	<p>Boubacar Barry, MOST project coordinator on "Nation-states and the challenges of regional integration in West Africa" –  Email: <a href="mailto:bbarry@ucad.sn">bbarry@ucad.sn</a></p> <p>Carrie Marias, Regional Adviser for Social and Human Sciences, UNESCO Office in Dakar  Email: <a href="mailto:c.marias@unesco.org">c.marias@unesco.org</a></p>

## FOUNDATIONS AND OTHER INSTITUTIONS

### African Solidarity Fund (ASF)

<b>Overview</b>	The African Solidarity Fund (ASF) was established in December 1976 for the purpose of participating in the economic development of member countries, especially those that are most seriously disadvantaged structurally, by facilitating the financing of public and private investment projects.
<b>Programming Areas</b>	<p>The strategic objectives of ASF are to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promote investment financing by serving as a catalyst for the financial systems of member countries.</li> <li>• Facilitate mobilization of domestic and external savings by intervening on the financial markets.</li> <li>• Contribute to the establishment and consolidation of local guarantee funds.</li> </ul> <p>To realize its mission, the ASF intervenes in three ways:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Guarantees for bank loans and bonds.</li> <li>• Debt refinancing to extend its life.</li> <li>• Interest rate subsidies for loans granted for project financing.</li> </ul> <p>The sectors in which ASF intervenes include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Basic economic infrastructure</li> <li>• Telecommunications</li> <li>• Industry</li> <li>• Tourism</li> <li>• Real estate</li> <li>• Agro-Industry</li> </ul>
<b>Regions and Countries of Focus</b>	<p>The ASF works in the following countries in West:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Benin</li> <li>• Burkina Faso</li> <li>• Chad</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Central African Republic</li> <li>• Côte d'Ivoire</li> <li>• Gabon</li> <li>• Mali</li> <li>• Niger</li> <li>• Senegal</li> <li>• Togo</li> </ul>
<b>Contacts</b>	<p>African Solidarity Fund  International Public Organisation  B.P. 382 NIAMEY NIGER  PL 005  617, Avenue du Président Karl CARSTENS  Tel: (227) 20 72 26 32/33/34  Fax: (227) 20 73 30 44  E-mails: <a href="mailto:fsa@fonds-solaf.org">fsa@fonds-solaf.org</a> and <a href="mailto:fsa@intnet.ne">fsa@intnet.ne</a></p>
<h2 style="text-align: center;">Ford Foundation</h2>	
<b>Overview</b>	<p>The Ford Foundation's work in West Africa goes back to 1958 when the first Foundation grant was made for training public service professionals in Nigeria. Since then, the West Africa office has made over 600 grants totaling approximately \$250 million to institutions and individuals throughout the region.</p> <p>The Foundation's goals are to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthen democratic values</li> <li>• Reduce poverty and injustice</li> <li>• Promote international cooperation</li> <li>• Advance human achievement</li> </ul> <p>The Foundation pursues these goals mainly by making grants or loans that build knowledge and strengthen organizations and networks.</p>
<b>Programming</b>	The Foundation's regional office, based in Lagos, Nigeria, is headed by a representative who works with program and administrative staff consisting of

<b>Areas</b>	<p>both Nigerian and international professionals. They are responsible for the Foundation's grant-making activities, which are designed to achieve four broad objectives:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To strengthen the institutional and cultural foundations of human rights and democratic governance</li> <li>• To promote the arts and culture as resources for, and expressions of, human development</li> <li>• To improve the quality of women's health and social status</li> <li>• To enhance the livelihoods of the poor and sustainable management of natural resources.</li> </ul> <p>In 2006, Ford Foundation gave \$3 Million USD to Trust Africa to strengthen and diversify its financial base and enhance its grant making and other activities aimed at promoting African solutions for peace, <u>regional integration</u> and identity and citizenship.</p>	
<b>Regions and Countries of Focus</b>	All countries in the West Africa region.	
<b>Contacts</b>	<p>Ford Foundation P.O. Box 2368 Lagos, Nigeria</p> <p>Tel: 234-1-773-8926 Fax: 234-1-262-3973 Email: <a href="mailto:ford-lagos@fordfound.org">ford-lagos@fordfound.org</a></p>	<p>Adhiambo P. Odaga Representative</p> <p>Babatunde A. Ahonsi Senior Program Officer, Reproductive Health</p> <p>Joseph Gitari Program Officer, Human Rights</p> <p>Margie J. Reese Program Officer, Media Arts and Culture</p>
<h2 style="text-align: center;">Friedrich-Ebert-Stiftung</h2>		
<b>Overview</b>	<p>Founded in 1925 as Germany's first political foundation, the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is a private, non-profit organization committed to the precepts of social democracy and carrying out activities both at home and abroad.</p> <p>The FES maintains its own representations in 70 countries of Africa, Asia, the Middle East and Latin America. 70 German staff are posted in these countries at present and - with the assistance of numerous local staff - are engaged in projects in the fields of socio-political development and economic</p>	

	<p>and social promotion.</p> <p>The Foundation spends approximately half of its annual budget on international activities. Its partners come from politics, business, associations, trade unions, academia, and also from the communication sector and cultural institutions.</p> <p>The Friedrich-Ebert-Stiftung sees its activities in the developing countries as a contribution to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promoting peace and security and understanding between peoples and inside the partner countries.</li> <li>• Supporting the democratization of the State and society and strengthening the civil society, improving general political, economic and social conditions.</li> <li>• Reinforcing free trade unions.</li> <li>• Developing independent media structures.</li> <li>• Facilitating <u>regional and worldwide cooperation</u> between states and different interest groups.</li> <li>• Gaining recognition for human rights.</li> </ul>
<b>Programming Areas</b>	<p>The FES works together with regional networks in the area of security policy in West Africa. Cooperation with the networks, which involve experts from the fields of social science, government, the military and civil society, is coordinated by the office in Abuja, Nigeria. The focus is on the implementation of the African security agenda in the region and the dissemination of the discussion through the involvement of civil society, political parties and parliaments.</p> <p>The FES supports umbrella trade unions in West Africa in creating expertise in the area of trade policy in the regional working group “<u>International Economics and Regional Integration</u>”. National trade unions are developing joint positions on regional socio-economic developments here and coordinating their strategies in order to face challenges in West Africa in a concerted manner. The FES offers summer academies for trade union leaders from West Africa in order to provide them with information on trade policy issues and to discuss their own positions towards trade policy and trade union activities.</p>
<b>Regions and Countries of Focus</b>	<p>The FES has offices in six West African countries:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Benin</li> <li>• Côte d'Ivoire</li> <li>• Ghana</li> <li>• Mali</li> <li>• Nigeria</li> <li>• Senegal</li> </ul> <p>The FES also works with selected partners in Guinea, Cape Verde and Togo.</p>

<b>Contacts</b>	<p>Friedrich-Ebert-Stiftung Press and Information Unit</p> <p>Hiroshimastraße 17 D-10785 Berlin Tel: ++49(0)30/2 69 35-924 Fax : ++49(0)30/2 69 35-951 Email: presse.berlin@fes.de</p>	<p>Friedrich-Ebert-Stiftung Africa Department Division for International Development Cooperation Head: Dr. Werner Puschra</p> <p>Godesberger Allee 149 53175 Bonn Tel: +49 228 883 576 Fax: +49 228 883 623</p>
<h2 style="text-align: center;">TrustAfrica</h2>		
<b>Overview</b>	<p>Trust Africa, first known as the Special Initiative for Africa, began in 2001 under the aegis of the Ford Foundation. Its premise was that Africans need a greater voice in the international donor community as well as philanthropic resources that Africans control.</p> <p>Trust Africa works with partner organizations in all five sub-regions of Africa and the diaspora. However, it does not fund local or national initiatives, with the exception of a few very small grants for capacity building. Instead, Trust Africa focuses on <u>regional partnerships</u> that promote cooperation across borders and advance regional solutions. Especially:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Supporting research and advocacy to strengthen <u>regional economic integration</u> across Africa, with an emphasis on fair regional trade and investment, private sector links to regional policies, and the free movement of people.</li> <li>• Promoting collaboration between African institutions, governments, and the private sector, on one hand, and institutions representing the African diaspora on the other hand, to forge strong alliances for Africa in the global community and economy.</li> </ul>	
<b>Programming Areas</b>	<p><u>Regional Integration</u> is one of Trust Africa's three main <u>program areas</u>. This program area supports initiatives to harmonize economic policies across Africa's sub-regions, with a focus on fair trade, regional investment, and the free movement of people.</p> <p>Trust Africa supports a network of six prominent institutions in South Africa, Ghana, Kenya, Ethiopia, and Egypt that are conducting the research and advocacy needed to align economic policies across regions — with an emphasis on fair trade, regional investment, and the free movement of private citizens. This network enables countries large and small (like Nigeria and Gambia, or South Africa and Lesotho) to align their cross-border trade and investment and judiciously coordinate their responses to global trade and investment trends.</p> <p>Some of Trust Africa's most successful work in West Africa centres on issues of peace and security. With a grant from Trust Africa, one of its partners in</p>	

	the region convened and facilitated a peace agreement in Guinea-Bissau, helping to bring warring parties to the table to begin to iron out their differences. Another of its partners led a coalition of organizations that swayed West African governments to renew a moratorium on small arms and light weapons. Trust Africa is also supporting an initiative to convene civil society groups around issues of trade and investment, ensuring that their views are heard at the highest level.
<b>Regions and Countries of Focus</b>	All the countries in the West Africa region.
<b>Contacts</b>	Trust Africa Mermoz Pyrotechnie Route de la Stèle Lot N° SR 12 BP 45435 Dakar–Fann, Senegal  Tel: +221 869 46 86 Fax: +221 824 15 67 Email : <a href="mailto:info@trustafrica.org">info@trustafrica.org</a>

**NB : Les gouvernements des pays ouest-africains pourraient aussi être sollicités afin de contribuer au financement des activités du West African Institute.**